

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : L'inventaire et le classement des fonds publics belges — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

L'INVENTAIRE ET LE CLASSEMENT DES FONDS PUBLICS BELGES

L'inventaire et le classement des fonds publics belges ont déjà fait l'objet de trois études dans ce *Bulletin* ⁽¹⁾. Rappelons que ces fonds sont constitués par les valeurs mobilières à long et à moyen terme (c'est-à-dire à plus d'un an) libellées en francs belges et émises par le secteur public belge ou le Trésor congolais. Le lecteur pourra utilement se référer aux articles précédents pour connaître l'exacte définition des termes employés et l'étendue des divers groupements opérés. Toutefois, un certain nombre de modifications ont été apportées à la présente statistique en vue de la faire coïncider avec celle des émissions nettes de fonds publics belges élaborée récemment par un groupe de travail comprenant des fonctionnaires du Ministère des Finances, de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite et de la Banque Nationale ⁽²⁾. Ces modifications sont exposées en tête des deux grandes subdivisions de l'article, consacrées respectivement à l'inventaire des fonds publics et à leur classement.

INVENTAIRE DES FONDS PUBLICS

Les fonds publics ont été ventilés en deux catégories suivant qu'ils sont ou non généralement acces-

sibles au public ⁽¹⁾. La première catégorie est constituée par les titres qui ont fait l'objet d'une émission publique et par ceux qui sont cotés en bourse ou dont l'admission à la cote officielle est prévue, y compris les obligations et les bons de caisse émis au robinet par certains organismes ⁽²⁾.

Les emprunts placés directement auprès de certains organismes sans appel public au marché font partie de la deuxième catégorie. Tels sont, par exemple, les titres émis par les organismes paraétatiques de logement.

Étant donné cette nouvelle ventilation des fonds publics selon qu'ils sont ou non généralement accessibles au public, il a paru logique d'inclure désormais dans l'inventaire certains titres émis par l'État qui avaient été négligés précédemment parce que non négociables. Ces titres rentrent, en effet, tout naturellement dans la catégorie des fonds publics non généralement accessibles au public. Ils comprennent principalement la dette consolidée de l'État envers la Banque Nationale, la fraction non libérée de l'Em-

⁽¹⁾ Dans le *Bulletin de Documentation* du Ministère des Finances, ces deux catégories sont intitulées respectivement « titres généralement négociables » et « titres non généralement négociables »; leur contenu est le même que dans le présent article.

⁽²⁾ Crédit Communal, Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Institut National de Crédit Agricole, Caisse Nationale de Crédit Professionnel, Office Central de Crédit Hypothécaire et caisses d'épargne privées.

En ce qui concerne le Crédit Communal et la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, les montants relevés incluent les bons de caisse à court terme qui ne pouvaient être isolés des titres à long ou à moyen terme dans le portefeuille de certains des organismes détenteurs.

⁽¹⁾ Cfr. *Bulletin d'Information et de Documentation*, janvier 1954, pp. 1-14, octobre 1955, pp. 251-257, janvier 1958, pp. 14-21.

⁽²⁾ « Émissions en francs belges à long et moyen terme du secteur public en Belgique », *Bulletin de Documentation*, Ministère des Finances, avril 1960, pp. 53-63.

« Le marché des capitaux en Belgique », *Bulletin de Documentation*, Ministère des Finances, juin 1960, pp. 17-19.

prunt de l'Assainissement Monétaire et certains certificats de trésorerie à plus d'un an logés exclusivement dans les banques de dépôts, dans des organismes paraétatiques de crédit ou dans les territoires d'outre-mer.

Certaines modifications ont également été apportées à la ventilation des fonds publics par émetteurs. Les fonds à moyen et long terme récoltés par le Crédit Communal étant destinés aux pouvoirs subordonnés, il a semblé plus logique de grouper celui-là et ceux-ci et d'exclure le Crédit Communal de la rubrique des organismes paraétatiques de crédit. La Radiodiffusion-Télévision Belge (anciennement Institut National de Radiodiffusion) qui figurait auparavant parmi les organismes paraétatiques d'exploitation, a paru appartenir plutôt à la catégorie des organismes paraétatiques administratifs. Le Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses n'a plus été considéré comme un fonds autonome, mais a été rattaché aux organismes paraétatiques de crédit.

Pour le surplus, le critère utilisé pour ventiler les fonds publics par émetteurs demeure, comme par le passé, le bénéficiaire de l'emprunt. Ceci signifie que les emprunts repris à la dette indirecte de l'Etat, c'est-à-dire les emprunts d'organismes paraétatiques dont les intérêts et le remboursement sont à charge de l'Etat, ne figurent pas sous la rubrique « Etat », mais sont répartis entre les diverses rubriques auxquelles appartiennent les organismes paraétatiques en cause.

Le tableau I donne l'inventaire des fonds publics belges au 31 décembre de chacune des années 1949 à 1959. La ventilation entre titres généralement accessibles et non généralement accessibles au public n'a pu être établie qu'à partir du 31 décembre 1956. Au 31 décembre des années antérieures, le tableau fournit, en remplacement des chiffres publiés précédemment, des chiffres comparables, en ce qui concerne les emprunts recensés et le regroupement des émetteurs, à ceux du 31 décembre des années 1956 à 1959, pour l'ensemble des fonds publics généralement accessibles ou non au public.

Parmi les rubriques qui figurent au tableau I, celles qui concernent les fonds autonomes et les organismes paraétatiques administratifs, les pouvoirs subordonnés et le Crédit Communal, les organismes paraétatiques d'exploitation et les organismes paraétatiques de crédit, peuvent être ventilées de façon plus poussée. C'est ce qui est fait aux tableaux II à V.

Les titres de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre représentent le poste le plus important de la rubrique « Fonds autonomes et organismes paraétatiques administratifs »; leur encours n'a cependant augmenté que lentement depuis la fin de 1956, les remises d'obligations aux sinistrés en indemnisation partielle de leurs dommages ayant été dans une large mesure compensées par l'amortissement de ces obligations et surtout des trois tranches de l'emprunt de la reconstruction. Par contre, le Fonds des Routes a

Tableau I.

Inventaire des fonds publics
Montants en circulation à fin d'année
(Valeurs nominales, en milliards de francs)

Emetteurs	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956		1957		1958		1959	
								A	B	A	B	A	B	A	B
Etat 1 2	146,6	141,0	140,2	146,8	160,0	179,7	181,8	136,5	53,8	143,6	50,9	154,9	46,4	169,8	43,7
Fonds autonomes et organismes paraétatiques administratifs 2	14,8	18,5	18,2	18,5	18,9	18,7	23,4	17,2	7,6	20,0	8,8	22,1	11,2	24,6	13,5
Congo	2,4	4,6	4,6	4,6	4,6	6,8	8,9	9,3	1,3	9,0	1,3	12,7	1,3	12,2	1,3
Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	21,9	22,0	23,2	26,5	29,3	31,7	33,7	35,2	1,3	38,8	1,3	44,4	1,3	48,6	1,2
Organismes paraétatiques d'exploitation	16,4	19,9	21,9	24,7	28,0	30,1	32,8	31,0	3,9	31,7	4,1	29,9	4,6	33,0	4,9
Organismes paraétatiques de crédit	11,7	14,1	15,6	19,4	21,2	26,5	32,2	25,5	11,6	28,6	13,3	34,0	15,0	39,6	16,7
Total	213,8	220,1	223,7	240,5	262,0	293,5	312,8	254,7	79,5	271,7	79,7	298,0	79,8	327,8	81,3

1 Dette publique belge directe intérieure consolidée et à moyen terme, sous déduction de l'emprunt 4 p.c. de la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché (actuellement la Société Nationale du Logement).
2 En 1954, à la suite de la dissolution du Fonds spécial d'Aide au Rééquipement ménager des Travailleurs, les « Bons de Rééquipement ménager » émis par ce Fonds et dont l'encours était à l'époque de 1,8 milliard, ont été convertis en « Dette à 10 ans 1954-1964 » de l'Etat et sont passés de ce fait de la rubrique « Fonds autonomes et organismes paraétatiques administratifs » à la rubrique « Etat ». Ils appartiennent à la catégorie des titres non généralement accessibles au public.

Tableau II.

Titres émis par les fonds autonomes et les organismes paraétatiques administratifs

Montants en circulation à fin d'année
(Valeurs nominales, en milliards de francs)

A = généralement accessibles au public.
B = non généralement accessibles au public.

Emetteurs	1949	1956		1957		1958		1959	
		A	B	A	B	A	B	A	B
Caisse Autonome des Dommages de Guerre	6,9	11,9	—	12,7	—	13,0	—	13,2	—
Fédération des Coopératives pour Dommages de Guerre ...	3,0	2,9	—	2,9	—	2,9	—	2,9	—
Fonds de Dotation pour les Pensions de Guerre	2,5	—	5,5	—	6,8	—	7,8	—	8,7
Fonds des Routes	—	2,4	—	4,4	—	6,2	—	8,5	—
Caisse Nationale des Pensions de Retraite et de Survie ...	—	—	1,8	—	1,8	—	1,7	—	1,7
Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants	—	—	—	—	—	—	1,4	—	2,7
Radiodiffusion-Télévision Belge	0,1	—	0,3	—	0,2	—	0,3	—	0,4
Fonds spécial d'Aide au Rééquipement ménager des Travaillleurs ¹	2,3	—	—	—	—	—	—	—	—
Total ...	14,8	17,2	7,6	20,0	8,8	22,1	11,2	24,6	13,5

¹ En 1954, à la suite de la dissolution du Fonds spécial d'Aide au Rééquipement ménager des Travaillleurs, les « Bons de Rééquipement ménager » émis par ce Fonds et dont l'encours était à l'époque de 1,3 milliard, ont été convertis en « Dette à 10 ans 1954-1964 » de l'Etat et sont passés de ce fait de la rubrique « Fonds autonomes et organismes paraétatiques administratifs » à la rubrique « Etat ». Ils appartiennent à la catégorie des titres non généralement accessibles au public.

considérablement augmenté ses moyens d'action pendant les trois années sous revue; sa loi organique l'autorise en effet à émettre des titres pour un montant global de 30 milliards au cours de son existence, c'est-à-dire entre 1955 et 1969.

Un nouveau fonds autonome a été créé en 1956; c'est le Fonds de Solidarité et de Garantie devenu en 1960 l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants, qui, dans le cadre de la loi du 30 juin 1956 relative à la pension de vieillesse des

Tableau III.

Titres émis par les pouvoirs subordonnés et le Crédit Communal

Montants en circulation à fin d'année
(Valeurs nominales, en milliards de francs)

A = généralement accessibles au public.
B = non généralement accessibles au public.

Emetteurs	1949	1956		1957		1958		1959	
		A	B	A	B	A	B	A	B
Provinces, villes et communes	9,3	12,4	0,2	12,3	0,2	13,2	0,2	13,8	0,2
Crédit Communal	12,6	22,8	1,1	26,5	1,1	31,2	1,1	34,8	1,0
Total ...	21,9	35,2	1,3	38,8	1,3	44,4	1,3	48,6	1,2

travailleurs indépendants, modifiée par la loi du 28 mars 1960 relative au régime de pension des travailleurs indépendants, octroie des pensions aux travailleurs indépendants ne disposant pas d'un minimum de ressources et n'ayant pas pu cotiser au nouveau système.

L'encours des titres émis par le Crédit Communal est nettement supérieur à celui des titres émis par les pouvoirs subordonnés. Au surplus, de la fin de 1956 à la fin de 1959, le premier de ces encours a progressé beaucoup plus (+11,9 milliards) que le second (+1,4 milliard).

Tableau IV.

Titres émis par les organismes paraétatiques d'exploitation

Montants en circulation à fin d'année
(Valeurs nominales, en milliards de francs)

A = généralement accessibles au public.
B = non généralement accessibles au public.

Emetteurs	1949	1956		1957		1958		1959	
		A	B	A	B	A	B	A	B
Société Nationale des Chemins de fer belges ¹	9,9	18,7	1,3	19,3	0,8	17,8	0,8	19,8	0,8
Régie des Télégraphes et des Téléphones	3,8	8,1	0,6	8,3	0,6	8,1	0,5	9,3	0,5
Société Nationale des Distributions d'Eau	0,5	1,8	0,9	1,7	1,3	1,6	1,5	1,5	1,4
Société Nationale des Chemins de fer vicinaux	0,9	1,3	0,2	1,3	0,2	1,3	0,2	1,3	0,2
Sabena	0,1	—	0,1	—	0,4	—	0,4	—	0,7
Autres organismes paraétatiques d'exploitation	1,2	1,1	0,8	1,1	0,8	1,1	1,2	1,1	1,3
Total ...	16,4	31,0	3,9	31,7	4,1	29,9	4,6	33,0	4,9

¹ Y compris les actions privilégiées émises sur le marché belge.

L'augmentation de l'encours des titres émis par les organismes paraétatiques d'exploitation a été peu importante entre la fin de 1956 et la fin de 1959 : 3 milliards, soit 8,6 p.c. contre 22,4 p.c. pour l'ensemble des fonds publics. Ce faible pourcentage n'implique pas que les investissements des organismes en question ont été peu élevés en comparaison de ceux effectués ou financés par le reste du secteur public; il est dû notamment au fait que depuis 1957, les investissements de la Société Nationale des Chemins de fer belges sont financés, dans une large mesure, par des crédits inscrits au budget extraordinaire de l'Etat; ce mode de financement sera réduit en 1961.

La rubrique « Autres organismes paraétatiques d'exploitation » comprend les titres émis par les intercommunales des eaux et de l'électricité, le Palais des Beaux-Arts, le Lloyd Royal belge et la S.A. du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles essentiellement. Elle ne comprend pas les emprunts, figurant à la dette publique indirecte du Congo, des organismes paraétatiques d'exploitation congolais; il n'a pas été possible, en effet, de déterminer dans quelle mesure ces emprunts sont libellés en francs belges d'une part, en d'autres monnaies d'autre part.

Contrairement à l'encours des titres émis par les organismes paraétatiques d'exploitation, celui des

Tableau V.

Titres émis par les organismes paraétatiques de crédit

Montants en circulation à fin d'année

(Valeurs nominales, en milliards de francs)

A = généralement accessibles au public.
B = non généralement accessibles au public.

Emetteurs	1949	1956		1957		1958		1959	
		A	B	A	B	A	B	A	B
Société Nationale de Crédit à l'Industrie	6,5	19,2	—	21,6	—	26,2	—	31,2	—
Caisse Nationale de Crédit Professionnel	0,7	2,4	—	2,8	—	3,3	—	3,6	—
Institut National de Crédit Agricole	0,5	1,2	—	1,4	—	1,5	—	1,7	—
Office Central de Crédit Hypothécaire	2,0	2,7	—	2,8	—	3,0	—	3,1	—
Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne ¹	—	—	2,4	—	2,8	—	3,2	—	3,5
Société Nationale du Logement ¹	1,9	—	7,6	—	8,8	—	9,9	—	11,2
Fonds du Logement et Fonds d'Etudes de la Ligue des Familles Nombreuses	0,1	—	1,6	—	1,7	—	1,9	—	2,0
Total ...	11,7	25,5	11,6	28,6	13,3	34,0	15,0	39,6	16,7

¹ Non compris la fraction des emprunts émis par ces organismes qui a été souscrite par l'Etat.

titres émis par les organismes paraétatiques de crédit a progressé proportionnellement plus vite que le total au cours des trois années sous revue : au 31 décembre 1959, il dépassait de 51,8 p.c. son niveau du 31 décembre 1956. L'encours de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie est de loin le plus important; son augmentation rapide entre la fin de

1956 et la fin de 1959 reflète la forte demande de crédits à moyen et à long terme de la part des entreprises. Parmi les autres organismes paraétatiques de crédit, c'est la Société Nationale du Logement qui a le plus gros encours; dans le cas de cet organisme également, l'augmentation durant la période étudiée a été considérable; quand on la compare à celle des

Tableau VI.

Evolution du montant des fonds publics en circulation

(Valeurs nominales, en milliards de francs)

A = généralement accessibles au public.
B = non généralement accessibles au public.

Emetteurs	1950 à 1956	1957		1958		1959	
		A	B	A	B	A	B
Etat	+ 43,7 ¹	+ 7,1	— 2,9	+ 11,3	— 4,5	+ 14,9	— 2,7
Fonds autonomes et organismes paraétatiques administratifs	+ 10,0 ¹	+ 2,8	+ 1,2	+ 2,1	+ 2,4	+ 2,5	+ 2,3
Congo	+ 8,2	— 0,3	—	+ 3,7	—	— 0,5	—
Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	+ 14,6	+ 3,6	—	+ 5,6	—	+ 4,2	— 0,1
Organismes paraétatiques d'exploitation	+ 18,5	+ 0,7	+ 0,2	— 1,8	+ 0,5	+ 3,1	+ 0,3
Organismes paraétatiques de crédit	+ 25,4	+ 3,1	+ 1,7	+ 5,4	+ 1,7	+ 5,6	+ 1,7
Total ...	+120,4	+ 17,0	+ 0,2	+ 26,3	+ 0,1	+ 29,8	+ 1,5

¹ En 1954, à la suite de la dissolution du Fonds spécial d'Aide au Rééquipement ménager des Travailleurs, les « Bons de Rééquipement ménager » émis par ce Fonds et dont l'encours était à l'époque de 1,8 milliard, ont été convertis en « Dette à 10 ans 1954-1964 » de l'Etat et sont passés de ce fait de la rubrique « Fonds autonomes et organismes paraétatiques administratifs » à la rubrique « Etat ». Ils appartiennent à la catégorie des titres non généralement accessibles au public.

Placements des pouvoirs publics, des fonds autonomes et des organismes paraétatiques.

L'ensemble de ces organismes ne détient qu'une partie minime des fonds publics en circulation : entre 2 et 2,6 p.c.

Par analogie avec ce qui a été fait dans l'inventaire en vue de le faire coïncider avec la statistique

des émissions publiée par le Ministère des Finances et contrairement à ce qui avait été fait dans les articles publiés précédemment dans ce *Bulletin*, le Crédit Communal a été repris, non sous la rubrique « Organismes paraétatiques de crédit », mais sous la rubrique « Pouvoirs publics ».

L'accroissement extrêmement important du portefeuille de fonds publics des organismes paraétatiques

Tableau VIII.

Fonds publics détenus par les pouvoirs publics, les fonds autonomes et les organismes paraétatiques ¹

(Valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

A = généralement accessibles au public.
B = non généralement accessibles au public.

Détenteurs	1949	1956	1957			1958			1959		
			A	B	Total	A	B	Total	A	B	Total
Pouvoirs publics et Crédit Communal	1,8	3,1	3,2	—	3,2	3,5	—	3,5	3,8	—	3,8
Fonds autonomes ²	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organismes paraétatiques d'exploitation ² ...	0,7	1,1	1,0	0,2	1,2	1,1	0,2	1,3	1,2	0,2	1,4
Organismes paraétatiques de crédit ²	2,4	2,8	3,4	0,1	3,5	4,0	0,1	4,1	5,2	0,1	5,3
Total ...	5,0	7,0	7,6	0,3	7,9	8,6	0,3	8,9	10,2	0,3	10,5

¹ A l'exclusion des fonds autonomes et des organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

² A l'exclusion des avoirs des caisses de pensions gérées par ces organismes.

de crédit entre 1956 et 1959 est imputable pour 60 p.c. environ à la Société Nationale de Crédit à l'Industrie et à l'Office Central de Crédit Hypothécaire dont l'activité s'est fortement développée au cours de ces dernières années.

Placements du Fonds des Rentes.

Au cours de la période sous revue, la réforme du marché monétaire du 12 novembre 1957, la loi du 19 juin 1959 et les accords passés à l'occasion de cette loi entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque Nationale, et la réforme du marché de l'argent à très court terme du 17 novembre 1959 ont considérablement élargi les attributions et les moyens d'action du Fonds des Rentes. Parmi les moyens d'action nouveaux mis à la disposition du Fonds des Rentes, il faut citer le produit des certificats que le Fonds émet et qui sont admis dans les couvertures bancaires, la cession par l'Etat au Fonds des 2,8 milliards provenant de la reprise, par la Banque Nationale, de la souscription en or de la Belgique au Fonds Monétaire International et la marge de crédit en compte courant d'avances de 2 milliards que la Banque Nationale a ouvert au Fonds. L'existence de ces nouveaux moyens d'action a quelque peu changé la signification des variations des avoirs du Fonds des Rentes en fonds publics. Anciennement, une augmentation de ces avoirs ne constituait pas une monétisation d'effets publics si elle était financée par des emprunts accrus d'argent à très court terme à des organismes non monétaires; inversement, une monétisation d'effets publics par l'intermédiaire du Fonds des Rentes se produisait

sans que les avoirs de cet organisme en fonds publics se modifient, lorsque, l'offre d'argent à très court terme par les organismes non monétaires se rétrécissant, le Fonds devait faire appel au crédit de la Banque Nationale. Actuellement, le Fonds des Rentes, grâce aux nouveaux moyens d'action mis à sa disposition, ne doit plus guère recourir au crédit d'organismes non monétaires et toute augmentation ou diminution de ses avoirs en fonds publics représente, à peu de chose près, une monétisation ou une démonétisation de ces fonds.

Le portefeuille du Fonds des Rentes en fonds publics, qui s'élevait à 5,9 milliards à la fin de 1956, est revenu à 4 milliards à la fin de 1957 et à 3,2 milliards à la fin de 1958 pour remonter à 4,5 milliards à la fin de 1959.

Ces montants à fin d'année ne donnent cependant qu'une vue très imparfaite des opérations effectivement réalisées. Ainsi, l'année 1957 posa au Fonds des Rentes des problèmes de gestion fort ardu. Le marché resta acheteur jusqu'à la mi-mars environ, puis le lancement par l'Etat d'un emprunt à un taux de 5 p.c. (contre 4,5 p.c. pour l'emprunt précédent en novembre 1956) provoqua un renversement de la tendance. En juillet, la tension qui s'exerçait sur les ressources du Fonds des Rentes cessa, mais une nouvelle dépression du marché se fit jour en octobre, due, semble-t-il, au dépassement du plafond des avances de la Banque Nationale au Trésor et à l'émission de certificats de trésorerie à moyen terme à un taux réel de 6 p.c. Vers la fin de l'année, la situation s'améliora et le Fonds des Rentes put alléger son portefeuille.

Tableau IX.

Fonds publics détenus par les organismes monétaires

(Valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

A = généralement accessibles au public.
B = non généralement accessibles au public.

Déteneurs	1949	1956	1957			1958			1959		
			A	B	Total	A	B	Total	A	B	Total
Banque Nationale ¹	36,1	37,0	2,5	34,4	36,9	2,4	34,2	36,6	2,7	34,0	36,7
Banques privées	6,7	21,6	18,3	3,9	22,2	24,6	2,3	26,9	28,0	2,3	30,3
Fonds Monétaire	2,6	4,9	4,6	—	4,6	4,5	—	4,5	4,7	—	4,7
Total ...	45,4	63,5	25,4	38,3	63,7	31,5	36,5	68,0	35,4	36,3	71,7

¹ A l'exclusion des avoirs de la caisse de pensions gérée par cet organisme.

En 1958, l'accroissement des liquidités, par suite du ralentissement de l'activité économique, et la tendance à la baisse des taux d'intérêt faciliteront la tâche du Fonds des Rentes. Le coup d'Etat de Bagdad le 14 juillet et l'envoi de forces américaines et britanniques en Jordanie et au Liban provoquèrent cependant un renversement qui dura jusqu'en octobre.

Au début de janvier 1959, un courant vendeur se dessina en raison des événements du Congo, malgré la baisse du taux d'escompte et l'émission d'un emprunt de l'Etat à un taux inférieur à celui de septembre 1958. Le marché des rentes connut ensuite des mouvements en sens divers, mais, en décembre, il était vendeur.

Placements des organismes monétaires.

Les avoirs de la Banque Nationale en fonds publics sont constitués, pour la plus grande partie, par la créance consolidée sur l'Etat.

L'augmentation des avoirs des banques privées, qui avait été faible en 1957, a été particulièrement importante au cours des deux années suivantes. Cet accroissement rapide en 1958 et 1959 doit être rapproché de la progression des dépôts à terme en francs belges qui, pour l'ensemble de ces deux seules années, a été à peu près la même que pour l'ensemble des cinq années antérieures : les opérations qui sont à l'origine des variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires ont laissé, au total,

Tableau X.

Fonds publics détenus par les organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances et de capitalisation

(Valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

A = généralement accessibles au public.
B = non généralement accessibles au public.

Déteneurs	1949	1956	1957			1958			1959		
			A	B	Total	A	B	Total	A	B	Total
Caisses d'épargne ¹	29,0	43,2	33,8	11,7	45,5	34,2	12,8	47,0	38,6	13,3	51,9
Organismes de sécurité sociale :											
a) Fonds de pensions du régime de la sécurité sociale ²	19,5	37,1	24,9	15,7	40,6	27,5	17,4	44,9	28,0	19,6	47,6
b) Organismes d'assurances contre les accidents du travail ³	3,5	7,3	7,9	0,3	8,2	8,4	0,4	8,8	8,8	0,5	9,3
c) Total	23,0	44,4	32,8	16,0	48,8	35,9	17,8	53,7	36,8	20,1	56,9
Fonds de pensions indépendants du régime de la sécurité sociale	1,9	2,0	2,1	0,1	2,2	2,2	0,1	2,3	2,2	0,3	2,5
Entreprises d'assurances ⁴ :											
a) Entreprises d'assurance-vie ⁵	5,8	14,9	13,7	2,0	15,7	14,4	2,7	17,1	15,6	3,4	19,0
b) Autres entreprises d'assurances	0,5	1,8	2,5	0,1	2,6	3,0	0,2	3,2	5,4	0,2	5,6
c) Total	6,3	16,7	16,2	2,1	18,3	17,4	2,9	20,3	21,0	3,6	24,6
Entreprises de capitalisation	0,1	0,1	0,1	—	0,1	0,1	—	0,1	0,1	—	0,1
Total général ...	60,3	106,4	85,0	29,9	114,9	89,8	33,6	123,4	98,7	37,3	136,0

¹ Caisse d'Epargne gérée par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite et caisses d'épargne privées.

² Caisse Nationale des Pensions pour Employés et organismes agréés à cette fin, Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs, Caisse Nationale des Pensions de Retraite et de Survie, Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants, Caisse de Retraite gérée par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, entreprises d'assurances contre la vieillesse et le décès prématuré des employés, caisses de pensions pour travailleurs indépendants, Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge, Caisse Nationale des Vacances Annuelles.

³ Caisse de rentes-accidents du travail gérée par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, Fonds spécial de réparation des accidents du travail causés par faits de guerre, et organismes privés (caisses communes et sociétés anonymes) agréés à cette fin.

⁴ A l'exclusion des entreprises d'assurances contre la vieillesse et le décès prématuré des employés, des caisses de pensions pour travailleurs indépendants et des organismes d'assurances contre les accidents du travail.

⁵ Caisse d'assurances sur la vie gérée par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite et entreprises privées d'assurances sur la vie.

des soldes positifs considérables tant en 1958 qu'en 1959; au surplus, la part des dépôts à terme en francs belges dans l'augmentation totale du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires a été plus élevée durant ces deux années que durant les cinq années précédentes.

Le portefeuille de fonds publics détenus par le Fonds Monétaire résulte du placement des disponibilités que lui procure l'émission de billets et monnaies du Trésor.

Placements des organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances et de capitalisation.

Les organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances et de capitalisation détiennent environ le tiers des fonds publics en circulation.

Des dispositions légales obligent certains de ces organismes à placer une fraction minimum de leurs réserves en fonds publics.

Les avoirs des caisses d'épargne ont augmenté sensiblement plus en 1959 qu'au cours des années précédentes, reflétant l'accroissement plus rapide de leurs dépôts, attribuable, semble-t-il, à des transferts de dépôts des caisses d'épargne congolaises aux institutions belges de même type, et la consolidation de certificats de trésorerie à court terme.

Le portefeuille de fonds publics des fonds de pensions du régime de la sécurité sociale a moins progressé en 1959 que les années précédentes; cette tendance doit être attribuée, en ordre principal, à l'augmentation des paiements des pensions au profit des ouvriers. Par suite du chômage dans les charbonnages, l'augmentation des réserves des organismes d'assurances contre les accidents du travail a été moins forte en 1959 qu'en 1958 et en 1957, ce qui a affecté leurs achats de fonds publics.

D'importants fonds de pensions constitués au Congo ayant été transférés en Belgique pour y former des assurances de groupes, les entreprises d'assurances ont bénéficié d'une augmentation exceptionnellement forte de leurs ressources en 1959. Au cours de cette année, leur portefeuille de fonds publics s'est, en conséquence, accru beaucoup plus rapidement que durant les deux autres années sous revue.

Placements du Congo et du Ruanda-Urundi.

Les placements du Congo et du Ruanda-Urundi comprennent le portefeuille du Trésor, des organismes paraétatiques, de la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, de la Banque du Congo Belge (jusqu'en 1951) et des sièges d'Afrique des banques congolaises (de 1952 à 1956).

Ces placements ont fléchi de 0,8 milliard entre la fin de 1956 et celle de 1959. Il s'agit là en partie d'une diminution comptable, les avoirs des sièges d'Afrique des banques congolaises n'étant plus connus depuis 1957. Pour le surplus, il s'est produit une

réduction de l'encours des certificats de trésorerie à moyen terme sans intérêt remis au Ruanda-Urundi à titre d'avances de la Belgique, lesquels forment la majeure partie des fonds publics non généralement accessibles au public détenus par le Congo et le Ruanda-Urundi.

Placements des entreprises et des particuliers.

Le montant des placements des entreprises et particuliers ne pouvant être déterminé par recensement direct, les chiffres sont obtenus en déduisant du total des fonds publics en circulation les titres recensés dans les catégories précédemment passées en revue. Dans la mesure où l'inventaire du portefeuille de ces dernières n'a pu être effectué de façon exhaustive, les chiffres relatifs aux avoirs des entreprises et particuliers comprennent des titres ressortissant à une classification différente. C'est le cas notamment des placements opérés au sein d'entreprises privées pour les caisses de pensions de leur personnel.

La part des entreprises et particuliers dans le total des titres en circulation est fort importante, environ 44 p.c.

Structure et évolution du marché des fonds publics au cours des dernières années.

La répartition des fonds publics entre les diverses catégories de détenteurs a peu changé entre 1956 et 1959. La variation la plus marquante est la diminution de la part du Fonds des Rentes, de 1,8 à 1,1 p.c.

L'évolution à plus long terme fait apparaître qu'entre 1949 et 1959, la part des organismes monétaires a fléchi de 21,2 à 17,5 p.c.; cette baisse relative est due à la présence, parmi les fonds publics détenus par les organismes monétaires, d'un élément important qui ne varie guère : la créance consolidée de la Banque Nationale sur l'Etat; sans cette créance, la part des organismes monétaires aurait augmenté de 4,9 à 9,2 p.c. Par ailleurs, la part des organismes de sécurité sociale et celle des entreprises d'assurances se sont sensiblement accrues : de 10,8 p.c. en 1949 à 13,9 p.c. en 1959 pour les premiers et de 2,9 à 6 p.c. pour les seconds. En revanche, la part des entreprises et particuliers était sensiblement la même en 1959 qu'en 1949.

Les émissions nettes de fonds publics ont sensiblement progressé en 1958 par rapport à 1957 et de nouveau en 1959. Au cours de cette dernière année, elles ont dépassé de 14,1 milliards leur niveau de 1957.

Ces émissions accrues n'ont été absorbées que dans une faible mesure par les entreprises et les particuliers. Les achats et souscriptions nets de fonds publics par ceux-ci ont été de 4 milliards plus élevés en 1958 qu'en 1957 et ont diminué de 1 milliard en 1959.

Tableau XI.

**Avoirs des divers groupes de détenteurs
exprimés en pour cent des fonds publics en circulation à fin d'année**

A = généralement accessibles au public.
B = non généralement accessibles au public.

Détenteurs	1949	1956	1957			1958			1959		
			A	B	Total	A	B	Total	A	B	Total
Pouvoirs publics, fonds autonomes et organismes paraétatiques ^{1 2}	2,4	2,1	2,8	0,4	2,3	2,9	0,4	2,4	3,1	0,4	2,6
Fonds des Rentes	1,8	1,8	1,5	—	1,1	1,1	—	0,8	1,4	—	1,1
Organismes monétaires ²	21,2	19,0	9,3	48,0	18,1	10,6	45,7	18,0	10,8	44,6	17,5
Organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances et de capitalisation :											
a) Caisses d'épargne	13,5	12,9	12,4	14,7	12,9	11,5	16,0	12,4	11,8	16,4	12,7
b) Organismes de sécurité sociale	10,8	13,3	12,1	20,1	13,9	12,0	22,3	14,2	11,2	24,7	13,9
c) Fonds de pensions indépendants	0,9	0,6	0,8	0,1	0,6	0,7	0,1	0,6	0,7	0,4	0,6
d) Entreprises d'assurances	2,9	5,0	6,0	2,6	5,2	5,8	3,7	5,4	6,4	4,4	6,0
e) Entreprises de capitalisation	0,1	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
f) Total	28,2	31,9	31,3	37,5	32,6	30,0	42,1	32,6	30,1	45,9	33,2
Congo et Ruanda-Urundi ³	1,1	1,6	1,5	1,8	1,6	1,4	1,4	1,4	1,2	0,9	1,2
Entreprises et particuliers ⁴	45,3	43,6	53,6	12,3	44,3	54,0	10,4	44,8	53,4	8,2	44,4
Total général ...	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

¹ A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

² A l'exclusion des avoires des caisses de pensions gérées par ces organismes.

³ Etat, organismes paraétatiques, Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, Banque du Congo Belge (en 1949), sièges d'Afrique des banques congolaises (en 1956).

⁴ Y compris les non-résidents autres que ceux repris à la rubrique « Congo et Ruanda-Urundi ».

Les montants plus considérables qui ont pu être émis en 1959 s'expliquent en partie par le gonflement des achats et souscriptions nets des caisses d'épargne et des entreprises d'assurances, notamment sous l'effet de la situation politique au Congo.

Mais la raison principale pour laquelle les émissions ont pu progresser si rapidement de 1957 à 1959, bien que les achats et souscriptions nets des entreprises et particuliers ne se soient développés qu'à un rythme relativement lent, doit être recher-

chée dans l'évolution des avoires des secteurs public (à l'exclusion des organismes d'épargne et de sécurité sociale) et bancaire. Le mouvement des trois premières rubriques du tableau XII a, en effet, été de - 0,8 milliard en 1957, + 4,5 milliards en 1958 et + 6,6 milliards en 1959, ce qui donne une augmentation, entre la première et la troisième année, de 7,4 milliards, soit plus de la moitié de l'augmentation totale des émissions nettes de fonds publics entre 1957 et 1959.

Tableau XII.

Mouvement des avoires en fonds publics des différents groupes de détenteurs

(Milliards de francs)

A = généralement accessibles au public.
B = non généralement accessibles au public.

Détenteurs	1950 à 1956	1957	1958			1959		
			A	B	Total	A	B	Total
Pouvoirs publics, fonds autonomes et organismes paraétatiques ^{1 2}	+ 2,0	+ 0,9	+ 1,0	—	+ 1,0	+ 1,6	—	+ 1,6
Fonds des Rentes	+ 2,0	- 1,9	- 0,8	—	- 0,8	+ 1,3	—	+ 1,3
Organismes monétaires ²	+ 18,1	+ 0,2	+ 6,1	- 1,8	+ 4,3	+ 9,9	- 0,2	+ 3,7
Organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances et de capitalisation :								
a) Caisses d'épargne	+ 14,2	+ 2,3	+ 0,4	+ 1,1	+ 1,5	+ 4,4	+ 0,5	+ 4,9
b) Organismes de sécurité sociale	+ 21,4	+ 4,4	+ 3,1	+ 1,8	+ 4,9	+ 0,9	+ 2,3	+ 3,2
c) Fonds de pensions indépend.	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,1	—	+ 0,1	—	+ 0,2	+ 0,2
d) Entreprises d'assurances	+ 10,4	+ 1,6	+ 1,2	+ 0,8	+ 2,0	+ 3,6	+ 0,7	+ 4,3
e) Entreprises de capitalisation	—	—	—	—	—	—	—	—
f) Total	+ 46,1	+ 8,5	+ 4,8	+ 3,7	+ 8,5	+ 8,9	+ 3,7	+ 12,6
Congo et Ruanda-Urundi ³	+ 3,2	- 0,1	+ 0,1	- 0,3	- 0,2	- 0,1	- 0,4	- 0,5
Entreprises et particuliers ⁴	+ 49,0	+ 9,6	+ 15,1	- 1,5	+ 13,6	+ 14,2	- 1,6	+ 12,6
Total général ...	+120,4	+ 17,2	+ 26,3	+ 0,1	+ 26,4	+ 29,8	+ 1,5	+ 31,3

¹ A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

² A l'exclusion des avoires des caisses de pensions gérées par ces organismes.

³ Etat, organismes paraétatiques, Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, Banque du Congo Belge (comprise uniquement dans l'encours à fin 1949 utilisé pour calculer le mouvement de la période 1950 à 1956), sièges d'Afrique des banques congolaises (compris uniquement dans l'encours à fin 1950 utilisé pour calculer le mouvement de la période 1950 à 1956 et celui de l'année 1957).

⁴ Y compris les non-résidents autres que ceux repris à la rubrique « Congo et Ruanda-Urundi ».

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* de février 1961. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE — BANQUE

DE BRABANDERE E., Considérations à propos de la création de la Fédération bancaire de la C.E.E. Un groupement professionnel doit avoir son programme. (*Conférences du Centre d'Etudes Bancaires, Bruxelles, Bruylant, Cahier n° 79, décembre 1960, 16 p.*)

DE MEYER H., De verhoudingen tussen de Belgische grootbanken. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, XXV, n° 2, février 1961, pp. 167-174.*)

La situation monétaire de la Belgique au début de 1961. (*Bulletin économique de la Banque de Bruxelles, Bruxelles, nos 8-9, février 1961, 8 p.*)

MERCHIEERS Y., Les clauses tendant à parer à l'effet de l'instabilité monétaire en droit belge et en droit français comparés. (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XXV, n° 1, 1961, pp. 1-19.*)

2. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS

DEHEM R., La propension à la croissance et l'économie belge. (*Société Royale d'Economie Politique de Belgique, Bruxelles, Comptes rendus des travaux, n° 274, novembre 1960, 24 p.*)

Les investissements industriels en actifs fixes dans les pays de Benelux. (*Bulletin général de Statistiques, Office Statistique des Communautés Européennes, Bruxelles, 1961, n° 2, pp. 9-13.*)

POELMANS J. & GUYOT J., L'évolution des dépenses de consommation en Belgique de 1948 à 1959. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 9, janvier 1961, pp. 5-34.*)

4. BUDGET — FINANCES PUBLIQUES

KIRSCHEN E. & MORISSENS L., Les finances publiques dans la politique économique. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 9, janvier 1961, pp. 57-97.*)

La loi d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. Un commentaire de ses dispositions principales. (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, 1 mars 1961, XV, n° 7, pp. III-XX.*)

Vergelijking van de rijksbegrotingen der Beneluxlanden. (*Mededelingen van de N.V. Bank voor Nederlandsche Gemeenten, La Haye, février 1961, n° 2, pp. 1-8.*)

ZEGHERS O., De staatsfinanciën in de Beneluxlanden. (*V.E.V.-Berichten, Anvers, XXXVI, n° 4, 28 février 1961, pp. 411-417.*)

5. ORGANISMES FINANCIERS REGIS PAR DES DISPOSITIONS LEGALES PARTICULIERES OU PLACES SOUS LA GARANTIE OU LE CONTROLE DE L'ETAT

MILHAUD E., L'œuvre prodigieuse du Crédit Communal de Belgique et ses enseignements pour l'organisation du crédit communal dans le monde. (*Les Annales de l'Economie collective, Liège, XLVIII, n° 570, décembre 1960, pp. 483-498.*)

VAN AUDENHOVE M., La fondation du Crédit Communal de Belgique. Une formule hardie et originale. (*Crédit Communal de Belgique, Bruxelles, XV, n° 55, janvier 1961, pp. 9-14.*)

7. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

de LA GENIERE R., Du bilatéralisme à la convertibilité : quinze ans d'histoire monétaire internationale en Europe (1945-1960). (*Economie appliquée, Paris, XIII, n° 2, 1960, pp. 177-212.*)

EVITT H., A Manual of Foreign Exchange. (*Pitman, Londres, 1960, XIII + 259 p.*)

MACDOUGALL D., The Dollar Problem : a Reappraisal. (*University of Princeton, Princeton, 1960, 76 p.*)

MOLLE L., A propos de l'Accord Monétaire Européen. (*Revue de la Société Belge d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 193, novembre-décembre 1960, pp. 821-830.*)

Mr. Kennedy and the Dollar. (*The Banker, Londres, CXI, n° 421, mars 1961, pp. 157-162.*)

8. ASPECTS FINANCIERS DE BENELUX

Les investissements industriels en actifs fixes dans les pays de Benelux. (*Bulletin général de Statistiques, Office Statistique des Communautés Européennes, Bruxelles, 1961, n° 2, pp. 9-13.*)

Vergelijking van de rijksbegrotingen der Beneluxlanden. (*Mededelingen van de N. V. Bank voor Nederlandsche Gemeenten, La Haye, février 1961, n° 2, pp. 1-8.*)

ZEGHERS O., De staatsfinanciën in de Beneluxlanden. (*V.E.V.-Berichten, Anvers, XXXVI, n° 4, 28 février 1961, pp. 411-417.*)

9. INTEGRATION EUROPEENNE

DE BRABANDERE E., Banking in the Common Market. (*Journal of the Institute of Bankers, Londres, LXXXI, n° 6, décembre 1960, pp. 358-368.*)

DE BRABANDERE E., Considérations à propos de la création de la Fédération bancaire de la C.E.E. Un groupement professionnel doit avoir son programme. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires, Bruxelles, Bruylant, Cahier n° 79, décembre 1960, 16 p.*)

WAELEBROECK J. & ROSSELLE E., La position de la Belgique vis-à-vis de ses concurrents du Marché commun, essai de diagnostic économétrique. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 9, janvier 1961, pp. 115-142.*)

10. GENERALITES

DEHEM R., La propension à la croissance et l'économie belge. (*Société Royale d'Economie Politique de Belgique, Bruxelles, Comptes rendus des travaux, n° 274, novembre 1960, 24 p.*)

HENRION R., Les abus de puissance économique. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 9, janvier 1961, pp. 35-55.*)

La loi d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier. Un commentaire de ses dispositions principales. (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, 1 mars 1961, XV, n° 7, pp. III-XX.*)

La situation monétaire de la Belgique au début de 1961. (*Bulletin économique de la Banque de Bruxelles, Bruxelles n°s 8-9, février 1961, 8 p.*)

POELMANS J. & GUYOT J., L'évolution des dépenses de consommation en Belgique de 1948 à 1959. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 9, janvier 1961, pp. 5-34.*)

The Belgian Trusts. (*The Statist, Londres, CLXXIII, n° 4.327, 11 février 1961, pp. 229-230.*)

VAN BELLINGHEN C., Belgium without the Congo. (*Belgian Trade Review, New-York, XVI, n° 2, février 1961, pp. 9-13.*)

WAMPACH J.-P., La situation économique de la Belgique à la fin de 1960. (*Bulletin de la Banque Commerciale de Liège, Liège, II, n° 1, janvier-février 1961, pp. 1-4.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge, au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

- I. — Législation économique générale
- II. — Législation relative aux finances publiques (y compris les lois budgétaires), législation monétaire, bancaire et financière
- III. — Législation agricole
- IV. — Législation industrielle
- V. — Législation du travail
- VI. — Législation relative au commerce intérieur
- VII. — Législation relative au commerce extérieur
- VIII. — Législation des transports
- IX. — Législation relative aux prix et aux salaires
- X. — Législation sociale (pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers)
- XI. — Législation en matière de dommages de guerre

I. — LEGISLATION ECONOMIQUE GENERALE

Loi du 14 février 1961

d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier (Moniteur du 15 février 1961, p. 938).

TITRE 1^{er}. — EXPANSION ECONOMIQUE.

Article 1^{er}. — L'article 1^{er}, lettre b de la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles, est remplacé par la disposition suivante :

« Une aide spéciale en faveur des mêmes opérations :

» 1^o lorsqu'elles présentent un intérêt exceptionnel en permettant aux entreprises existantes d'atteindre, par l'exécution d'un programme d'investissements importants, l'organisation de leur activité indispensable pour affronter les conditions nouvelles de la concurrence internationale. Cette disposition est applicable jusqu'au 31 décembre 1961;

» 2^o lorsqu'elles s'intègrent dans les objectifs par secteurs déterminés par le programme quinquennal du Gouvernement. »

Art. 2. — L'article 4 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans les conditions que le Roi détermine, la garantie de l'Etat peut être attachée par les Ministres compétents au remboursement total ou partiel en capital, intérêts et accessoires des prêts visés à l'article 3.

» Toutefois, si le prêt n'a pas été accordé par un organisme public de crédit, la garantie de l'Etat ne pourra dépasser 50 p.c. de la somme restant due, après réalisation des sûretés éventuellement constituées en faveur du prêteur.

» Le montant global à concurrence duquel la garantie de l'Etat peut être accordée est fixé à un encours de 10 milliards de francs sur lesquels s'imputent les garanties accordées en vertu des lois des 7 août 1953 et 10 juillet 1957. Toutefois, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le Roi peut porter ce montant à 12 milliards, par libération de deux tranches de 1 milliard de francs chacune.

» Le plafond des garanties attachées par l'Etat à des prêts consentis par des organismes privés de crédit est fixé à 2 milliards de francs, imputables sur les montants ci-dessus. Ce plafond peut être modifié par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

» La garantie de l'Etat est subordonnée, dans les conditions que le Roi détermine, au versement, par les organismes de crédit ou par les bénéficiaires de prêts, d'une contribution sur les montants assortis de la garantie de l'Etat, et destinée à la couverture de celle-ci.

» Cette contribution n'est pas due pour les demandes de garantie de l'Etat transmises au Ministère des Finances par les organismes de crédit avant le 31 janvier 1961. »

Art. 3. — L'article 7 de la même loi est modifié comme suit :

« Pour assurer la recherche ou la mise au point de prototypes, de produits nouveaux ou de nouveaux procédés de fabrication, en vue de les mettre en œuvre en Belgique, des avances sans intérêt, récupérables dès que la mise au point du prototype, produit ou procédé nouveau aura donné lieu à une exploitation industrielle ou commerciale rentable, peuvent, dans les conditions que le Roi détermine, être accordées par les Ministres compétents, à concurrence de 50 p.c. maximum des dépenses effectuées et à effectuer dans ce but, par toute personne physique ou morale, de droit public ou privé. »

Art. 4. — L'article 7 de la loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions, est remplacé par les dispositions suivantes :

« A concurrence de 2 milliards de francs, la garantie de l'Etat peut, aux conditions que le Roi détermine, être attachée par les Ministres compétents au remboursement total ou partiel en capital, intérêts et accessoires des prêts visés par l'article 6.

» Par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le Roi peut porter ce montant à 3 milliards de francs.

» Toutefois, si le prêt n'a pas été accordé par un organisme public de crédit, la garantie de l'Etat ne pourra dépasser 50 p.c. de la somme restant due, après réalisation des sûretés éventuellement constituées en faveur du prêteur.

» Les garanties attachées par l'Etat à des prêts consentis par les organismes privés de crédit en vertu de la présente loi s'imputent sur les plafonds fixés à cet effet par les paragraphes 4 et 5 de l'article 4 de la loi instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles.

» La garantie de l'Etat est subordonnée, dans les conditions que le Roi détermine, au versement par les organismes de crédit ou par les bénéficiaires de prêts, d'une contribution sur les montants assortis de la garantie de l'Etat, et destinée à la couverture de celle-ci.

» Cette contribution n'est pas due pour les demandes de garantie de l'Etat transmises au Ministère des Finances par les organismes de crédit avant le 31 janvier 1961. »

Art. 5. — Les articles 8, 9 et 10 de la même loi sont remplacés par les dispositions suivantes :

« En vue de favoriser l'extension de l'emploi industriel par des opérations s'intégrant dans les objectifs par secteurs déterminés par le programme quinquennal du Gouvernement, une subvention peut être accordée aux entreprises pour couvrir une partie de leurs investissements en immeubles bâtis et en matériel. Les modalités en seront déterminées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. »

Art. 6. — L'article 16 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans l'ensemble du territoire, l'Etat, les provinces, les communes et les autres personnes de droit public, désignées par le Roi, peuvent procéder à l'expropriation pour cause d'utilité publique des immeubles bâtis ou non bâtis désignés comme industriels par un arrêté royal contresigné par le Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction. »

Art. 8. — L'article 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal du 22 octobre 1937, relatif au statut de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, modifié par la loi du 21 août 1948, est complété par la disposition suivante :

« Sont considérées comme favorables à l'activité des entreprises belges, toutes opérations qui contribuent à l'expansion économique du pays, y compris les opérations destinées à faciliter l'activité économique d'entreprises étrangères en Belgique. »

TITRE IV. — POUVOIRS REGIONAUX ET LOCAUX.

Chapitre II. — Fonds des communes.

Art. 75. § 1. — Jusqu'au 15 octobre 1961, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, avec effet au plus tôt au 1^{er} janvier 1962 :

1^o supprimer le Fonds communal d'Assistance publique institué par l'article 1^{er}, 1^o, des lois et arrêtés concernant les finances provinciales et communales, coordonnées le 29 juin 1960, et ajouter la dotation de ce Fonds à la dotation du Fonds des Communes établie par l'article 1^{er}, 2^o, des mêmes lois et arrêtés;

2^o modifier le mode de répartition du Fonds des Communes faisant l'objet de articles 11 à 17 des mêmes lois et arrêtés, tant en ce qui concerne le nombre et l'importance des tranches que les critères de répartition de celles-ci.

Une tranche spéciale sera prévue pour tenir compte des besoins en matière d'assistance publique.

Le Roi ne pourra user de cette faculté qu'après avoir pris l'avis du Conseil d'administration du Fonds communal d'Assistance publique et du Fonds des Communes.

3^o modifier le régime de mobilité du Fonds des Communes réglé par l'article 10 des mêmes lois et arrêtés.

§ 2. Le Roi peut aussi apporter à l'article 94, §§ 1 et 2, littéra *a*, et § 3, deuxième alinéa, de la présente loi, les adaptations que rendrait nécessaire l'annexion de la dotation du Fonds communal d'Assistance publique à celle du Fonds des Communes ou la modification du mode de répartition de ce dernier Fonds, autorisées par le § 1, 1^o et 2^o, du présent article.

Art. 76. — Les communes qui, dans la répartition du Fonds des Communes pour l'exercice 1960, ont obtenu une majoration de la dotation de base en exécution de l'article

11, § 4, des lois et arrêtés coordonnés le 29 juin 1960 et de l'article 10 de la loi du 20 novembre 1959 modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales, en conservent le bénéfice pour la répartition afférente à l'exercice 1961.

Chapitre V. — Fiscalité communale.

Art. 96. — Il est inséré dans les lois relatives aux impôts sur les revenus, coordonnées le 15 janvier 1948, un article 83bis rédigé comme suit :

« Article 83bis. § 1. Par dérogation à l'article 83, les communes peuvent établir, pour chacun des exercices pour lesquels elles perçoivent au moins 800 centimes additionnels à la contribution foncière :

» 1^o une imposition, qualifiée taxe communale sur les revenus d'actions et de capitaux investis, fixée à un pourcentage du montant de la taxe mobilière due, pour le même exercice, à l'Etat du chef :

» a) des revenus d'actions ou de parts visés aux articles 14, § 1, 1^o, et 15, qui correspondent proportionnellement aux bénéfices réalisés en Belgique;

» b) des revenus de capitaux investis en Belgique visés aux articles 14, § 1, 3^o, *a*, et 15, § 2, dernier alinéa;

» 2^o une imposition, qualifiée taxe communale sur les revenus professionnels, fixée à un pourcentage, uniforme pour tous les redevables, de la partie de la taxe professionnelle due, pour le même exercice, à l'Etat et correspondant proportionnellement aux revenus professionnels visés à l'article 25, § 1, réalisés en Belgique.

» Cependant, en ce qui concerne les rémunérations visées à l'article 25, § 1, 2^o, *a*, recueillies à l'étranger par des habitants du Royaume ayant la qualité de travailleur frontalier en vertu d'une convention conclue par la Belgique en vue d'éviter la double imposition, la taxe communale est également applicable sur la taxe professionnelle afférente à ces rémunérations.

» Ces deux impositions doivent être votées simultanément et à un taux identique. Ce taux ne peut excéder 10 p.c.

» Les communes ne sont pas autorisées à prévoir des réductions, exemptions ou exceptions quelconques.

» Lorsque les résultats de la péréquation générale des revenus cadastraux effectuée en exécution de l'article 11 de la loi du 14 juillet 1955, serviront de base à la contribution foncière, le Roi déterminera, en fonction des revenus cadastraux nouveaux, le nombre des centimes additionnels à la contribution foncière qui correspondra à celui qui est prévu au premier alinéa.

» § 2. La taxe communale sur les revenus d'actions et de capitaux investis est établie à charge des personnes morales qui attribuent ou mettent en paiement les revenus visés au § 1, premier alinéa, 1^o, et qui ont leur siège social dans la commune au 1^{er} janvier de l'année dont le millésime désigne l'exercice d'imposition.

» Toutefois, lorsque ces personnes ont leur siège d'exploitation sur le territoire d'une autre commune du pays, la taxe est établie par la commune où se trouve le siège d'exploitation.

» Lorsqu'elles possèdent au 1^{er} janvier de l'année dont le millésime désigne l'exercice d'imposition, des sièges d'exploitation dans plusieurs communes du pays, la taxe établie par chaque commune s'applique à la partie de la taxe mobilière correspondant proportionnellement au bénéfice réalisé sur son territoire.

» Les deux alinéas précédents sont applicables lorsque l'activité d'un siège de l'exploitation s'exerce sur le territoire de deux ou plusieurs communes contiguës.

» Le Roi fixe les règles relatives à la détermination de la partie du bénéfice réalisé sur le territoire de chacune des communes.

» § 3. — La taxe communale sur les revenus professionnels est établie à charge des personnes physiques et morales, bénéficiant des revenus prévus au § 1, premier alinéa, 2^o, qui ont dans la commune leur domicile ou siège social au 1^{er} janvier de l'année dont le millésime désigne l'exercice d'imposition.

» Toutefois, en ce qui concerne les bénéficiaires des revenus visés à l'article 25, § 1, 1^o et 3^o, qui possèdent au 1^{er} janvier de l'année dont le millésime désigne l'exercice d'impo-

sition, leur siège d'exploitation dans une commune du pays autre que celle de leur domicile ou de leur siège social, ou qui exercent leur activité ou possèdent des sièges d'exploitation dans une commune du pays tout en n'ayant pas de domicile ou de siège social en Belgique, la taxe est établie par la commune du siège d'exploitation ou de l'exercice de la profession.

**TITRE V. — PENSIONS DE RETRAITE ET DE SURVIE
A CHARGE DES SERVICES PUBLICS.**

Art. 115. — Sauf exceptions (...), le droit à une pension de retraite ne peut naître avant le premier du mois qui suit celui où les personnes mentionnées à l'article 113 atteignent l'âge de 65 ans.

TITRE VII. — FISCALITE D'ETAT.

Chapitre I^{er}. — Taxes assimilées au timbre.

Art. 120 § 1. — Sous réserve de ce qui est prévu au § 2, les taux des taxes assimilées au timbre, qui sont établis par le Code de ces taxes, sont augmentés de deux décimes.

Chapitre II. — Droits de succession.

Art. 121 § 1. — Sont majorés d'un dixième, les taux figurant aux articles 48 et 59 de l'arrêté royal, n° 308, du 31 mars 1936, établissant le Code des droits de succession (...).

Chapitre III. — Impôts directs.

Section 1. — Dispositions temporaires.

Art. 122. § 1. — Il est établi une taxe exceptionnelle égale à 5 p.c. :

1° de la taxe mobilière et de la contribution nationale de crise dues sur les revenus d'actions ou parts et sur les revenus de capitaux investis visés aux articles 14, § 1, 1° et 3°, *littera a*, et 15, § 2, des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, telles qu'elles sont actuellement en vigueur, alloués ou attribués par des sociétés ou associations ayant en Belgique leur siège social ou leur principal établissement administratif.

2° de la taxe professionnelle due sur les revenus imposables dans le chef des sociétés et associations visées à l'article 35, §§ 3 et 4, des mêmes lois coordonnées;

3° de la taxe due par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, en vertu de l'article 35bis des mêmes lois coordonnées.

§ 2. — La taxe exceptionnelle est calculée sur le montant de la taxe mobilière, de la taxe professionnelle et de la contribution nationale de crise, avant application de tous additionnels, majorations et accroissements.

Art. 123. § 1. — Il est établi une taxe exceptionnelle égale à 10 p.c. du montant des revenus nets déjà taxés d'origine belge visés à l'article 52, § 2, des mêmes lois coordonnées, autres que les revenus d'actions ou parts ou de capitaux investis qui est imputé, conformément aux §§ 6 et 8 dudit article, sur les revenus distribués aux actionnaires et associés

non actifs par les sociétés et associations visées à l'article 35, §§ 3 et 4, des mêmes lois.

§ 2. Il est établi une taxe exceptionnelle égale à 5 p.c. du montant des revenus nets déjà taxés d'origine belge visés à l'article 52, § 2, des mêmes lois coordonnées, autres que les revenus d'actions ou parts ou de capitaux investis, qui est déduit, conformément audit article, pour la détermination des bénéfices imposables dans le chef des sociétés étrangères.

Section 2. — Dispositions permanentes.

Art. 129. — L'article 30 des mêmes lois coordonnées, modifié par l'article 14, 1°, de la loi du 8 mars 1951 et par l'article 2 de la loi du 16 juin 1955, est complété par la disposition suivante :

« Lorsque des personnes exerçant des professions libérales, charges, offices ou occupations lucratives sont effectivement aidées par leur conjoint dans l'exercice de leur activité professionnelle, une quote-part des profits est, pour le calcul de la taxe, considérée comme attribuée au conjoint en rémunération de son travail personnel, dans les conditions et limites prévues à l'article 27, § 3, dernier alinéa. »

Art. 130. — L'article 35 des mêmes lois coordonnées est modifié comme suit :

1° au § 2, la disposition suivante est insérée entre les alinéas 1 et 2 introduits par l'article 2, 1°, de la loi du 30 mars 1956 :

« Par dérogation à l'alinéa précédent et aux §§ 5 et 6, la taxe professionnelle afférente à la quote-part de bénéfices ou de profits qui est considérée comme attribuée au conjoint aidant, dans les cas visés à l'article 27, § 3, dernier alinéa, ou à l'article 30, dernier alinéa, est fixée à 7,5 p.c. de cette quote-part, même si celle-ci n'atteint pas le minimum prévu à l'article 25, § 2 ».

2° au § 2, alinéas 3 et 4, introduits par l'article 2, 1°, de la loi du 30 mars 1956;

a) les mots « application de l'alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « application, suivant le cas, de l'alinéa 1 ou de l'alinéa 2 »;

b) après les mots « les revenus du mari et ceux de la femme », sont ajoutés les mots « ainsi que les revenus des conjoints dans les cas visés à l'article 27, § 3, dernier alinéa, ou à l'article 30, dernier alinéa ».

3° Le § 2, dernier alinéa, est remplacé par le texte suivant : « Le recouvrement de la quote-part de l'impôt afférente à la partie des revenus réalisés par la femme ou attribués au conjoint dans les cas visés à l'article 27, § 3, dernier alinéa, ou à l'article 30, dernier alinéa, peut, en toute hypothèse, être poursuivi sur tous les biens de ceux-ci. »

Art. 131. — L'article 39 des mêmes lois coordonnées, modifié par l'article 19, 1°, de la loi du 8 mars 1951, est complété par la disposition suivante :

« Le Roi détermine, parmi les revenus visés à l'article 41, ceux pour lesquels la perception de l'impôt complémentaire personnel par voie de retenue sera effectuée suivant un taux uniforme qui ne peut dépasser 10 p.c. et ce, quels que soient les bénéficiaires de ces revenus et le montant de ceux-ci. Il règle les modalités de calcul et de versement de l'impôt dû à la source, ainsi que les conditions qui doivent être observées par le bénéficiaire de ces revenus en vue de l'imputation ou de la restitution éventuelle de cet impôt retenu à la source. »

**II. — LEGISLATION RELATIVE AUX FINANCES PUBLIQUES
(Y COMPRIS LES LOIS BUDGETAIRES),
LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE**

Arrêté royal du 17 janvier 1961

déterminant les conditions mises à l'octroi de primes à fonds perdus : 1° à la construction par l'initiative privée d'habitations assimilées aux habitations sociales et de petites propriétés terriennes; 2° à l'acquisition d'habitations construites ou à cons-

truire pour compte : a) de sociétés agréées par la Société Nationale du Logement; b) de sociétés agréées par la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne ou de la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne elle-même; c) de communes ou de commissions d'assistance publique (Moniteur du 9 février 1961, p. 792).

Arrêté ministériel du 30 janvier 1961

relatif à l'émission par la Fondation nationale pour le Financement de la Recherche scientifique d'une deuxième tranche de 300 millions de francs de son emprunt de 3 milliards de francs (Moniteur du 1^{er} février 1961, p. 571).

Arrêté royal du 30 janvier 1961

approuvant une délibération du Conseil général de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, apportant des modifications aux conditions générales des contrats de la Caisse d'Assurances (Moniteur du 9 février 1961, p. 787).

Arrêté royal du 6 février 1961

fixant les charges d'intérêt et d'amortissement à supporter par la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne sur les tranches de ses emprunts levées durant l'année 1961 (Moniteur du 20 février 1961, p. 1.112).

Arrêté ministériel du 10 février 1961

relatif à un emprunt de 2 milliards de francs à contracter, sous la garantie de l'Etat, par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie (Moniteur du 3 février 1961, p. 867).

Article 1^{er}. — La Société Nationale de Crédit à l'Industrie est autorisée à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt au capital nominal de deux milliards de francs (2.000.000.000 francs).

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur de 1.000, 5.000, 10.000, 50.000 et 100.000 francs portant intérêt aux taux indiqués ci-après :

5,25 p.c. l'an à partir du 27 février 1961 jusqu'au 26 février 1966;

5,50 p.c. l'an à partir du 27 février 1966 jusqu'au 26 février 1971.

.....
Art. 3. — La souscription publique aux obligations de cet emprunt est ouverte le 27 février 1961. Elle est clôturée dès que les souscriptions atteignent le capital nominal de 2 milliards de francs et au plus tard le 13 mars 1961.

Art. 4. — Le prix d'émission est fixé à 982,50 francs net, par 1.000 francs de capital nominal; il est payable soit en espèces, soit en obligations 4 ½ p.c. à 10 ans, 1951-1961, émises par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, reprises au taux de 102 p.c. de leur valeur nominale.

.....
Art. 8. — Les obligations sont remboursables, au gré du porteur, le 27 février 1966 à 100,50 p.c. de la valeur nominale, ou le 27 février 1971 à 103 p.c. de la valeur nominale.

.....
Art. 9. — Le paiement des intérêts et le remboursement des obligations sont garantis par l'Etat.

Arrêté royal du 27 février 1961

fixant la date à laquelle la loi d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier entre en vigueur en ce qui concerne les droits de succession et de mutation par décès, la taxe compensatoire des droits de succession et le droit d'enregistrement de donation (Moniteur du 1^{er} mars 1961, p. 1.413).

Arrêté royal du 27 février 1961

d'exécution des articles 122 à 125, 127 à 130 et 132 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier (Moniteur du 1^{er} mars 1961, p. 1.414).

III. — LEGISLATION AGRICOLE

Loi du 26 juillet 1960

portant approbation de l'Accord international sur le blé et de l'annexe, signés à Washington, le 6 avril 1959 (Moniteur du 16 février 1961, p. 987).

Loi du 20 janvier 1961

modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages (Moniteur du 4 février 1961, p. 674).

Arrêté ministériel du 31 janvier 1961

fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 7 février 1961, p. 736).

Arrêté ministériel du 7 février 1961

relatif à l'octroi d'une subvention aux planteurs de houblon (Moniteur du 10 février 1961, p. 825).

Arrêté ministériel du 16 février 1961

relatif à l'octroi d'un subside pour la culture du lin (Moniteur du 24 février 1961, p. 1.244).

IV. — LEGISLATION INDUSTRIELLE

Arrêté ministériel du 18 janvier 1961

modifiant l'arrêté ministériel du 7 janvier 1957 prescrivant l'élaboration d'une statistique mensuelle du personnel et des ventes dans l'industrie du vêtement et de la confection (Moniteur du 9 février 1961, p. 796).

Arrêté ministériel du 24 janvier 1961

modifiant l'arrêté ministériel du 16 août 1956, prescrivant l'établissement d'une statistique mensuelle de l'activité et des stocks de certaines industries alimentaires (Moniteur du 9 février 1961, p. 797).

Arrêté royal du 26 janvier 1961

modifiant et complétant l'arrêté royal du 24 mai 1954 coordonnant et modifiant les arrêtés relatifs aux statistiques annuelles de la production industrielle (Moniteur du 17 février 1961, p. 1.072).

Arrêté ministériel du 30 janvier 1961

pris en application de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 30 décembre 1959 relatif au stockage des combustibles minéraux solides (Moniteur du 8 février 1961, p. 769).

Considérant que l'article 1^{er} de cet arrêté royal permet au Ministre des Affaires Economiques d'autoriser de disposer de plus de 20 p.c. des stocks de combustibles minéraux solides se trouvant sur le carreau des mines au 31 décembre 1959; Considérant qu'il importe de libérer une tranche supplémentaire (...);

Article unique. — Pour l'application de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 30 décembre 1959 relatif au stockage des combustibles minéraux solides, autorisation est donnée de disposer de 35 p.c. des stocks de combustibles minéraux solides se trouvant sur le carreau des mines au 31 décembre 1959.

Arrêté royal du 30 janvier 1961

complétant l'arrêté royal du 9 janvier 1957 ordonnant une statistique annuelle de la production dans l'industrie de l'achèvement (Moniteur du 17 février 1961, p. 1.076).

VII. — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE EXTERIEUR

Institut Belgo-Luxembourgeois du Change

Modifications à certains règlements de l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change (Moniteur du 11 février 1961, p. 852).

Modification au règlement « F » relatif aux paiements en faveur d'étrangers.

Article 6.

Tableau.

Dans la Section III, la mention concernant la Turquie est supprimée dans la colonne « Monnaies et Modalités de paiement : Cas spécial ».

Modification au règlement « I » relatif aux importations et exportations.

Article 6.

Le paragraphe b) de l'alinéa 2 de l'article 6 est supprimé.

Modification aux listes.

Liste n° 2.

La mention « Turquie » est supprimée.

Arrêté royal du 30 janvier 1961

modifiant et complétant l'arrêté royal du 27 décembre 1960, établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 6 février 1961, p. 706).

Arrêté ministériel du 31 janvier 1961

modifiant et complétant l'arrêté ministériel du 28 décembre 1960, établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 6 février 1961, p. 707).

VIII. — LEGISLATION DES TRANSPORTS

Loi du 10 août 1960

portant approbation de l'Accord aérien entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République Islamique du Pakistan et de l'Annexe, signés à Karachi, le 4 juillet 1958 (Moniteur du 4 février 1961, p. 675).

Arrêté royal du 4 janvier 1961

portant approbation du Règlement international des radiocommunications avec ses annexes (Règlement additionnel des radiocommunications, Protocole additionnel, Résolutions et Recommandations) (Moniteur du 10 février 1961, p. 823).

Loi du 22 février 1961

relative à la création de sociétés de transports en commun urbains (Moniteur du 28 février 1961, p. 1.362).

IX. — LEGISLATION RELATIVE AUX PRIX ET AUX SALAIRES

Arrêté royal du 23 janvier 1961

rendant obligatoire la décision du 6 juillet 1960 de la Commission paritaire nationale de l'industrie du bois fixant les salaires minimums dans les exploitations forestières et l'industrie des bois de mines, et le rattachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 2 février 1961, p. 611).

de la batellerie concernant la fixation des salaires et des conditions de travail des ouvriers occupés dans la batellerie et le rattachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 16 février 1961, p. 1.024).

Arrêté ministériel du 25 janvier 1961

modifiant l'arrêté ministériel du 30 mars 1954, fixant le salaire fictif afférent aux journées d'interruption de travail assimilées à des journées de travail effectif par la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés (Moniteur du 17 février 1961, p. 1.064).

Arrêté royal du 2 février 1961

rendant obligatoire la décision du 21 décembre 1960 de la Commission paritaire nationale de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois fixant les salaires minimums des ouvriers mineurs d'âge engagés dans les liens d'un contrat d'apprentissage agréé par le Ministère des Classes Moyennes (Moniteur du 6 février 1961, p. 714).

Arrêté royal du 27 janvier 1961

portant modification des tarifs postaux en service international (Moniteur du 21 février 1961, p. 1.155).

Arrêté royal du 18 février 1961

modifiant l'arrêté royal du 28 avril 1958 portant exécution de l'article 20 de la loi du 21 mai 1955 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers modifiée par la loi du 1^{er} août 1957 et de l'article 25 de la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés (Moniteur du 27 février 1961, p. 1.333).

Arrêté du 31 janvier 1961

rendant obligatoire la décision du 27 octobre 1960 de la Commission paritaire nationale de l'industrie

X. — LEGISLATION SOCIALE

(PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS)

Arrêté royal du 23 janvier 1961

modifiant l'arrêté royal du 22 mai 1953 instituant une commission technique chargée d'étudier et de donner son avis sur les critères de répartition de l'ensemble des recettes destinées aux organismes assureurs de l'assurance maladie-invalidité (Moniteur du 7 février 1961, p. 738).

Arrêté ministériel du 31 janvier 1961

modifiant l'arrêté ministériel du 13 juillet 1949 instituant une commission chargée d'établir le montant du remboursement forfaitaire dû par les organismes de sécurité sociale français et belges pour les prestations en nature de l'assurance obligatoire en cas de maladie ou d'invalidité, dispensées aux travailleurs frontaliers et saisonniers (Moniteur du 16 février 1961, p. 1.016).

Arrêté royal du 26 janvier 1961

rendant obligatoire la décision du 6 janvier 1960 de la Commission paritaire nationale de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois concernant l'octroi aux travailleurs occupés dans certains secteurs, de certains avantages en matière de jours fériés (Moniteur du 6 février 1961, p. 712).

Arrêté ministériel du 31 janvier 1961

modifiant l'arrêté ministériel du 10 avril 1959 fixant les rémunérations forfaitaires pour le calcul des cotisations de sécurité sociale de certains travailleurs rémunérés au pourboire et de leurs employeurs (Moniteur du 24 février 1961, p. 1.245).

Arrêté royal du 1^{er} février 1961

portant majoration d'allocations familiales pour travailleurs salariés (Moniteur du 6 février 1961, p. 711).

.....
Art. 2. — Les taux d'allocation familiale mensuelle (...) sont majorés et portés :

pour le deuxième enfant :

âgé de moins de 6 ans, à 500 francs;
âgé de 6 ans à 10 ans, à 605 francs;
âgé de plus de 10 ans, à 683,75 francs;

pour le troisième enfant :

âgé de moins de 6 ans, à 725 francs;
âgé de 6 ans à 10 ans, à 830 francs;
âgé de plus de 10 ans, à 908,75 francs;

pour le quatrième enfant :

âgé de moins de 6 ans, à 775 francs;
âgé de 6 ans à 10 ans, à 880 francs;
âgé de plus de 10 ans, à 958,75 francs;

pour le cinquième enfant et chacun des enfants suivants :

âgé de moins de 6 ans, à 850 francs;
âgé de 6 ans à 10 ans, à 955 francs;
âgé de plus de 10 ans, à 1.033,75 francs.

Art. 3. — Les taux (...) sont rattachés à l'indice 110 et varient suivant les fluctuations de l'indice des prix de détail (...).

Art. 4. — Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} février 1961.

Arrêté royal du 8 février 1961

majorant les allocations octroyées par l'arrêté du Régent du 19 octobre 1944 à certaines catégories de victimes d'accidents du travail (Moniteur du 14 février 1961, p. 899).

Arrêté royal du 25 février 1961

pris en exécution de l'article 32 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier (Moniteur du 1^{er} mars 1961, p. 1.456).

Arrêté royal du 27 février 1961

portant exécution du titre III, chapitre I^{er}, section I, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier (Moniteur du 1^{er} mars 1961, p. 1.423).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère du Travail.

	Source	1947	1957	1958	1959 ²
		(milliers, à fin d'année)			
Population totale	I.N.S.	8.512	9.027	9.079	9.129
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.904	5.904	5.902
dont : Hommes	»	2.902	2.930	2.929	2.927
Femmes	»	2.948	2.974	2.975	2.975
Population active ¹ :	Revue du Travail	3.481	3.475	3.466	3.472
dont : Agriculture	»	423	349	348	347
Industries extractives	»	191	167	166	149
Industries manufacturières	»	1.311	1.290	1.247	1.259
Bâtiment et construction	»	197	238	221	226
Transports	»	243	230	230	228
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.123	1.144	1.142
Chômeurs complets	»	92	78	110	121

¹ Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.
² Chiffres pour la population active : prévisions.

I - 2. — REVENU NATIONAL NET AU COUT DES FACTEURS

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

	1948	1950	1951	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
1. Rémunération des salariés et appointés (avant taxation) :										
a) Salaires et traitements	112,50	121,99	139,39	146,91	151,90	160,86	173,30	187,52	192,98	195,00
b) Rémunération des forces armées ...	4,35	5,22	6,59	8,70	9,04	9,61	9,36	9,90	10,63	11,45
c) Contribution des employeurs à la sécurité sociale ...	16,28	16,19	18,29	21,38	22,10	24,08	26,33	29,95	30,73	29,83
Total ...	133,13	143,40	164,27	176,99	183,04	194,55	208,99	227,37	234,34	236,28
2. Revenu des travailleurs indépendants (avant taxation) :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture	22,06	19,41	21,58	22,09	21,43	21,61	20,83	23,27	22,26	23,42
b) Professions libérales	6,26	6,78	7,90	8,65	9,29	9,51	9,25	10,20	11,15	11,99
c) Commerce et artisanat	62,60	62,10	64,60	66,10	69,30	71,90	74,50	74,60	74,70	76,30
Total ...	90,92	88,29	94,08	96,84	100,02	103,02	104,58	108,07	108,11	111,71
3. Revenu de l'entreprise résultant de l'activité exercée par des sociétés de personnes (après taxation)	3,75	4,46	5,22	4,86	5,31	6,07	6,51	6,28	5,73	6,22
4. Intérêts, loyers et dividendes versés aux particuliers et institutions privées sans but lucratif (avant taxation) :										
a) Intérêts	6,16	7,25	7,79	9,51	10,68	11,87	12,78	13,56	14,67	15,71
b) Loyers	14,10	16,80	18,00	23,90	26,90	28,00	30,00	31,00	33,40	35,80
c) Dividendes et tantièmes	5,68	6,73	8,59	8,79	8,94	10,32	11,93	12,93	11,91	11,16
Total ...	25,94	30,78	34,38	42,20	46,52	50,19	54,71	57,49	59,98	62,67
5. Libéralités des sociétés	0,21	0,31	0,40	0,34	0,39	0,48	0,53	0,49	0,40	0,40
6. Revenus non distribués des sociétés par actions (après taxation)	4,11	7,31	9,81	6,24	8,80	11,38	12,51	9,40	6,33	10,59
7. Impôts directs des sociétés quelle que soit leur forme juridique	4,30	4,64	8,22	7,33	6,87	6,74	8,26	8,66	7,84	7,60
8. Revenus de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	0,08	0,88	0,91	1,89	1,67	1,56	1,43	1,43	0,09	1,46
9. Revenus non distribués des entreprises publiques autonomes	0,23	0,44	0,51	0,52	0,72	0,97	0,82	0,84	0,92	0,79
10. Moins : intérêts de la dette publique	-6,70	-7,17	-7,30	-8,22	-8,98	-10,09	-10,62	-11,04	-11,89	-13,20
Revenu national net au coût des facteurs	255,97	273,34	310,50	328,99	344,36	364,87	387,72	408,99	411,82	424,52

I - 3. — PRODUIT NATIONAL BRUT
(Système du Groupe d'Etudes de la Comptabilité Nationale de Dulbea)

I - 3a. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX COURANTS
(milliards de francs)

source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbea).

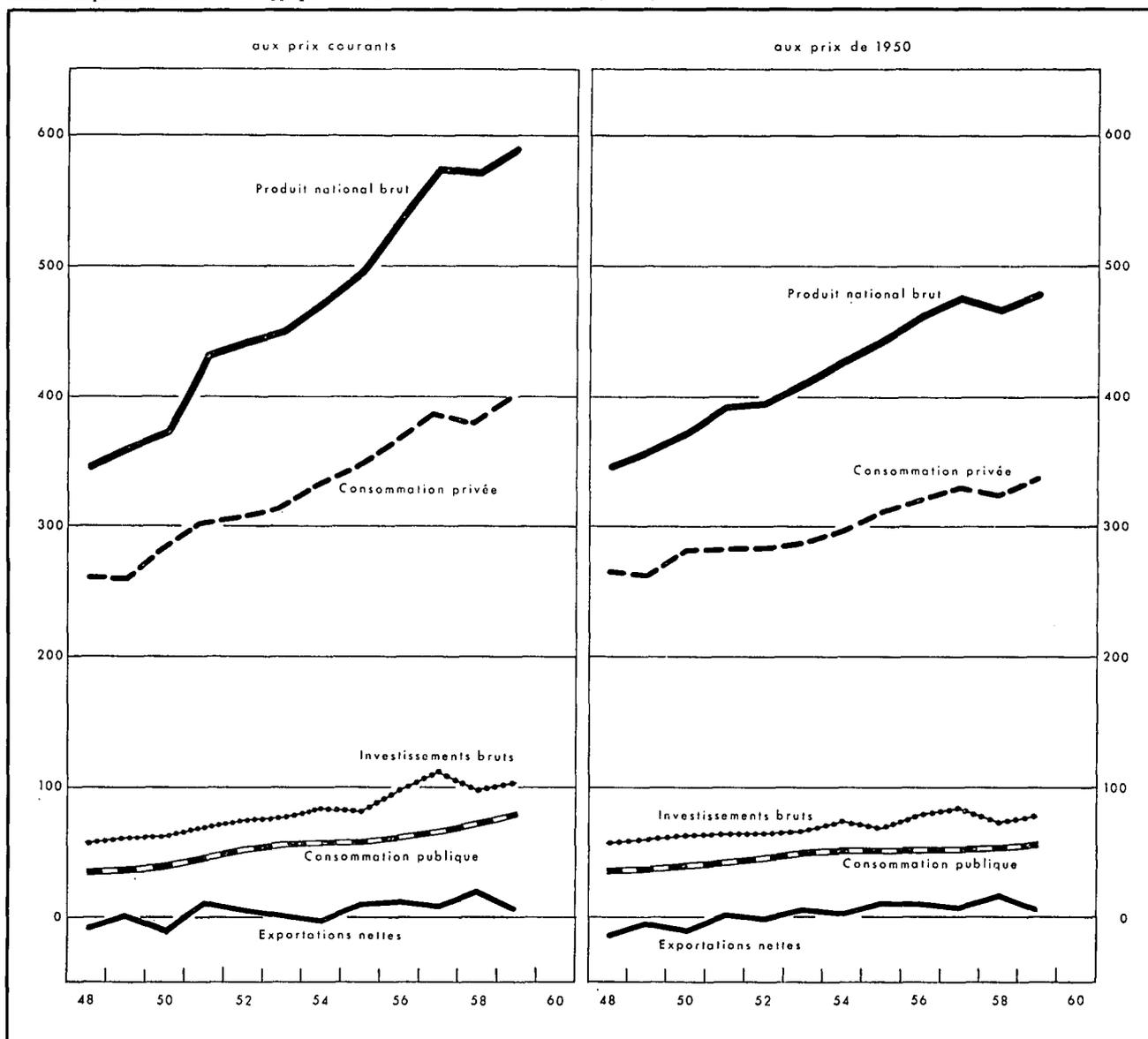
	1948	1950	1951	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
A. Agriculture, sylviculture, pêche	32,2	30,6	33,4	35,3	35,6	34,9	34,6	36,1	32,8	33,9
B. Energie	19,1	23,6	26,7	29,2	28,8	30,8	33,1	35,2	33,5	29,6
C. Industries alimentaires et tabac	25,9	25,9	30,4	30,4	32,8	33,4	37,4	39,3	40,2	42,6
D. Textile et vêtement ...	17,0	18,2	20,3	16,7	18,1	17,2	19,3	20,6	16,6	18,3
H. Matériaux de construction	8,4	8,3	10,3	10,0	11,1	12,8	14,3	13,7	13,7	14,5
I. Métallurgie de base ...	11,5	10,0	17,0	12,6	12,6	17,5	20,3	22,2	21,0	23,1
J. Fabrications métalliques	23,5	20,9	28,3	28,3	29,2	31,5	35,7	38,0	37,8	38,6
E. F. G. K. autres industries	22,5	27,2	34,2	32,1	36,3	40,8	44,2	46,0	45,6	48,8
<i>Ensemble des industries (B à K) ¹</i>	<i>127,9</i>	<i>134,1</i>	<i>167,2</i>	<i>159,4</i>	<i>168,8</i>	<i>184,1</i>	<i>204,3</i>	<i>215,0</i>	<i>208,4</i>	<i>215,7</i>
L. Construction	17,6	23,4	23,2	25,4	27,6	27,1	30,3	36,1	32,9	34,2
M. Transports et communications	22,0	25,9	30,1	32,1	32,8	35,4	39,0	41,2	41,8	41,6
N. Commerce de gros et de détail	23,7	25,8	27,6	27,5	29,0	30,1	32,1	34,0	32,7	34,2
O. Finance, Banque, Assurance	6,3	7,1	8,3	9,3	9,9	10,6	11,7	12,5	12,6	13,3
P. Immeubles d'habitation	20,7	24,6	26,9	31,0	35,3	36,5	37,3	38,2	38,8	39,8
S. Administration civile et défense	28,4 ¹	25,4	30,0	35,3	36,8	38,0	40,4	43,5	47,3	48,2
Q. R. T. Services divers ...	38,3	46,6	50,7	54,6	56,6	59,4	62,4	66,4	71,5	75,0
U. Contribution du Reste du monde	5,7	4,9	5,7	5,0	5,5	6,3	8,6	8,8	8,9	7,7
V. Produit national brut identifié au coût des facteurs (A à U)	322,8	348,4	403,2	414,9	438,0	462,4	500,8	531,9	527,6	543,7
W. Impôts indirects moins subventions	24,5	28,6	31,3	35,4	35,8	39,4	41,7	44,2	42,8	44,9
<i>Impôts indirects ...</i>	<i>32,6</i>	<i>32,6</i>	<i>36,6</i>	<i>39,2</i>	<i>40,7</i>	<i>44,8</i>	<i>49,2</i>	<i>51,5</i>	<i>52,4</i>	<i>54,4</i>
<i>Moins subventions ...</i>	<i>- 8,1</i>	<i>- 4,0</i>	<i>- 5,2</i>	<i>- 3,8</i>	<i>- 4,8</i>	<i>- 5,4</i>	<i>- 7,5</i>	<i>- 7,3</i>	<i>-10,6</i>	<i>- 9,5</i>
X. Produit national brut aux prix du marché (V + W)	347,3	377,0	434,5	450,3	473,8	501,8	542,5	576,1	569,4	588,6
Y. Ajustement statistique .	- 0,2	- 2,9	- 2,9	0	+ 0,2	- 4,5	- 2,6	- 0,4	+ 4,7	+ 2,5
Z. Produit national brut aux prix du marché (X + Y)	347,1	374,1	431,6	450,3	474,0	497,3	539,9	575,7	574,1	591,1

¹ Les dépenses d'enseignement public n'ayant pu être isolées pour 1948 des autres dépenses de l'Etat, la valeur ajoutée correspondante est incluse dans la rubrique « Administration civile et défense ».

I - 3b et 3c. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système du Groupe d'Etudes de la Comptabilité Nationale de Dulbea)
(milliards de francs)

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbea).



I - 3b. — DEPENSES AUX PRIX COURANTS

	1948	1950	1951	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
1. Consommation privée ...	261,0	281,9	302,8	314,5	332,3	345,7	365,4	387,6	380,5	400,6
2. Consommation publique	35,8	40,6	47,4	56,7	58,7	59,5	63,4	67,2	74,3	80,3
3. Formation brute de capital fixe :										
<i>Entreprises</i>	47,8	52,8	51,7	59,4	65,7	69,4	79,9	88,6	87,8	87,4
<i>Etat</i>	4,7	8,6	11,8	14,5	13,9	11,8	13,4	14,3	11,9	12,8
4. Accroissement de stocks	4,7	0,1	6,1	2,5	4,3	0,0	5,0	8,0	- 1,0	3,0
5. Dépenses intérieures de l'économie	354,0	384,0	419,7	447,6	474,9	486,4	527,1	565,7	553,5	584,0
6. Exportations nettes :										
<i>Exportations</i>	85,0	97,1	146,8	130,1	136,9	162,6	183,7	195,8	191,6	193,4
<i>Moins importations</i> ...	91,9	107,0	134,9	127,4	137,8	151,7	175,9	185,8	171,0	186,3
7. Produit national brut ...	347,1	374,1	431,6	450,3	474,0	497,3	539,9	575,7	574,1	591,1

I - 3c. — DEPENSES AUX PRIX DE 1950

(Système du Groupe d'Etudes de la Comptabilité Nationale de Dulbea)

(milliards de francs)

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbea).

	1948	1950	1951	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
1. Consommation privée ...	265,7	281,9	283,9	289,2	299,1	311,7	321,6	330,5	322,5	338,9
2. Consommation publique	38,4	40,6	44,3	50,1	51,9	51,2	52,5	53,0	54,9	57,2
3. Formation brute de capital fixe :										
<i>Entreprises</i>	51,6	61,4	58,2	63,6	69,7	69,6	75,8	76,9	73,9	74,7
<i>Etat</i>	46,6	52,8	48,4	51,5	57,7	60,6	66,1	67,4	65,5	65,9
	5,0	8,6	9,8	12,1	12,0	9,0	9,7	9,5	8,4	8,8
4. Accroissement de stocks	4,6	0,1	5,2	2,0	4,0	— 0,3	3,8	7,1	— 0,6	2,4
5. Dépenses intérieures de l'économie	360,3	384,0	391,6	404,9	424,7	432,2	453,7	467,5	450,7	473,2
6. Exportations nettes :	— 13,8	— 9,9	3,2	6,7	4,0	12,4	10,2	9,1	18,0	7,2
<i>Exportations</i>	81,9	97,1	111,6	118,2	128,8	149,6	163,9	167,5	173,4	181,4
<i>Moins importations</i> ...	95,7	107,0	108,4	111,5	124,8	137,2	153,7	158,4	155,4	174,2
7. Produit national brut ...	346,5	374,1	394,8	411,6	428,7	444,6	463,9	476,6	468,7	480,4

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Publications du Centre National de Calcul Mécanique*. — *Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947*. — *Bulletin de l'I.R.E.S.* — *Annuaire Démographique* (O.N.U.). — *Revue Internationale du Travail* (B.I.T.). — *Annuaire des Statistiques du Travail* (B.I.T.).

Revenu national et P.N.B. : *Cahiers Economiques de Bruxelles* (D.U.L.B.E.A.) — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Bulletin statistique* (O.E.C.E.). — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Yearbook of International Accounts Statistics* (O.N.U.).

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construc- tion
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques			Textiles (sans confection)			
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques		Construction de matériel de transport		
1958	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	
1959	96,4	89,3	97,2	99,6	92,4	97,7	94,6	88,3	98,7	97,8	
1959 3 ^e trimestre ..	97,6	86,7	97,8	99,9	92,9	98,1	93,3	88,7	99,0	104,9	
4 ^e trimestre ..	97,9	84,6	99,0	102,2	94,5	101,4	96,8	88,2	100,9	103,4	
1960 1 ^{er} trimestre ..	95,9	82,4	98,5	101,8	97,8	104,5	94,7	86,0	99,9	95,0	
2 ^e trimestre ..	97,5	78,7	100,0	102,8	96,6	107,1	97,8	90,6	99,1	100,6	
3 ^e trimestre ..	98,3	73,9	101,6	103,8	99,1	110,8	101,7	92,9	98,6	102,4	
1959 Septembre ...	98,5	85,6	98,7	100,9	93,5	99,3	94,4	87,1	99,7	107,0	
Octobre	98,6	85,2	99,1	101,5	94,4	100,9	95,6	88,0	100,5	106,5	
Novembre	98,3	84,6	99,3	102,6	95,1	101,1	96,9	89,2	101,2	104,3	
Décembre	96,8	83,9	98,5	102,6	94,1	102,1	97,9	87,4	100,9	99,3	
1960 Janvier	95,6	83,1	98,5	102,2	97,0	102,1	97,1	84,4	100,6	92,5	
Février	94,8	82,4	97,6	101,3	98,2	105,0	92,7	85,2	99,4	91,9	
Mars	97,3	81,6	99,3	102,0	98,2	106,4	94,2	88,5	99,7	100,6	
Avril	97,2	80,4	99,5	102,3	96,3	105,9	96,7	89,3	99,4	99,9	
Mai	97,5	78,4	100,1	102,9	96,2	107,4	97,8	91,4	98,7	100,4	
Juin	97,8	77,2	100,5	103,2	97,2	108,0	98,9	91,2	99,1	101,5	
Juillet	97,5	74,9	100,5	102,9	97,1	109,6	99,5	92,3	97,5	101,4	
Août	98,3	73,3	101,7	103,6	99,7	110,9	101,9	93,8	99,0	102,5	
Septembre ...	99,1	73,4	102,6	104,9	100,5	111,8	103,8	92,5	99,4	103,4	
Octobre	99,0	72,9	102,7	103,2	100,7	113,4	105,4	88,8	100,0	102,5	
Novembre ...	98,9	72,7	102,8	105,7	101,0	113,0	106,2	89,8	100,8	101,6	

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National du Placement et du Chômage.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs		
						Complets	Partiels et accidentels	
1951	303	206,5	153,4	53,1	5.215	20,3	8,0	4,8
1952	302	246,5	173,6	72,9	6.204	20,4	8,7	9,2
1953	303	245,8	183,6	62,2	6.207	20,8	8,7	8,7
1954	303	224,8	167,0	57,8	5.677	20,7	7,9	14,0
1955	304	172,4	116,5	55,9	4.366	20,2	8,9	22,7
1956	308	144,8	91,0	53,8	3.718	20,5	8,5	9,8
1957	302	116,8	77,9	38,9	2.942	19,9	7,6	5,3
1958	302	180,9	109,7	71,2	4.556	20,0	7,0	10,5
1959	302	199,2	125,0	74,2	5.014	20,6	7,9	17,3
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8
1960 1 ^{er} trimestre	78	221,4	138,0	83,5	5.758	22,0	8,4	6,6
2 ^e trimestre	74	148,6	105,1	43,5	3.664	20,2	6,9	12,9
3 ^e trimestre	76	123,0	92,3	30,7	3.117	20,2	5,0	13,2
4 ^e trimestre	76	137,4	104,0	33,4	3.481	20,6	5,6	6,5
1961 1 ^{er} trimestre	78	177,4	119,2	58,2				
1960 Janvier	30	251,6	147,1	104,5	7.548	25,3	9,7	5,1
Février	24	228,6	138,2	90,4	5.488	20,6	8,6	6,6
Mars	24	176,7	126,4	50,3	4.237	20,2	6,8	8,4
Avril	23	161,3	115,0	46,3	3.709	19,5	6,7	11,2
Mai	28	147,9	103,7	44,2	4.140	22,4	7,6	13,3
Juin	23	136,6	96,9	39,7	3.142	18,7	6,4	14,3
Juillet	29	127,5	95,0	32,5	3.699	22,4	5,3	12,2
Août	23	121,5	91,7	29,8	2.795	19,1	4,5	13,7
Septembre	24	119,0	89,5	29,5	2.856	19,0	5,2	13,8
Octobre	29	121,2	94,8	26,9	3.515	22,5	5,6	8,4
Novembre	23	132,2	105,0	27,2	3.040	19,1	6,0	6,6
Décembre	24	162,0	114,7	47,3	3.889	20,3	5,2	4,4
1961 Janvier	30	225,5	128,1	97,4	6.766	25,2	9,5	3,0
Février	24	159,8	121,6	38,2	3.835	20,4	7,0	4,3
Mars	24	135,0	105,7	29,3				

1 Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

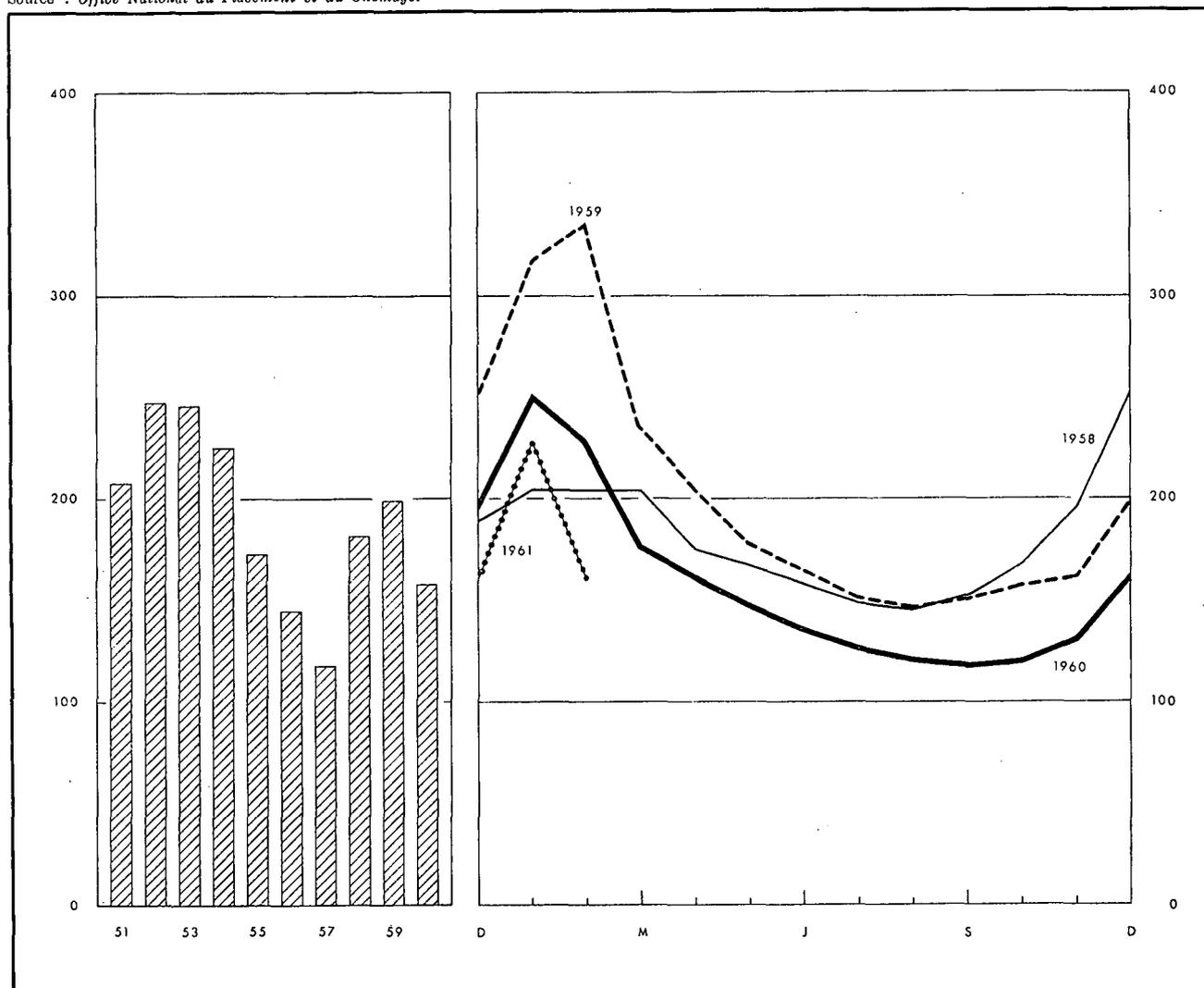
2 Moyenne journalière par mois de chômage.

3 Durée moyenne du chômage = $\frac{\text{Nombre de journées perdues par mois}}{\text{Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois}}$

II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés Chômeurs complets + chômeurs partiels (milliers)

Source : Office National du Placement et du Chômage.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1958	1959	1960	1961
1951	207	210	187	197	233	Janvier	204	317	252	226
1952	247	289	239	206	251	Février	204	335	229	160
1953	246	296	230	212	243	Mars	204	236	177	135
1954	225	319	219	179	179	Avril	175	205	161	
1955	172	280	152	116	137	Mai	167	177	148	
1956	145	247	122	95	115	Juin	159	165	137	
1957	117	144	96	88	138	Juillet	150	152	128	
1958	181	204	166	149	204	Août	146	146	122	
1959	199	292	182	150	171	Septembre ...	153	151	119	
1960	158	221	149	123	137	Octobre	168	157	121	
						Novembre ...	195	161	132	
						Décembre ...	253	199	162	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.P.C. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	256	259	274	272	260	280	296	275	270
dont : froment	166	170	184	191	188	208	219	201	201
seigle	82	82	82	74	68	66	69	66	62
Céréales non panifiables	257	258	233	234	254	238	240	256	250
Plantes industrielles	101	96	95	98	99	92	94	89	96
Plantes racines et tuberculifères	159	161	163	152	151	145	141	143	168
Légumes cultivés pour la graine	9	12	13	13	14	13	12	12	11
Prés et prairies	821	821	815	815	818	814	811	827	803
Divers	175	148	149	147	132	137	128	133	62
Total ...	1.778	1.755	1.742	1.731	1.728	1.719	1.722	1.735	1.660
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	565	560	575	714	597	751	779	793	n.d.
Autres céréales	981	997	972	1.008	985	961	983	1.046	n.d.
Betteraves sucrières	2.194	2.389	2.132	2.246	2.203	2.486	2.832	1.485	n.d.
Lin (graines et paille)	209	193	236	272	235	182	170	125	n.d.
Chicorée à café	27	34	109	95	54	51	56	44	n.d.
Pommes de terre	2.124	1.919	2.634	2.184	2.034	2.044	1.914	1.466	n.d.
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	221	219	208	195	189	182	178	170	159
Total des bovidés	2.183	2.291	2.373	2.393	2.413	2.485	2.596	2.630	2.690
dont : vaches laitières et de trait	904	930	971	985	973	976	995	1.012	1.022
Porcs	1.267	1.156	1.310	1.419	1.471	1.366	1.423	1.447	1.726
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	933	1.091	1.153	1.168	1.198	1.277	1.319	1.303	n.d.
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	353	370	381	392	400	391	412	424	441

¹ Recensements au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Aiglefin	239	387	383	448	546	519	445	374	232
Cabillaud	606	678	852	715	870	764	662	834	653
Plie	347	337	421	378	392	379	427	451	381
Sole	488	453	502	465	323	299	289	315	257
Raie	290	306	277	241	312	314	356	337	342
Hareng	671	1.168	1.370	1.400	1.650	716	254	201	260
Crevettes	172	217	164	122	178	266	84	64	89

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistique agricoles (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

1. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1953 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.		Source : I.R.E.S.P.		Source : Agefi	Source : F.I.B.
	Indice général	dont : industries manufacturières seules	Indice général	dont : industries manufacturières seules	Indice général 1	Indice général
1954	104	106	106	107	105	104
1955	112	116	116	113	111	111
1956	119	125	123	128	120	118
1957	120	126	123	128	123	121
1958	114	121	115	120	116	110
1959	117	128	119	129	121	111
1960			p 126	p 137	p 129	p 121
1959 4 ^e trimestre	125	139	129	139	127	119
1960 1 ^{er} trimestre	124	138	p 127	p 138	129	122
2 ^e trimestre	p 126	p 141	p 130	p 141	131	122
3 ^e trimestre	p 119	p 133	p 120	p 131	127	p 117
4 ^e trimestre			p 126	p 137	p 128	p 122
1960 Janvier	116	129	122	131	124	120
Février	121	134	p 128	p 139	125	120
Mars	136	151	p 133	p 143	138	126
Avril	126	140	p 129	p 140	131	121
Mai	p 125	p 140	p 131	p 142	129	125
Juin	p 127	p 143	p 129	p 143	134	121
Juillet	p 105	p 118	p 109	p 119	117	p 113
Août	p 119	p 132	p 120	p 131	128	p 118
Septembre	p 133	p 148	p 132	p 144	135	p 120
Octobre	p 133	p 148	p 131	p 142	134	p 120
Novembre	p 132	p 146	p 133	p 144	p 131	p 125
Décembre			p 115	p 124	p 120	p 121
1961 Janvier					p 99	
Février					p 129	
Mars					142 ²	

1 Série d'indices révisés. — 2 Programme.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

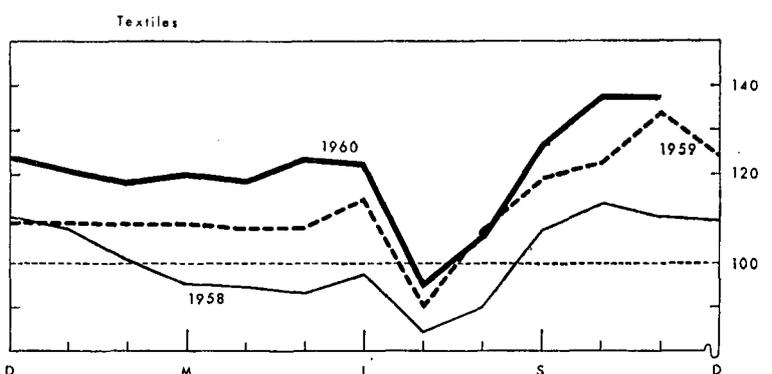
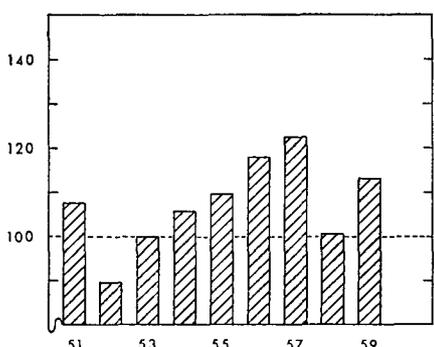
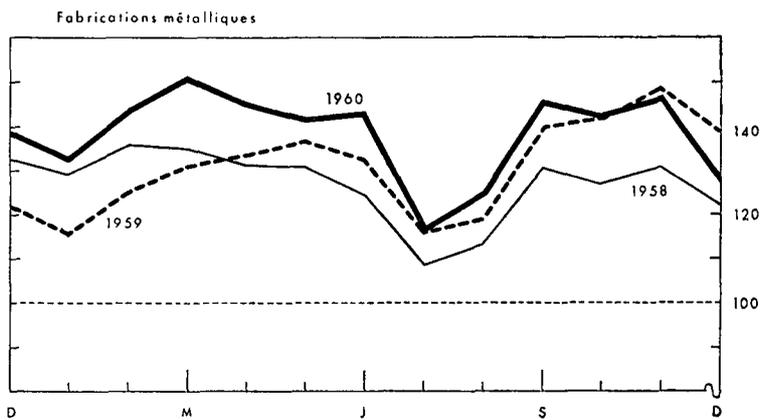
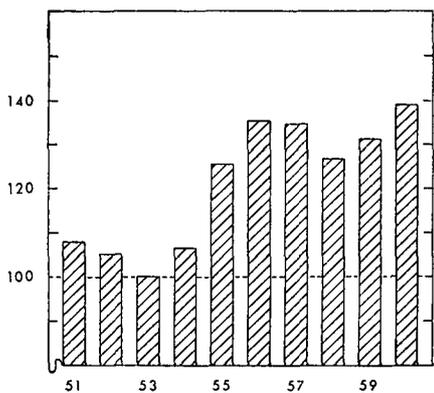
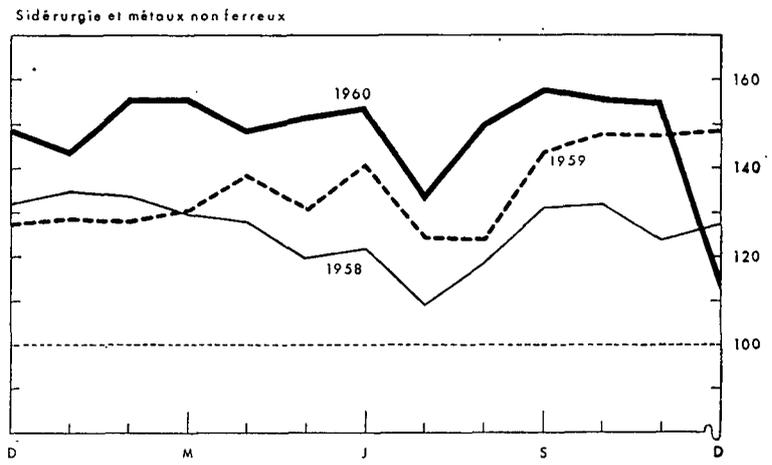
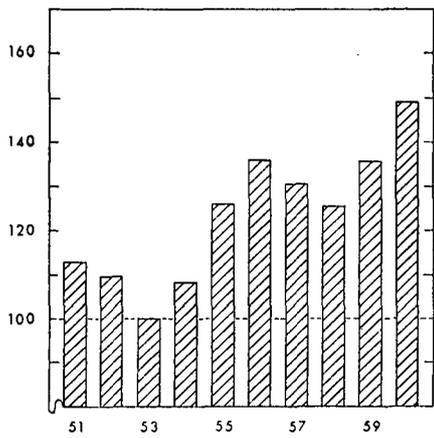
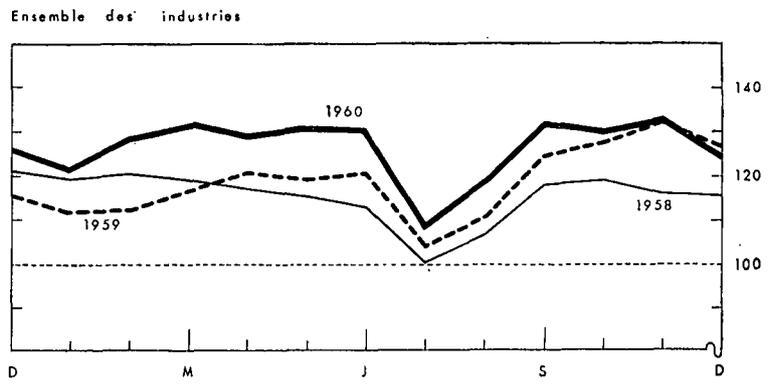
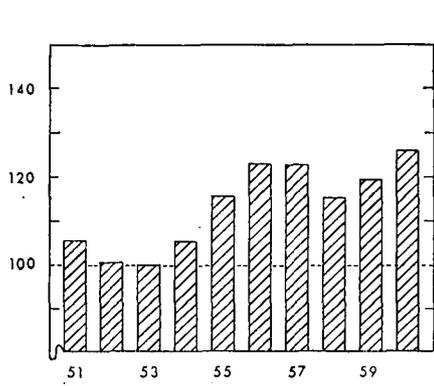
Base 1953 = 100

Source : Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	dont :														
		Combustible et énergie	Matériaux de construction					Siderurgie et métaux non ferreux	Fabrications métalliques	Industries alimentaires	Industrie textile					
			Total	dont : verre plat	Total	Filatures					Tissages			Bonne- terie		
						Total	Coton				Laine	Total	Coton		Laine	
1951	106	98	110	108	113	109	93	108	111	119	85	120	120	125	82	
1952	101	97	92	66	110	105	98	90	88	91	77	93	92	93	89	
1953	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	
1954	106	99	106	108	109	107	104	106	110	111	102	108	112	106	107	
1955	116	103	119	136	127	126	107	110	109	105	110	108	108	112	120	
1956	123	104	123	151	137	135	109	118	115	109	120	115	116	121	137	
1957	123	103	120	130	131	135	110	122	121	113	126	119	125	118	139	
1958	115	98	116	148	126	127	114	101	99	89	102	96	99	93	128	
1959	119	88	130	186	136	132	115	113	115	102	126	108	110	108	139	
1960	p 126	88	141	212	148	139	120		125	108	138				149	
1959 4 ^e trim. .	129	93	144	196	148	142	116	127	128	106	146	121	124	117	158	
1960 1 ^{er} trim. p	127	93	132	214	152	144	112	120	129	113	142	115	124	104	141	
2 ^e trim. p	130	87	153	225	152	145	126	122	126	105	142	119	126	112	145	
3 ^e trim. p	120	83	145	211	148	129	122	110	112	97	120	108	115	103	142	
4 ^e trim. p	126	88	135	198	142	139	121		135	119	149				169	
1959 Octobre ...	128	90	149	203	148	142	119	123	121	101	141	117	118	115	163	
Novembre ...	132	96	146	194	148	144	120	134	135	113	155	129	133	125	167	
Décembre ...	126	95	136	191	149	139	110	124	128	105	142	118	121	110	145	
1960 Janvier ...	122	92	122	204	144	131	107	121	138	133	141	114	126	103	131	
Février ... p	128	94	129	211	156	145	112	118	125	104	143	112	120	102	142	
Mars ... p	133	92	145	226	156	155	116	121	125	103	141	118	126	108	149	
Avril ... p	129	89	152	237	149	147	122	118	121	103	134	116	123	107	146	
Mai ... p	131	89	153	214	152	143	128	124	127	106	144	123	129	116	143	
Juin ... p	129	84	154	223	154	145	129	123	130	105	149	118	125	112	147	
Juillet ... p	109	76	140	216	135	117	120	95	99	84	107	98	107	89	104	
Août ... p	120	84	147	214	151	125	120	107	109	97	112	100	106	96	150	
Septemb. p	132	91	148	203	159	146	124	127	123	109	141	126	132	125	173	
Octobre . p	131	90	144	201	156	142	120	137	141	138	148	129	142	121	172	
Novemb. p	133	93	139	203	155	147	128	137	138	116	155	129	142	126	181	
Décemb. p	115	82	121	190	115	129	113		126	102	145				151	

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.R.E.S.)

Base 1953 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Direction générale des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Industrie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (3), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(milliers de tonnes)				(kg)	(millions kWh)	(millions l.)	(millions de m ³)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1951	2.471	225	—	2.866	734	771	83	75	141
1952	2.532	1.673	— 35	2.621	739	772	255	77	146
1953	2.505	3.074	— 133	2.479	766	799	308	75	145
1954	2.437	2.815	— 125	2.563	784	862	365	84	159
1955	2.498	371	— 287	2.702	826	912	453	92	168
1956	2.463	179	35	2.777	841	987	522	99	182
1957	2.424	1.413	126	2.738	838	1.051	520	97	180
1958	2.255	6.928	221	2.319	841	1.043	630	100	182
1959	1.896	7.496	233	2.410	907	1.097	643	103	188
1960	1.872	6.565		2.468	1.019	1.176	669	109	200
1960 1 ^{er} trimestre	1.961	7.440	152	2.505	980	1.211	694	111	210
2 ^e trimestre	1.873	7.417	185	2.408	1.004	1.122	652	111	196
3 ^e trimestre	1.757	6.979	135	2.419	1.021	1.132	725	113	197
4 ^e trimestre	1.897	6.565		2.539	1.072	1.238	605	101	198
1961 1 ^{er} trimestre	p 1.755	p 6.428							
1960 Janvier	1.904	7.341	149	2.570	953	1.232	698	108	211
Février	1.932	7.386	196	2.407	990	1.181	700	107	203
Mars	2.048	7.440	110	2.539	996	1.221	683	116	215
Avril	1.921	7.439	208	2.531	994	1.138	631	106	193
Mai	1.869	7.441	209	2.390	1.005	1.130	580	114	200
Juin	1.830	7.417	139	2.303	1.012	1.098	744	112	194
Juillet	1.514	7.253	151	2.219	1.002	1.043	739	106	184
Août	1.820	7.078	153	2.449	1.018	1.158	722	116	201
Septembre	1.937	6.979	101	2.588	1.044	1.195	715	117	205
Octobre	1.944	6.794	82	2.532	1.051	1.262	537	114	207
Novembre	2.015	6.678	139	2.551	1.077	1.234	693	109	203
Décembre	1.731	6.565		2.535	1.087	1.218	586	79	183
1961 Janvier	p 1.333	p 6.491			p 1.037	1.080	629		
Février	p 1.856	p 6.350							
Mars	p 2.077	p 6.428							

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés, + la variation des stocks. (1,3 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue.)

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1951	417	324	2,51	1,88	4,39	3,83
1952	417	314	2,43	1,58	4,01	4,11
1953	369	280	2,93	1,26	4,19	4,69
1954	413	302	3,12	1,67	4,79	4,86
1955	492	366	3,49	1,96	5,45	5,54
1956	532	397	4,34	2,78	7,12	6,32
1957	523	371	3,87	2,27	6,14	6,63
1958	501	350	3,44	1,99	5,43	6,62
1959	536	386	3,98	2,55	6,53	6,69
1960	p 599	p 407	p 4,38	p 2,89	p 7,27	p 7,22
1959 4 ^e trimestre	591	424	4,54	2,83	7,37	7,32
1960 1 ^{er} trimestre	607	433	4,30	2,72	7,02	7,15
2 ^e trimestre	610	409	4,33	2,82	7,15	p 7,59
3 ^e trimestre	620	403	p 4,35	p 2,64	p 6,99	p 6,66
4 ^e trimestre	p 559	p 382	p 4,55	p 3,39	p 7,94	p 7,47
1959 Octobre	619	442	4,83	2,57	7,40	7,05
Novembre	549	399	3,73	2,75	6,48	6,59
Décembre	604	429	5,07	3,17	8,24	8,32
1960 Janvier	562	408	4,02	2,50	6,52	6,48
Février	593	438	4,18	2,84	7,02	6,86
Mars	665	453	4,71	2,81	7,52	8,11
Avril	593	401	4,43	2,79	7,22	7,80
Mai	611	410	4,30	2,77	7,07	p 7,55
Juin	626	417	4,26	2,91	7,17	p 7,41
Juillet	565	348	p 3,68	p 2,57	p 6,25	p 6,05
Août	643	414	p 4,57	p 2,35	p 6,92	p 6,37
Septembre	651	446	p 4,81	p 3,00	p 7,81	p 7,57
Octobre	638	435	p 4,67	p 2,82	p 7,49	p 7,38
Novembre	606	411	p 4,56	p 3,22	p 7,78	p 7,17
Décembre	p 433	p 299	p 4,41	p 4,12	p 8,53	p 7,88

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	
1952	28.622	18.584	8.080	1.110	—	2.566	5.204	1.624	2.027	—
1953	35.536	22.764	9.028	1.153	—	3.082	7.519	2.202	2.633	—
1954	38.600	25.220	8.752	1.114	32.783	3.288	7.450	2.318	2.791	5.029
1955	36.615	23.564	9.468	1.220	31.698	3.588	8.561	2.569	3.731	5.422
1956	33.742	22.793	9.266	1.226	32.604	3.921	10.997	3.123	4.482	5.982
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.724	3.618	9.255	3.009	3.772	6.090
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	30.605	2.636	6.059	2.619	2.843	4.809
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	35.333	3.036	8.661	3.135	4.951	5.209

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation 1		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation 2	
	Autorisation de bâtir accordées	Bâtiments commencés	Autorisation de bâtir accordées	Bâtiments commencés
1959 4 ^e trimestre	2.918	2.555	492	452
1960 1 ^{er} trimestre	3.227	2.395	492	356
2 ^e trimestre	4.093	3.568	661	521
3 ^e trimestre	3.353	3.131	594	531
4 ^e trimestre	3.081	2.506	576	436
1959 Décembre	2.774	2.012	459	430
1960 Janvier	2.856	1.294	441	286
Février	2.939	2.163	408	290
Mars	3.887	3.727	628	492
Avril	4.054	3.770	634	492
Mai	4.126	3.579	657	530
Juin	4.098	3.354	691	540
Juillet	3.192	2.938	610	559
Août	3.330	3.187	542	541
Septembre	3.536	3.269	630	492
Octobre	3.482	2.879	481	478
Novembre	2.692	2.596	498	427
Décembre	3.068	2.044	748	403
1961 Janvier	p 3.150	1.633	404	310
Février	p 3.428	2.591	499	446

1 Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

2 Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annales des Mines de Belgique — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Bulletin de Fabrimétal. — Bulletin statistique mensuel de Fédéchar. — Bulletin mensuel du M.A.E. (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — Energie. — Figas, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — Agence économique et financière. — La Construction.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a). — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées ² (milliers)	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)					Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km (millions)	Nombre de tonnes-km productives ¹ (milliers de tonnes)	Tonnage total (milliers de tonnes)	dont			
	combustible et huiles minérales				Minerais		(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
1950	587	455	5.055	1.977	418	3.523	19,6	2,7
1951	604	552	6.008	2.273	644	3.273	23,1	3,3
1952	629	506	5.501	2.153	661	2.608	28,7	4,2
1953	627	477	5.150	2.154	802	2.019	37,3	5,4
1954	630	470	5.104	2.239	794	1.423	40,8	6,0
1955	654	547	5.745	2.504	946	1.201	48,2	7,0
1956	694	577	5.874	2.389	980	965	56,7	8,2
1957	713	548	5.558	2.321	966	797	77,4	10,0
1958	755	486	4.818	1.876	959	618	99,7	12,2
1959	710	505	4.874	1.866	1.043	364	88,7	11,3
1959 3 ^e trimestre	714	482	4.673	1.730	1.035	269	141,5	16,0
1959 4 ^e trimestre	696	572	5.488	2.074	1.119	483	68,6	10,0
1960 1 ^{er} trimestre	p 711	545	5.189	2.001	1.170	182	66,3	9,7
1960 2 ^e trimestre	p 717	521	5.053	1.913	1.156	216	141,3	16,6
1960 3 ^e trimestre	p 736	516	4.972	1.871	1.206	198		
1959 Septembre	700	511	5.007	1.858	1.072	290	134,1	15,6
1959 Octobre	699	579	5.570	2.024	1.159	471	83,6	11,5
1959 Novembre	689	546	5.313	1.991	1.055	760	56,8	8,5
1959 Décembre	699	590	5.582	2.197	1.143	218	65,4	10,1
1960 Janvier	p 739	534	5.028	2.078	1.102	125	63,3	9,2
1960 Février	p 667	532	5.069	1.963	1.136	189	57,7	8,8
1960 Mars	p 726	569	5.469	1.961	1.271	232	77,9	11,1
1960 Avril	p 725	507	4.965	1.906	1.104	264	109,0	13,8
1960 Mai	p 676	527	5.052	1.913	1.158	180	119,1	14,8
1960 Juin	p 750	529	5.142	1.920	1.206	205	195,7	21,3
1960 Juillet	p 728	478	4.496	1.673	1.127	170	98,4	10,7
1960 Août	p 734	530	5.210	1.998	1.222	207		
1960 Septembre	p 745	541	5.209	1.942	1.268	218		
1960 Octobre	p 765	578	5.623	2.052	1.267	703		
1960 Novembre	p 725	567	5.587	2.172	1.209	753		

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1 b). — Navigation maritime

Sources : Administration du Port d'Anvers [col. (1)], du Port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (millions de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1951	2.209	1.261	1.169	125	129	83
1952	2.335	1.304	986	126	130	78
1953	2.538	1.201	1.147	116	117	76
1954	2.634	1.276	1.091	119	113	85
1955	2.830	1.439	1.234	154	155	118
1956	3.172	1.865	1.279	178	216	82
1957	3.296	1.828	1.227	171	209	79
1958	3.545	1.723	1.210	163	169	82
1959	3.622	1.668	1.266	145	152	83
1960	3.774	1.816	1.288	150	166	75
1959 4 ^e trimestre	3.784	1.828	1.357	131	141	67
1960 1 ^{er} trimestre	3.981	1.993	1.468	146	125	91
1960 2 ^e trimestre	3.764	1.698	1.266	146	163	89
1960 3 ^e trimestre	3.864	1.856	1.187	168	202	62
1960 4 ^e trimestre	3.487	1.718	1.232	140	173	58
1959 Décembre	3.643	1.997	1.337	139	137	57
1960 Janvier	4.060	1.923	1.629	135	90	104
1960 Février	3.866	1.959	1.368	126	161	69
1960 Mars	4.018	2.097	1.406	177	124	99
1960 Avril	3.802	1.570	1.426	133	216	87
1960 Mai	3.726	1.720	1.081	142	126	91
1960 Juin	3.764	1.803	1.290	162	147	90
1960 Juillet	4.086	1.800	1.183	166	174	68
1960 Août	3.752	1.881	1.232	162	189	55
1960 Septembre	3.755	1.888	1.146	175	243	62
1960 Octobre	4.167	1.798	1.254	165	207	64
1960 Novembre	3.642	1.923	1.280	156	103	47
1960 Décembre	2.653	1.434	1.163	99	208	63
1961 Janvier	2.816			109		
1961 Février	3.875			131		

¹ Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 1 c). — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics ¹	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes km.)
(1)	(2)
3.471	289
3.295	282
3.912	327
4.258	343
4.737	385
4.659	374
4.642	383
4.269	361
4.534	402
5.097	436
5.201	448
4.780	404
5.223	449
5.327	458
5.056	431
5.069	435
4.269	364
4.667	395
5.405	453
5.087	434
5.265	452
5.318	462
5.251	453
5.321	460
5.408	460
5.537	492
5.149	425
4.483	876

V - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1950	408	309	19	18	22	—	9
1951	538	402	27	23	34	5	10
1952	670	516	30	25	37	8	15
1953	761	577	41	28	45	14	16
1954	911	692	50	31	57	19	17
1955	1.019	766	60	33	68	22	19
1956	1.084	815	66	35	71	23	19
1957	1.186	898	71	33	81	25	19
1958	1.341	877	84	37	102	69	51
1959	1.346	1.057	58	41	84	29	20
1959 4 ^e trimestre	343	216	22	18	14	17	15
1960 1 ^{er} trimestre	302	171	19	16	11	15	10
2 ^e trimestre	1.193	862	57	32	107	36	32
3 ^e trimestre	3.335	2.619	176	64	261	60	41
4 ^e trimestre	373	235	23	19	15	18	15
1959 Octobre	385	230	24	20	21	24	20
Novembre	325	206	21	17	11	15	14
Décembre	320	213	20	17	10	12	10
1960 Janvier	292	190	18	16	10	14	9
Février	283	110	17	15	10	14	9
Mars	331	211	21	17	13	18	11
Avril	1.068	777	71	27	83	30	21
Mai	710	473	34	27	54	27	31
Juin	1.801	1.335	66	42	184	49	43
Juillet	4.477	3.732	132	68	318	63	51
Août	4.517	3.479	321	88	351	90	43
Septembre	1.009	643	74	35	113	32	30
Octobre	422	249	27	23	22	24	24
Novembre	351	224	24	17	12	17	13
Décembre	346	231	19	17	12	12	9

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a). — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples					Coopératives	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement		Grosistes	Entreprises à succursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)					
	Indice général	Alimentation	Habillement	Ameublement	Ménage ¹		Indice général	Hommes ²			Sous-vêtements et accessoires ³	Alimentation générale	Alimentation	Grands magasins	Coopératives	Grossistes en alimentation générale
1952	99	97	103	99	97	97	103	104	95	98	98	96	96			
1953	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100			
1954	106	113	102	105	105	109	104	80	107	103	104	107	104			
1955	114	120	111	108	114	115	113	88	111	107	113	114	109			
1956	124	133	120	114	127	125	123	97	132	120	119	121	126			
1957	129	132	126	124	139	125	125	105	131	123	121	117	122			
1958	139	140	138	129	149	131	132	105	139	131	128	121	129			
1959	144	145	149	126	150	132	136	104	145	138	131	120	132			
1960	156	159	159	141	162	p 144	106	p 155	p 143	143	p 141	p 141	p 141			
1959 4 ^e trimestre	173	170	176	124	166	141	134	106	149	151	134	121	132			
1960 1 ^{er} trimestre	139	158	134	139	149	135	124	94	p 143	p 139	139	123	p 137			
2 ^e trimestre	153	152	168	141	155	135	174	109	p 153	p 139	145	126	p 141			
3 ^e trimestre	154	152	153	152	172	p 136	122	105	p 166	p 138	148	p 127	p 146			
4 ^e trimestre	179	173	180	133	172	p 157	118	p 157	p 155	140	p 141	p 141	p 141			
1959 Novembre	167	159	163	115	140	127	121	87	134	140	134	119	130			
Décembre	199	192	196	131	202	155	135	129	163	170	134	122	129			
1960 Janvier	135	153	140	130	132	138	140	146	p 140	p 136	131	123	p 133			
Février	132	154	116	135	151	129	92	56	p 138	p 133	143	123	p 139			
Mars	151	167	147	153	164	137	139	79	p 151	p 142	143	122	p 140			
Avril	159	171	168	145	157	135	207	113	p 150	p 144	145	125	p 139			
Mai	152	147	168	148	158	135	173	103	p 150	p 137	143	125	p 139			
Juin	148	137	169	130	150	136	141	110	p 159	p 136	146	129	p 144			
Juillet	161	160	169	143	172	138	136	160	p 166	p 143	143	130	p 148			
Août	146	143	133	145	166	134	102	71	p 176	p 137	151	128	p 152			
Septembre	156	152	157	168	177	p 136	127	83	p 157	p 135	150	p 122	p 139			
Octobre	168	165	189	140	168	p 140	173	117	p 147	p 138	146	p 122	p 135			
Novembre	179	164	168	132	154	p 132	148	109	p 153	p 145	144	p 124	p 151			
Décembre	191	191	184	126	193	p 149	128	p 171	p 183	129	129	p 137	p 137			
1961 Janvier	129	136	139	132	126	p 149	128	p 154	p 142	125	125	p 147	p 147			

1 Articles de ménage et appareils ménagers. — 2 Comprend principalement des vêtements de dessus. — 3 Sous-vêtements : hommes et/ou femmes.

V - 3b). — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédit en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1958 2 ^e semestre ...	1.202	530	130	542	8,37	1,47	3,43	3,47	3,84	0,99	1,30	1,55
1959 1 ^{er} semestre ...	1.179	524	130	525	8,31	1,55	3,37	3,39	3,96	1,10	1,36	1,50
2 ^e semestre ...	1.205	532	133	540	8,60	1,82	3,18	3,60	4,23	1,29	1,27	1,67
1960 1 ^{er} semestre ...	1.208	534	144	530	9,48	2,19	3,34	3,95	4,71	1,48	1,53	1,70
2 ^e semestre ...	1.339	620	153	566	10,20	2,54	3,44	4,22	4,90	1,57	1,50	1,83

2° Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1958 1 ^{er} semestre	53	22	1	30	66,1	26,0	5,8	34,3
2 ^e semestre	55	25	1	29	71,0	28,1	7,0	35,9
1959 1 ^{er} semestre	58	25	1	32	72,6	29,2	7,0	36,4
2 ^e semestre	50	24	1	25	72,2	28,1	6,4	37,7
1960 1 ^{er} semestre	46	22	1	23	72,3	27,2	6,1	39,0

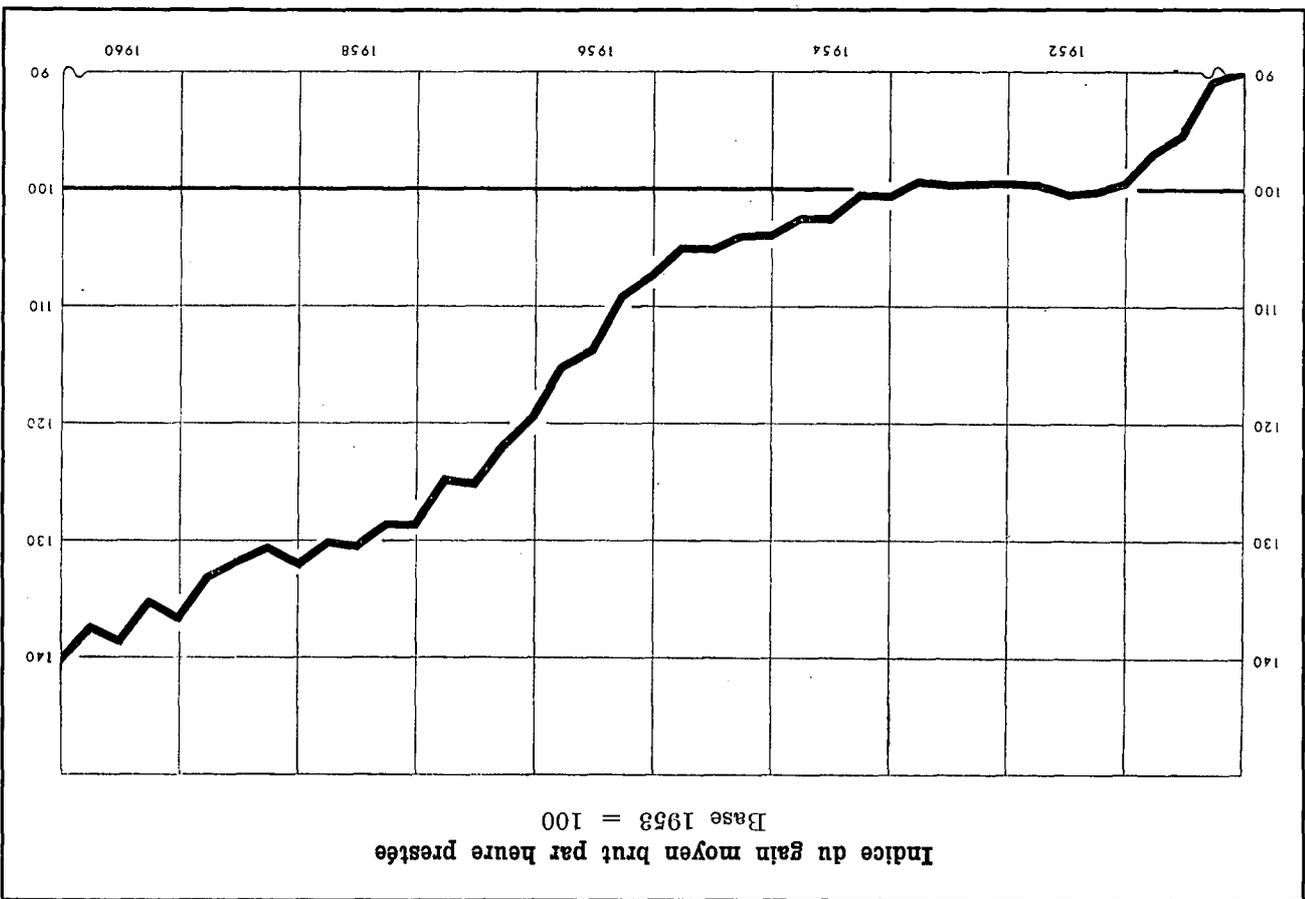
3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes excepté autobus		Motos, scooters, vélomoteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
Nombre de contrats (milliers)												
1958 2 ^e semestre ...	605	4,3		2,3	27,0		16,4	276,1	21,1	8,5	248,5	0,6
1959 1 ^{er} semestre ...	552	3,8	1,1	2,5	19,7	11,9	16,4	239,2	18,2	8,6	227,6	3,2
2 ^e semestre ...	633	3,5	1,2	2,2	19,3	11,6	18,3	270,2	22,3	8,4	268,9	7,2
1960 1 ^{er} semestre ...	603	4,0	1,1	2,3	25,7	13,6	20,1	243,9	19,2	10,7	254,8	7,5
2 ^e semestre ...	722	3,4	1,0	2,8	24,3	12,6	18,1	324,0	22,3	8,5	298,6	6,4
Crédit accordé (millions de francs)												
1958 2 ^e semestre ...	3.836	361		104	1.108		133	333	34	343	1.414	6
1959 1 ^{er} semestre ...	3.956	367	53	93	1.016	292	144	276	34	331	1.326	24
2 ^e semestre ...	4.230	364	55	110	952	280	139	345	38	317	1.593	37
1960 1 ^{er} semestre ...	4.708	453	56	84	1.379	339	160	322	35	328	1.502	50
2 ^e semestre ...	4.899	386	51	128	1.300	313	129	358	41	337	1.810	46
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1958 2 ^e semestre ...	100,0	9,4		2,7	28,9		3,5	8,7	0,9	8,9	36,9	0,1
1959 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,3	1,3	2,3	25,7	7,4	3,6	7,0	0,9	8,4	33,5	0,6
2 ^e semestre ...	100,0	8,6	1,3	2,6	22,5	6,6	3,3	8,1	0,9	7,5	37,7	0,9
1960 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,6	1,2	1,8	29,3	7,2	3,4	6,8	0,7	7,0	31,9	1,1
2 ^e semestre ...	100,0	7,9	1,1	2,6	26,5	6,4	2,6	7,3	0,8	6,9	37,0	0,9

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique du Transport (bimensuel). — Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.E.C.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

I. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 418), - col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) - col. (5) : I.R.E.S.P.

Année	Gain moyen brut par heure prestée		Ouvrier non-qualifié	Ouvrier qualifié	de la masse salariale	Indice du coût de la main-d'œuvre 3
	(1)	(2)				
1951	96	97	96	97	100	92
1952	100	100	100	100	100	98
1953	100	100	100	100	100	100
1954	103	103	102	103	102	103
1955	106	106	106	106	106	106
1956	115	114	114	114	114	114
1957	125	125	125	125	125	125
1958	131	129	129	129	129	132
1959	133	131	132	131	132	135
1960	138	138	137	135	141	143
1951	96	97	96	97	100	92
1952	100	100	100	100	100	98
1953	100	100	100	100	100	100
1954	103	103	102	103	102	103
1955	106	106	106	106	106	106
1956	115	114	114	114	114	114
1957	125	125	125	125	125	125
1958	131	129	129	129	129	132
1959	133	131	132	131	132	135
1960	138	138	137	135	141	143
1959 Décembre	137	133	134	133	138	138
1960 Mars	136	133	135	133	137	142
1960 Juin	139	135	137	135	141	141
1960 Septembre	138	135	136	135	141	141
1960 Décembre	141	136	138	136	141	143
1950	92,01	81,9	89,8	89,8	85,0	89,8
1951	85,0	84,0	86,8	86,8	84,0	86,8
1952	88,11	83,6	86,7	86,7	83,6	86,7
1953	88,25	85,8	91,0	91,0	88,2	91,0
1954	88,74	86,2	94,3	94,3	88,7	94,3
1955	89,91	80,6	98,4	98,4	89,9	98,4
1956	92,68	82,2	97,6	97,6	92,6	97,6
1957	95,67	80,6	99,6	99,6	95,6	99,6
1958	97,03	84,0	99,0	99,0	97,0	99,0
1959	98,30	85,9	99,0	99,0	98,3	99,0
1958 Février-Avril	93,7	89,7	95,4	95,4	93,7	95,4
1958 Août-Octobre	97,53	87,2	94,6	94,6	97,5	94,6
1959 Février-Avril	97,80	85,1	95,4	95,4	97,8	95,4
1959 Août-Octobre	98,80	86,7	94,6	94,6	98,8	94,6
1960 Février-Avril	99,48	87,6	97,3	97,3	99,4	97,3

1 Non compris les ouvriers du transport.
 2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XVe rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)
 3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre, et non pas le coût par unité produite.
 4 Les chiffres annuels sont des moyennes des taux horaires de février-avril et de août-octobre.
 5 La F.I.B. publie les salaires horaires exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus n'ayant pas été pondérés par les indices de coût de la vie, ils ne reflètent pas le rapport des salaires réels.
Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Le Coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne, Etudes et Documents nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine importée Boston Buenos- Aires 5/8	Coton à New-York	Caoutchouc à Londres « Spot » prix n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles lourdes à Paris	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.			d par lb.	£ par long ton	N.F. par tonne métrique	\$ par barril	
1951	283	54,0	157	41,7	51	220	1.077	68	2,40
1952	284	54,0	76	38,7	28	259	964	105	2,40
1953	271	57,9	74	32,9	20	256	732	127	2,54
1954	278	78,1	79	34,1	20	249	719	112	2,65
1955	271	56,8	82	33,6	34	352	740	149	2,65
1956	270	57,9	83	33,8	29	329	788	179	2,65
1957	272	56,4	90	32,6	26	219	755	192	2,90
1958	256	48,2	69	33,2	23	197	735	154	2,90
1959	251	36,8	75	31,7	30	238	785	161	2,78
1960	252	36,5	81	29,7	32	246	797	180	2,77
1959 4 ^e trimestre	255	35,7	78	30,0	35	249	793	182	2,77
1960 1 ^{er} trimestre	259	36,7	81	30,3	34	259	791	185	2,77
2 ^e trimestre	252	37,1	83	30,5	38	254	789	175	2,77
3 ^e trimestre	244	36,1	82	29,4	30	245	807	182	2,77
4 ^e trimestre	252	36,1	81	28,6	26	226	800	178	2,77
1959 Décembre	256	35,5	78	30,1	35	255	789	190	2,77
1960 Janvier	256	36,2	81	30,2	35	259	792	186	2,77
Février	259	37,0	81	30,3	34	264	792	186	2,77
Mars	263	36,8	81	30,4	34	253	788	183	2,77
Avril	261	37,0	82	30,4	35	262	791	177	2,77
Mai	252	37,3	82	30,6	39	248	784	173	2,77
Juin	244	36,9	82	30,6	39	251	793	174	2,77
Juillet	239	36,3	82	30,3	31	255	813	179	2,77
Août	245	35,8	82	29,1	29	245	802	182	2,77
Septembre	249	36,2	82	28,9	29	235	805	185	2,77
Octobre	249	36,2	81	28,6	28	222	804	184	2,77
Novembre	253	36,0	81	28,6	26	226	801	177	2,77
Décembre	253	36,0	81	28,6	25	231	795	171	2,77
1961 Janvier	257	36,5		28,6	25	220	784		2,77
Février	256	37,3			24	223	791		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

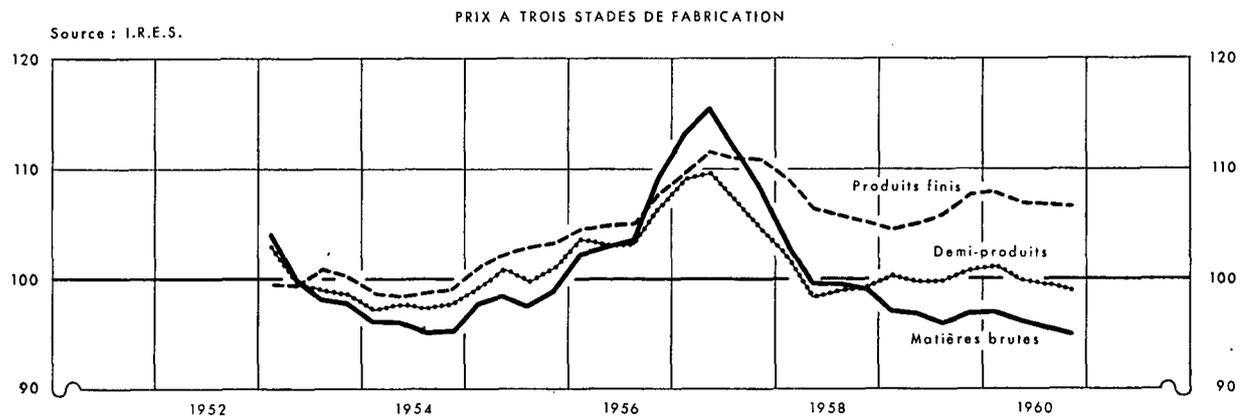
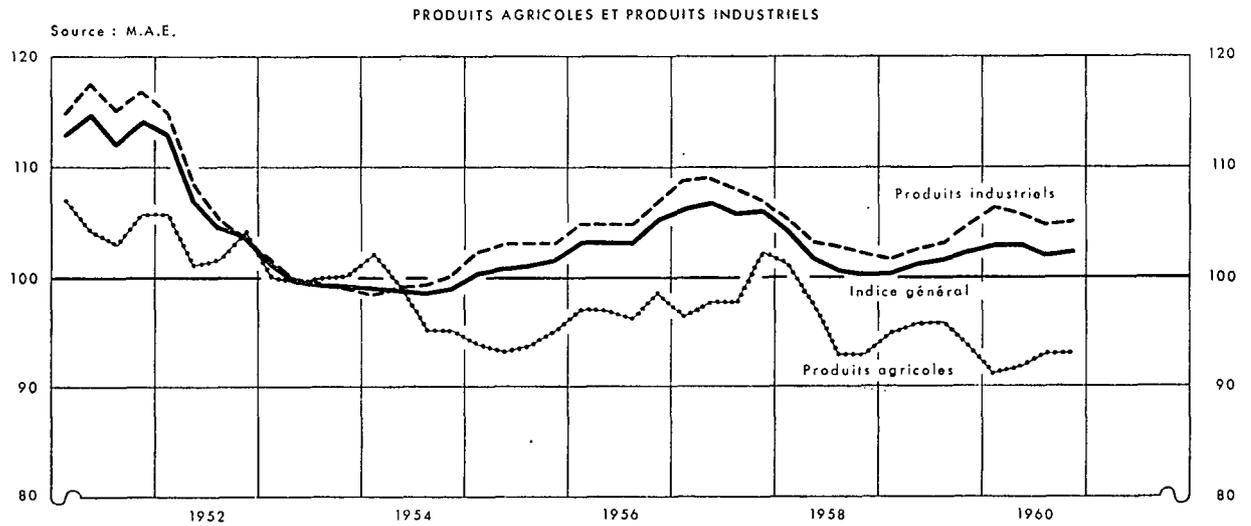
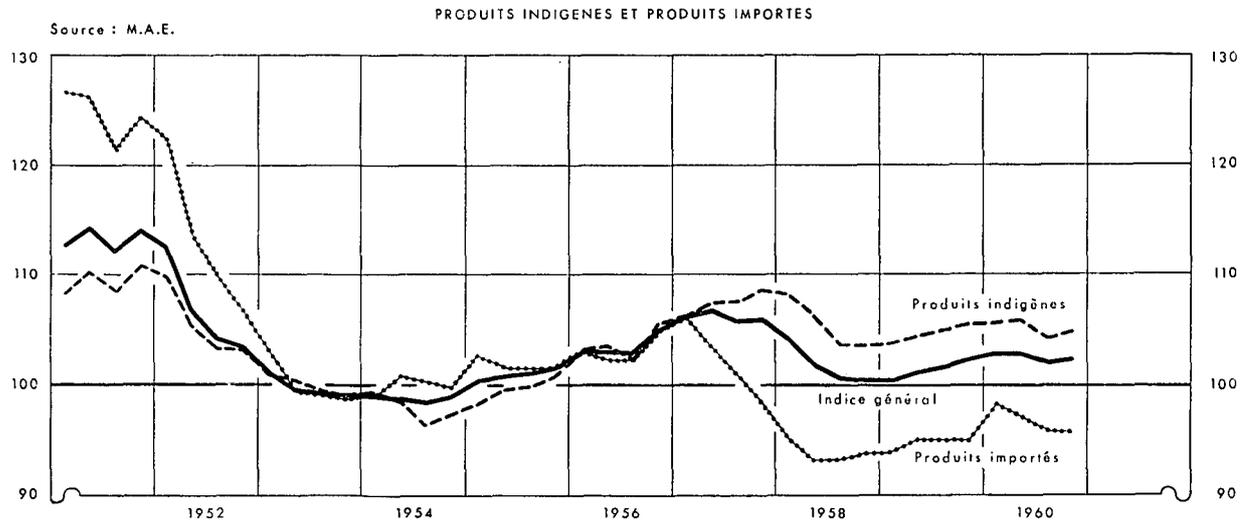
Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) ¹
			général	industriel	alimentaire	
1951	122	119	126	134	105	—
1952	110	105	103	104	102	129
1953	100	100	100	100	100	100
1954	99	103	102	101	104	111
1955	100	98	103	105	99	165
1956	98	102	105	108	100	203
1957	93	100	104	107	98	145
1958	84	96	98	100	96	87
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	96
1960 1 ^{er} trimestre	87	91	101	105	92	100
2 ^e trimestre	87	92	100	105	90	95
3 ^e trimestre	85	89	98	103	90	93
4 ^e trimestre	82	86	98	103	90	95
1961 1 ^{er} trimestre	83	88				
1960 Janvier	88	92	101	105	93	106
Février	87	91	101	105	92	99
Mars	86	91	100	105	91	94
Avril	87	92	100	105	90	98
Mai	87	92	100	106	90	93
Juin	86	91	100	105	89	93
Juillet	85	91	99	104	89	92
Août	85	89	98	103	90	92
Septembre	84	88	98	102	90	95
Octobre	83	87	98	102	90	91
Novembre	82	86	98	103	90	96
Décembre	82	86	98	103	90	99
1961 Janvier	82	87	98	102	91	100
Février	83	88	99	103	91	101
Mars	84	90				

¹ Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100



VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

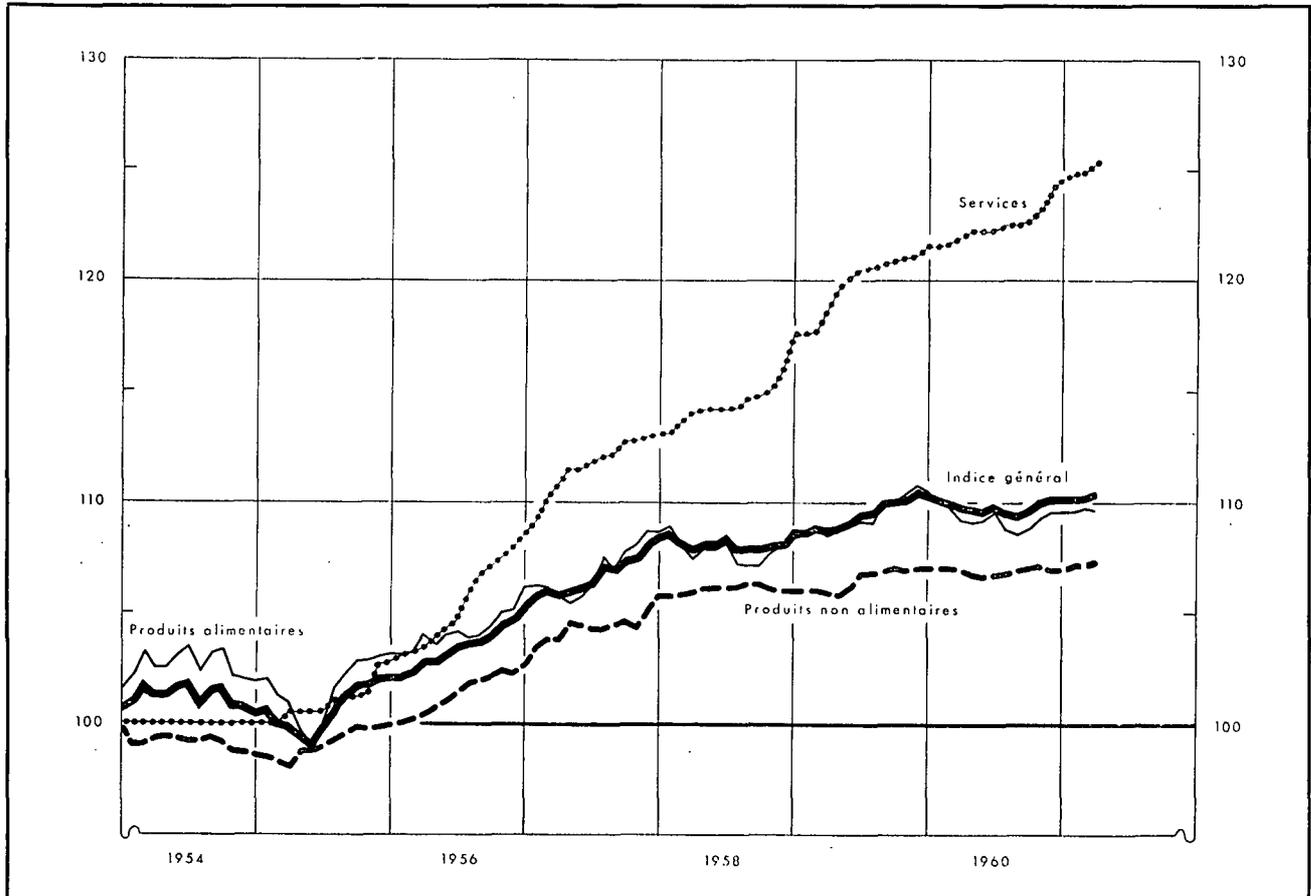
Base 1953 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : Ministère des Affaires Economiques												Source : I.R.E.S.P.		
	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels						Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métal.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières brutes	demi-produits	produits finis
1951	113,5	109,6	124,7	105,1	107,5	102,5	115,9	103,7	104,1	141,9	117,2	95,5	128,2	121,8	112,6
1952	107,0	105,5	113,0	103,1	103,9	102,1	108,0	110,0	103,9	107,3	114,2	93,9	113,2	110,6	104,5
1953	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1954	98,8	97,8	100,0	97,8	99,2	96,4	99,2	98,1	97,5	98,7	100,3	103,8	95,6	97,4	98,6
1955	101,0	99,4	101,8	94,0	97,7	90,3	102,9	100,7	105,0	97,7	104,6	105,4	98,1	100,1	102,2
1956	103,5	103,5	103,3	97,2	101,0	93,5	105,4	105,8	111,6	95,8	105,6	106,9	104,3	103,9	105,4
1957	106,1	107,4	102,2	98,7	103,1	94,5	108,3	112,1	114,4	98,2	108,9	111,9	112,2	107,5	110,6
1958	101,7	105,4	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	100,3	99,6	106,6
1959	101,3	104,7	95,2	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	108,3	115,4	96,8	100,0	105,6
1960	102,5	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	95,8	99,8	107,0
1960 1 ^{er} trimestre .	102,9	105,4	98,1	91,3	94,0	88,5	106,1	102,3	110,5	92,3	109,5	121,3	97,0	100,9	107,9
2 ^e trimestre .	102,7	105,7	97,1	91,7	91,9	91,3	105,7	100,8	110,1	93,4	107,6	121,3	96,3	99,9	106,8
3 ^e trimestre .	102,0	104,3	95,4	92,8	100,4	85,9	104,6	101,2	110,7	90,0	105,5	121,4	95,4	99,5	106,9
4 ^e trimestre .	102,4	104,7	95,5	93,0	106,7	81,4	105,0	101,5	109,7	93,1	105,4	121,7	94,6	98,9	106,6
1961 1 ^{er} trimestre .													91,5	98,4	106,0
1960 Janvier	103,6	106,1	99,1	93,3	97,2	89,5	106,4	102,6	110,7	93,2	109,2	121,3	97,8	101,3	108,8
Février	102,7	105,0	97,8	90,2	92,2	88,0	106,1	102,6	110,5	91,9	109,6	121,3	97,2	101,0	108,5
Mars	102,4	105,0	97,5	90,3	92,5	88,0	105,8	101,6	110,3	91,7	109,6	121,3	95,9	100,6	106,5
Avril	102,2	104,9	97,7	89,6	91,2	87,8	105,8	100,9	110,3	92,4	109,2	121,3	96,1	100,3	106,8
Mai	102,9	105,7	97,6	91,5	89,7	92,8	106,0	100,7	109,8	94,5	107,6	121,3	96,3	99,8	106,7
Juin	102,9	106,6	96,1	94,1	94,8	93,3	105,4	100,7	110,3	93,2	105,9	121,3	96,6	99,7	106,8
Juillet	102,2	104,6	95,7	92,2	98,2	86,5	104,9	100,9	111,0	90,6	105,6	121,3	95,9	99,7	106,9
Août	101,7	103,9	95,2	92,6	99,5	86,5	104,3	101,2	110,7	88,8	105,9	121,3	95,7	99,7	107,0
Septembre ...	102,2	104,5	95,3	93,5	103,6	84,8	104,6	101,6	110,3	90,6	104,9	121,5	94,7	99,1	106,9
Octobre	102,4	104,7	95,5	93,3	105,4	82,9	104,9	101,6	109,6	92,7	104,9	121,7	94,2	99,0	106,5
Novembre ...	102,5	104,8	95,7	93,2	108,0	80,8	105,1	101,6	109,8	93,5	105,6	121,7	94,7	98,7	106,6
Décembre	102,2	104,5	95,3	92,4	106,7	80,6	105,0	101,4	109,6	93,2	105,6	121,7	94,9	99,1	106,8
1961 Janvier	102,4	105,0	95,6	93,4	106,5	82,5	104,9	100,9	109,1	94,0	105,3	121,7	91,2	98,3	106,7
Février	102,8	105,0	96,9	92,9	109,3	79,6	105,6	101,6	109,4	95,6	106,3	121,5	91,3	98,2	106,9
Mars													92,1	98,8	104,3

VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

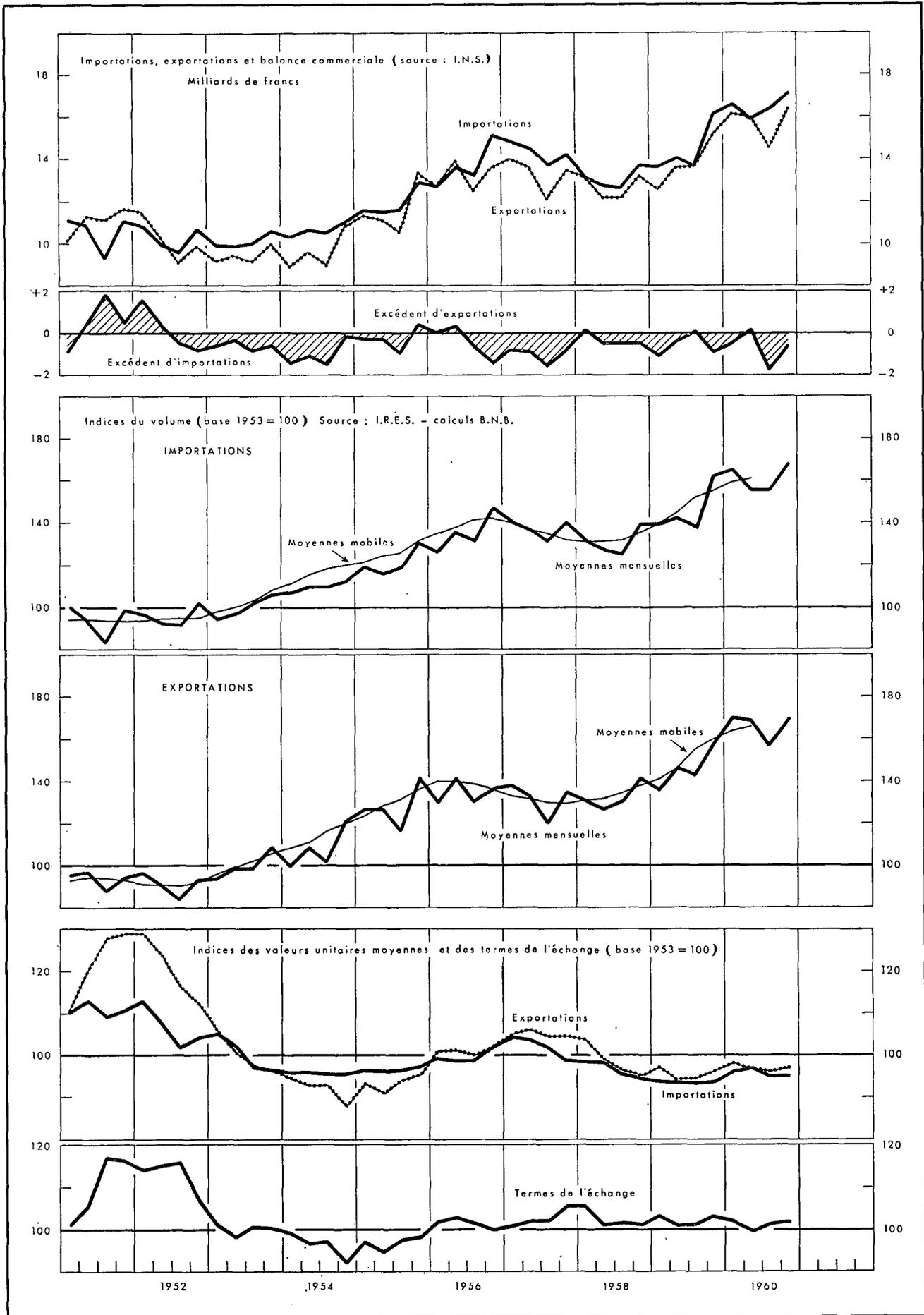
Source : Ministère des Affaires Economiques.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits		Produits alimentaires 35 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 produits	
	1960	1961	1960	1961	1960	1961	1960	1961
1953	100,00		100,0		100,0		100,0	
1954	101,30		102,7		99,2		100,0	
1955	100,80		101,6		99,2		101,0	
1956	103,65		104,2		101,5		105,5	
1957	106,93		107,0		104,5		111,7	
1958	108,31		107,9		106,2		114,6	
1959	109,64		109,5		106,6		120,0	
1960	109,97		109,3		107,0		122,6	
1 ^{er} trimestre	110,11	110,48	109,7	109,7	107,1	107,2	121,7	125,0
2 ^e trimestre	109,84		109,3		106,8		122,3	
3 ^e trimestre	109,66		108,7		107,0		122,6	
4 ^e trimestre	110,27		109,5		107,2		124,0	
Janvier	110,28	110,43	110,1	109,6	107,1	107,2	121,5	124,8
Février	110,17	110,49	109,8	109,8	107,1	107,2	121,7	124,9
Mars	109,89	110,53	109,3	109,6	107,0	107,3	122,0	125,3
Avril	109,79		109,1		106,8		122,3	
Mai	109,76		109,3		106,7		122,2	
Juin	109,96		109,6		106,8		122,3	
Juillet	109,67		108,8		106,9		122,5	
Août	109,56		108,6		107,0		122,5	
Septembre	109,76		108,8		107,1		122,7	
Octobre	110,14		109,3		107,3		123,3	
Novembre	110,34		109,6		107,1		124,2	
Décembre	110,34		109,6		107,1		124,5	

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — L'industrie textile belge, revue de Febeltex. — Der Volkswirt. — Wirtschaft und Statistik. — Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.). — Monthly Digest of Statistics. — Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E. — Bulletins statistiques : Statistiques générales (O.E.C.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Journaux financiers : Agéfi, Het Financieel Dagblad, The Financial Times, L'Information.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.R.E.S.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1953 = 100		des termes de l'échange ¹		
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume	des prix à		l'importation	l'exportation
1951	10,6	11,1	+ 0,5	104	94	94	111	122	110
1952	10,3	10,2	- 0,1	100	96	92	107	120	113
1953	10,1	9,4	- 0,7	93	100	100	100	100	100
1954	10,6	9,6	- 1,0	90	110	108	95	92	96
1955	11,8	11,6	- 0,2	98	120	128	96	93	97
1956	13,6	13,2	- 0,4	97	135	135	100	101	101
1957	14,3	13,3	- 1,0	93	137	132	102	105	103
1958	13,0	12,7	- 0,3	97	131	133	96	98	102
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	145	146	93	95	102
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	161	166	96	97	101
1959 4 ^e trimestre	16,1	15,2	- 0,9	95	162	158	93	96	103
1960 1 ^{er} trimestre	16,6	16,1	- 0,5	97	165	170	96	98	102
2 ^e trimestre	15,9	16,0	+ 0,1	100	155	169	97	97	100
3 ^e trimestre	16,3	14,5	- 1,8	89	155	157	95	96	101
4 ^e trimestre	17,1	16,4	- 0,7	96	168	169	95	97	102
1959 Décembre	16,7	15,7	- 1,0	94	168	162	95	97	102
1960 Janvier	15,8	16,0	+ 0,2	101	156	166	97	99	102
Février	17,0	15,2	- 1,8	89	171	163	96	97	102
Mars	17,1	17,1	...	100	169	179	96	98	102
Avril	15,6	16,3	+ 0,7	104	153	171	98	97	99
Mai	16,1	15,7	- 0,4	97	156	163	96	97	101
Juin	15,8	15,9	+ 0,1	100	155	172	97	97	100
Juillet	15,4	15,1	- 0,3	98	151	163	94	96	102
Août	15,4	13,1	- 2,3	85	152	145	95	96	101
Septembre	16,5	14,8	- 1,7	90	161	162	95	95	100
Octobre	16,8	16,4	- 0,4	98	166	178	95	96	101
Novembre	16,9	15,7	- 1,2	93	170	173	95	97	103
Décembre	16,5	15,8	- 0,7	96	167	157	95	97	103
1961 Janvier	16,4	12,0	- 4,4	73					
Février	18,0	15,8	- 2,2	87					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{indice des prix à l'exportation}}{\text{indice des prix à l'importation}}$

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.)

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Combustibles solides	Produits pétroliers	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1951	2,4	1,7	1,0	2,5	0,9	0,2	—	0,2	0,3	0,3	1,6 ¹	11,1
1952	2,7	1,9	1,1	1,6	0,8	0,3	0,3	0,1	0,2	0,2	1,0	10,2
1953	1,9	1,7	0,9	1,8	0,7	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2	1,1	9,4
1954	1,8	1,7	0,9	1,9	0,8	0,4	0,2	0,2	0,4	0,2	1,1	9,6
1955	2,5	2,1	1,1	1,9	0,9	0,5	0,3	0,3	0,5	0,3	1,2	11,6
1956	3,0	2,3	1,2	2,1	1,0	0,5	0,4	0,3	0,6	0,3	1,5	13,2
1957	3,1	2,5	1,0	2,2	1,0	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	1,5	13,3
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1959 4 ^e trimestre	3,1	3,0	1,3	2,4	1,3	0,2	0,4	0,5	0,8	0,5	1,7	15,2
1960 1 ^{er} trimestre	3,6	3,2	1,4	2,4	1,3	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,9	16,1
2 ^e trimestre	3,6	3,5	1,3	2,3	1,2	0,2	0,5	0,5	0,6	0,3	2,0	16,0
3 ^e trimestre	3,4	2,7	1,2	2,2	1,1	0,2	0,5	0,4	0,6	0,4	1,8	14,5
4 ^e trimestre p	3,5	3,4	1,3	2,5	1,0	0,3	0,4	0,5	0,9	0,6	2,0	16,4
1959 Octobre	3,1	2,7	1,4	2,3	1,3	0,2	0,4	0,4	0,9	0,5	1,8	15,0
Novembre	3,0	2,6	1,3	2,3	1,3	0,2	0,4	0,5	0,6	0,5	1,7	14,4
Décembre	3,1	3,5	1,3	2,5	1,3	0,2	0,3	0,4	0,6	0,5	2,0	15,7
1960 Janvier	3,6	3,2	1,3	2,4	1,3	0,2	0,6	0,5	0,6	0,4	1,9	16,0
Février	3,2	2,9	1,3	2,3	1,3	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,9	15,2
Mars	3,9	3,5	1,5	2,5	1,3	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	2,1	17,1
Avril	3,7	3,7	1,4	2,3	1,2	0,2	0,4	0,5	0,5	0,4	2,0	16,3
Mai	3,3	3,5	1,3	2,4	1,2	0,2	0,4	0,5	0,9	0,3	1,7	15,7
Juin	3,6	3,4	1,4	2,2	1,2	0,2	0,6	0,5	0,4	0,3	2,1	15,9
Juillet	3,3	3,1	1,2	2,3	1,1	0,2	0,6	0,5	0,7	0,4	1,7	15,1
Août	3,2	2,1	1,2	2,0	1,2	0,2	0,4	0,4	0,5	0,3	1,6	13,1
Septembre	3,6	2,7	1,1	2,3	1,2	0,2	0,4	0,5	0,4	0,5	1,9	14,8
Octobre	3,5	3,2	1,5	2,6	1,1	0,3	0,4	0,5	0,6	0,6	2,1	16,4
Novembre	3,6	3,0	1,3	2,5	1,1	0,3	0,5	0,4	0,4	0,5	2,1	15,7
Décembre	3,1	3,4	1,2	2,4	1,0	0,2	0,3	0,4	1,3	0,5	2,0	15,8

¹ Y compris les produits de l'industrie pétrolière.

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ce n'est pas l'activité principale.

— Pour une analyse du commerce extérieur de 1948 à 1957 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXIV^e année, vol. II, no 1, juillet 1959. — Pour l'analyse de l'année 1959 : XXXV^e année, vol. II, no 1, juillet 1960.

VIII. - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation				Biens d'équipement	Total général		
	Total	aux industries métallurgiques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 3	à divers secteurs de la production				Total	non durables				durables	
											huiles minérales	combustibles solides	produits chimiques	autres produits		alimentaires					autres 4
																produits animaux	produits végétaux				
1951	7.481	1.754	1.621	1.055	275	181	153	160	82		350	359	243	1.248	2.238	428	622		1.188	881	10.600
1952	6.876	2.153	1.035	1.043	234	142	106	109	73		478	329	208	966	2.316	478	599		1.239	1.060	10.252
1953	6.652	1.864	1.236	958	279	159	114	84	76		484	340	202	856	2.311	390	608		1.313	1.131	10.094
1954	7.197	1.957	1.212	1.033	293	194	118	103	74		541	439	250	983	2.263	349	643		1.271	1.164	10.624
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74		649	474	306	1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	11.850
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78		809	612	367	1.178	2.554	385	735		1.434	1.647	13.635
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88		1.022	717	401	1.257	2.844	404	767		1.673	1.644	14.302
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94		957	700	410	1.133	2.758	351	742		1.665	1.683	13.037
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244 ⁵	98	111	897	677	445	1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.690	14.341
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244 ⁵	105	227	946	652	666	1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	16.488
1953 1 ^{er} semestre	6.407	1.831	1.261	874	264	114	130	71	74		487	295	194	812	2.364	392	647		1.325	1.089	9.860
2 ^e semestre	6.897	1.897	1.210	1.043	294	204	99	98	77		480	386	209	900	2.259	389	570		1.300	1.172	10.328
1954 1 ^{er} semestre	6.978	1.915	1.236	1.016	286	135	121	103	73		528	409	237	919	2.331	350	727		1.254	1.167	10.476
2 ^e semestre	7.417	2.000	1.187	1.050	300	253	115	103	76		554	470	263	1.046	2.194	347	561		1.286	1.161	10.772
1955 1 ^{er} semestre	7.830	2.351	1.255	847	408	169	123	119	71		622	451	291	1.123	2.346	348	664		1.334	1.282	11.458
2 ^e semestre	8.499	2.585	1.167	977	426	312	109	133	75		676	498	320	1.221	2.387	390	610		1.387	1.356	12.242
1956 1 ^{er} semestre	9.043	3.000	1.297	1.004	485	138	135	112	77		810	486	353	1.146	2.445	344	715		1.386	1.638	13.126
2 ^e semestre	9.643	2.946	1.257	1.175	529	255	114	150	80		808	737	382	1.210	2.662	427	754		1.481	1.840	14.145
1957 1 ^{er} semestre	10.189	2.937	1.613	1.048	568	188	138	143	87		1.009	757	407	1.294	2.819	395	782		1.642	1.650	14.658
2 ^e semestre	9.440	2.717	1.241	1.042	496	265	111	152	89		1.035	677	395	1.220	2.869	412	752		1.705	1.636	13.945
1958 1 ^{er} trimestre	8.621	2.489	1.059	1.082	372	115	123	105	87		992	634	420	1.143	2.844	358	811		1.675	1.667	13.132
2 ^e trimestre	8.203	2.351	891	984	384	160	102	118	94		918	662	412	1.127	2.810	311	815		1.684	1.705	12.718
1959 1 ^{er} trimestre	9.239	2.623	1.025	1.243	656	114	134	206 ⁵	95	84	1.013	728	390	928	2.802	354	717	257	1.474	1.557	13.598
2 ^e trimestre	9.366	2.777	1.033	957	664	190	164	240 ⁵	102	117	911	700	464	1.047	2.905	314	801	269	1.521	1.739	14.010
3 ^e trimestre	9.236	2.771	1.026	1.024	672	280	129	256 ⁵	96	119	713	621	433	1.096	2.841	335	690	286	1.530	1.559	13.636
4 ^e trimestre	10.886	3.260	1.268	1.455	708	240	140	275 ⁵	97	124	950	660	494	1.215	3.328	500	794	290	1.744	1.905	16.119
1960 1 ^{er} trimestre	10.464	3.598	1.444	1.505	633	163	191	210 ⁵	96	225	1.102	635	631	1.031	3.042	352	822	309	1.559	2.123	16.629
2 ^e trimestre	10.931	3.770	1.207	1.173	635	238	159	183 ⁵	109	219	893	629	639	1.077	3.083	325	874	311	1.573	1.883	15.897
3 ^e trimestre	11.549	3.813	1.126	1.181	981	367	158	290 ⁵	104	236	982	675	660	976	3.040	359	756	309	1.616	1.736	16.325
4 ^e trimestre	11.864	4.049	1.302	1.252	842	316	181	296 ⁵	111	227	806	670	732	1.080	3.178	401	767	321	1.689	2.059	17.101

1 Y compris les pièces détachées d'automobiles.

2 Y compris les céréales.

3 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de la production : autres produits ».

4 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de consommation durables ».

5 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de la production : autres produits ».

VIII - 4. — INDICES DU VOLUME ET DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES

Base 1953 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	INDICES DU VOLUME								INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES							
	1951	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1951	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959
IMPORTATIONS (C.I.F.)																
Biens de production	100,3	96,6	113,6	124,5	136,7	137,4	131,6	146,5	113,6	108,7	94,5	96,8	101,3	104,7	95,7	94,4
Biens de consommation ...	94,3	98,4	101,2	108,4	118,7	129,1	129,2	143,3	102,2	103,3	98,4	96,7	95,7	97,3	94,1	91,2
Biens d'équipement	88,3	94,6	110,5	114,4	142,8	137,4	141,7	159,4	90,7	100,4	93,6	95,9	94,3	102,3	101,6	93,6
Ensemble ...	97,8	96,8	110,6	119,7	133,8	135,7	132,4	147,5	108,1	106,2	95,1	96,7	99,1	102,8	96,1	93,6
EXPORTATIONS (F.O.B.)																
Sidérurgie	108,4	105,7	107,0	131,2	143,3	140,1	140,8	156,0	117,5	133,2	88,5	98,9	110,2	118,0	104,0	96,9
Fabrications métalliques ...	109,7	111,5	114,9	131,6	137,8	137,4	149,1	162,7	91,8	99,7	90,1	94,0	97,3	107,5	104,1	99,1
Métaux non ferreux	92,5	101,3	107,2	110,3	118,8	110,5	122,0	135,8	128,3	123,0	95,7	110,7	121,1	99,2	83,6	93,1
Textiles	100,0	81,0	110,2	119,8	133,2	134,9	122,6	146,6	139,7	109,8	94,5	90,0	88,2	90,8	82,0	77,7
Produits chimiques	106,7	85,9	115,7	125,2	137,6	152,5	161,2	186,3	113,8	117,6	96,9	99,0	97,9	93,4	90,9	89,6
Combustibles	49,1	72,7	130,0	163,7	121,0	108,7	78,9	62,2	124,3	128,5	90,5	92,6	112,0	130,5	127,1	104,0
Industrie pétrolière	39,1	97,0	104,8	128,0	160,3	140,3	171,3	171,5	105,5	104,8	93,2	94,8	170,6	210,3	202,5	190,1
Verres et glaces	111,3	70,7	117,0	153,9	163,6	145,6	159,6	207,8	91,7	100,0	97,9	101,2	108,2	110,1	111,3	111,4
Produits agricoles	128,1	82,4	112,9	131,1	151,7	137,1	191,1	185,2	106,3	108,7	105,4	101,9	113,2	108,0	106,6	105,9
Ciments	101,2	78,3	91,4	103,7	89,4	94,3	66,1	75,7	101,6	104,5	100,1	96,9	102,0	101,6	102,6	100,1
Carrières	101,9	92,8	103,1	114,8	126,4	125,8	116,1	129,3	93,9	102,9	99,9	105,1	111,7	120,3	118,4	113,8
Céramiques	117,2	107,4	119,5	135,8	147,6	124,9	112,9	136,3	101,5	104,4	96,4	102,9	110,1	114,5	113,8	111,3
Bois et meubles	146,8	87,2	110,5	162,0	187,1	179,6	158,4	205,0	97,1	105,5	97,0	103,7	105,7	108,7	103,2	99,6
Peaux et cuirs	84,4	76,0	107,6	123,8	128,0	113,9	115,6	139,8	130,9	105,9	89,4	82,5	83,2	89,2	86,0	93,7
Papier et livre	122,1	84,6	125,9	146,8	180,4	202,8	206,0	234,8	129,7	118,2	98,4	98,9	96,7	95,8	96,7	89,5
Tabacs	162,8	93,1	89,0	131,5	172,0	244,2	295,2	372,5	101,3	108,9	92,8	94,5	93,0	94,7	93,3	88,9
Caoutchouc	137,5	83,9	121,9	148,4	181,2	167,4	167,7	196,2	127,1	122,0	93,0	96,7	96,6	92,7	88,6	86,3
Industries alimentaires ...	95,6	75,6	74,3	96,0	97,2	92,7	100,3	113,1	143,3	125,5	101,4	96,7	94,0	100,5	91,7	83,5
Divers	96,6	86,1	85,6	94,8	110,8	85,9	86,8	101,9	112,8	112,7	84,2	85,1	87,6	106,5	102,5	101,6
Ensemble ...	101,8	94,4	109,4	125,7	135,3	131,8	134,7	150,3	115,9	115,7	92,8	96,6	101,5	105,8	98,3	94,8
									INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE ¹							
Ensemble ...									107,2	108,9	97,6	99,9	102,4	102,9	102,3	101,3

¹ Indices des termes de l'échange : $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale 1			France 1			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1951	0,9	0,7	- 0,2	1,1	1,0	- 0,1	1,1	2,0	+ 0,9
1952	1,1	1,0	- 0,1	1,0	0,7	- 0,3	1,4	1,6	+ 0,2
1953	1,2	0,9	- 0,3	1,1	0,7	- 0,4	1,4	1,7	+ 0,3
1954	1,4	0,9	- 0,5	1,3	0,9	- 0,4	1,4	2,0	+ 0,6
1955	1,6	1,4	- 0,2	1,5	1,1	- 0,4	1,6	2,4	+ 0,8
1956	2,0	1,3	- 0,7	1,6	1,4	- 0,2	1,8	2,9	+ 1,1
1957	2,2	1,3	- 0,9	1,7	1,5	- 0,2	2,0	3,0	+ 1,0
1958	2,2	1,5	- 0,7	1,5	1,3	- 0,2	2,1	2,6	+ 0,5
1959	2,3	1,8	- 0,5	1,8	1,2	- 0,6	2,3	2,9	+ 0,6
1960	2,8	2,5	- 0,3	2,2	1,6	- 0,6	2,5	3,3	+ 0,8
1959 4 ^e trimestre	2,5	2,2	- 0,3	2,1	1,5	- 0,6	2,7	3,2	+ 0,5
1960 1 ^{er} trimestre	2,7	2,4	- 0,3	2,2	1,5	- 0,7	2,4	3,3	+ 0,9
2 ^e trimestre	2,6	2,5	- 0,1	2,3	1,6	- 0,7	2,3	3,3	+ 1,0
3 ^e trimestre	2,9	2,5	- 0,4	2,1	1,5	- 0,6	2,5	3,1	+ 0,6
4 ^e trimestre	3,0	2,6	- 0,4	2,4	1,9	- 0,5	2,6	3,7	+ 1,1
1959 Octobre	2,5	2,2	- 0,3	2,1	1,4	- 0,7	2,8	3,2	+ 0,4
Novembre	2,3	2,1	- 0,2	1,9	1,4	- 0,5	2,7	2,9	+ 0,2
Décembre	2,6	2,3	- 0,3	2,2	1,6	- 0,6	2,5	3,4	+ 0,9
1960 Janvier	2,5	2,3	- 0,2	1,9	1,5	- 0,4	2,2	3,1	+ 0,9
Février	2,8	2,2	- 0,6	2,2	1,4	- 0,8	2,4	3,1	+ 0,7
Mars	2,8	2,7	- 0,1	2,5	1,6	- 0,9	2,6	3,7	+ 1,1
Avril	2,6	2,6	...	2,3	1,5	- 0,8	2,3	3,3	+ 1,0
Mai	2,7	2,5	- 0,2	2,3	1,7	- 0,6	2,3	3,4	+ 1,1
Juin	2,5	2,5	...	2,3	1,6	- 0,7	2,2	3,2	+ 1,0
Juillet	2,7	2,5	- 0,2	2,2	1,6	- 0,6	2,1	3,1	+ 1,0
Août	2,7	2,2	- 0,5	1,7	1,4	- 0,3	2,4	2,8	+ 0,4
Septembre	3,1	2,5	- 0,6	2,3	1,6	- 0,7	2,8	3,3	+ 0,5
Octobre	3,0	2,6	- 0,4	2,5	2,0	- 0,5	2,6	3,7	+ 1,1
Novembre	2,7	2,7	...	2,3	1,8	- 0,5	2,6	3,6	+ 1,0
Décembre	3,0	2,3	- 0,7	2,3	1,7	- 0,6	2,6	3,6	+ 1,0
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métropoles O.E.C.E. 2		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1951	0,2	0,2	...	3,3	3,9	+ 0,6	5,1	6,7	+ 1,6
1952	0,1	0,3	+ 0,2	3,6	3,6	...	5,3	6,3	+ 1,0
1953	0,2	0,3	+ 0,1	3,9	3,6	- 0,3	5,7	5,7	...
1954	0,2	0,3	+ 0,1	4,3	4,1	- 0,2	6,0	6,1	+ 0,1
1955	0,2	0,3	+ 0,1	4,9	5,2	+ 0,3	6,8	7,4	+ 0,6
1956	0,2	0,3	+ 0,1	5,6	5,9	+ 0,3	7,7	8,3	+ 0,6
1957	0,3	0,3	...	6,2	6,1	- 0,1	8,5	8,4	- 0,1
1958	0,3	0,3	...	6,1	5,7	- 0,4	8,0	7,9	- 0,1
1959	0,3	0,4	+ 0,1	6,7	6,3	- 0,4	8,9	8,7	- 0,2
1960	0,4	0,5	+ 0,1	7,9	7,9	...	10,4	10,8	+ 0,4
1959 4 ^e trimestre	0,4	0,4	...	7,6	7,3	- 0,3	10,1	9,9	- 0,2
1960 1 ^{er} trimestre	0,4	0,4	...	7,7	7,6	- 0,1	10,3	10,5	+ 0,2
2 ^e trimestre	0,4	0,5	+ 0,1	7,6	7,9	+ 0,3	9,9	10,7	+ 0,8
3 ^e trimestre	0,4	0,5	+ 0,1	7,9	7,6	- 0,3	10,2	10,2	...
4 ^e trimestre	0,4	0,5	+ 0,1	8,4	8,7	+ 0,3	11,0	11,8	+ 0,8
1959 Octobre	0,4	0,4	...	7,8	7,2	- 0,6	10,2	9,9	- 0,3
Novembre	0,3	0,4	+ 0,1	7,2	6,8	- 0,4	9,7	9,2	- 0,5
Décembre	0,4	0,4	...	7,7	7,7	...	10,1	10,4	+ 0,3
1960 Janvier	0,3	0,4	+ 0,1	6,9	7,3	+ 0,4	9,2	10,4	+ 1,2
Février	0,4	0,4	...	7,8	7,1	- 0,7	10,7	9,7	- 1,0
Mars	0,4	0,5	+ 0,1	8,3	8,5	+ 0,2	10,9	11,3	+ 0,4
Avril	0,4	0,4	...	7,6	7,8	+ 0,2	9,9	10,5	+ 0,6
Mai	0,5	0,5	...	7,8	8,1	+ 0,3	10,1	10,9	+ 0,8
Juin	0,4	0,5	+ 0,1	7,4	7,8	+ 0,4	9,7	10,6	+ 0,9
Juillet	0,4	0,5	+ 0,1	7,4	7,7	+ 0,3	9,4	10,4	+ 1,0
Août	0,4	0,4	...	7,2	6,8	- 0,4	9,4	9,3	- 0,1
Septembre	0,4	0,6	+ 0,2	8,6	8,0	- 0,6	11,1	10,5	- 0,6
Octobre	0,4	0,5	+ 0,1	8,5	8,8	+ 0,3	11,0	11,7	+ 0,7
Novembre	0,4	0,5	+ 0,1	8,0	8,6	+ 0,6	10,7	11,4	+ 0,7
Décembre	0,4	0,5	+ 0,1	8,3	8,1	- 0,2	10,8	11,3	+ 0,5

1 La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.

2 Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1951	1,7	0,9	- 0,8	0,9	1,1	+ 0,2	1,0	0,9	- 0,1
1952	1,5	0,8	- 0,7	0,8	1,1	+ 0,3	0,9	0,6	- 0,3
1953	1,0	1,0	...	0,9	0,7	- 0,2	1,0	0,6	- 0,4
1954	1,1	0,8	- 0,3	0,9	0,6	- 0,3	0,9	0,7	- 0,2
1955	1,3	1,0	- 0,3	1,0	0,7	- 0,3	1,1	0,8	- 0,3
1956	1,7	1,3	- 0,4	1,1	0,8	- 0,3	1,1	0,9	- 0,2
1957	1,8	1,1	- 0,7	1,2	0,7	- 0,5	1,2	0,9	- 0,3
1958	1,3	1,2	- 0,1	1,0	0,7	- 0,3	1,0	0,8	- 0,2
1959	1,4	1,8	+ 0,4	1,2	0,8	- 0,4	1,1	0,7	- 0,4
1960	1,6	1,5	- 0,1	1,2	0,9	- 0,3	1,0	0,8	- 0,2
1959 4 ^e trimestre	1,6	1,8	+ 0,2	1,3	0,9	- 0,4	1,0	0,7	- 0,3
1960 1 ^{er} trimestre	1,8	1,9	+ 0,1	1,2	0,9	- 0,3	1,1	0,8	- 0,3
2 ^e trimestre	1,6	1,4	- 0,2	1,2	0,9	- 0,3	0,9	0,8	- 0,1
3 ^e trimestre	1,5	1,3	- 0,2	1,1	0,8	- 0,3	0,9	0,7	- 0,2
4 ^e trimestre	1,6	1,3	- 0,3	1,3	1,0	- 0,3	0,9	0,9	...
1959 Octobre	1,3	1,7	+ 0,4	1,3	0,9	- 0,4	1,0	0,7	- 0,3
Novembre	1,5	1,8	+ 0,3	1,3	0,8	- 0,5	1,0	0,6	- 0,4
Décembre	2,0	2,0	...	1,2	1,1	- 0,1	1,1	0,7	- 0,4
1960 Janvier	2,1	1,9	- 0,2	1,2	0,9	- 0,3	1,1	0,8	- 0,3
Février	1,8	2,0	+ 0,2	1,2	0,8	- 0,4	1,0	0,8	- 0,2
Mars	1,5	1,8	+ 0,3	1,3	0,8	- 0,5	1,3	0,9	- 0,4
Avril	1,8	1,6	- 0,2	1,1	0,8	- 0,3	0,9	0,9	...
Mai	1,4	1,5	+ 0,1	1,3	0,9	- 0,4	1,0	0,7	- 0,3
Juin	1,8	1,3	- 0,5	1,2	0,8	- 0,4	0,8	0,8	...
Juillet	1,5	1,4	- 0,1	1,0	0,9	- 0,1	0,9	0,7	- 0,2
Août	1,4	1,1	- 0,3	1,0	0,7	- 0,3	0,9	0,7	- 0,2
Septembre	1,3	1,3	...	1,3	0,7	- 0,6	0,9	0,7	- 0,2
Octobre	1,5	1,4	- 0,1	1,3	0,9	- 0,4	0,8	0,9	+ 0,1
Novembre	1,6	1,1	- 0,5	1,3	1,0	- 0,3	1,0	0,8	- 0,2
Décembre	1,8	1,4	- 0,4	1,3	1,0	- 0,3	0,8	0,9	+ 0,1
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine ¹			Congo et Ruanda-Urundi			Europe orientale		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1951	0,8	0,8	...	0,8	0,5	- 0,3	0,3	0,4	+ 0,1
1952	0,7	0,6	- 0,1	0,8	0,6	- 0,2	0,2	0,4	+ 0,2
1953	0,8	0,4	- 0,4	0,8	0,6	- 0,2	0,2	0,4	+ 0,2
1954	0,8	0,5	- 0,3	0,8	0,5	- 0,3	0,3	0,4	+ 0,1
1955	0,6	0,5	- 0,1	1,0	0,6	- 0,4	0,4	0,4	...
1956	0,7	0,5	- 0,2	1,0	0,6	- 0,4	0,4	0,4	...
1957	0,7	0,8	+ 0,1	0,8	0,6	- 0,2	0,4	0,4	...
1958	0,6	0,8	+ 0,2	0,7	0,5	- 0,2	0,4	0,4	...
1959	0,6	0,7	+ 0,1	0,8	0,4	- 0,4	0,5	0,4	- 0,1
1960	0,7	0,7	...	1,1	0,3	- 0,8	0,5	0,6	+ 0,1
1959 4 ^e trimestre	0,7	0,8	+ 0,1	0,9	0,4	- 0,5	0,5	0,4	- 0,1
1960 1 ^{er} trimestre	0,7	0,8	+ 0,1	1,0	0,4	- 0,6	0,4	0,6	+ 0,2
2 ^e trimestre	0,8	0,6	- 0,2	1,0	0,4	- 0,6	0,4	0,6	+ 0,2
3 ^e trimestre	0,8	0,6	- 0,2	1,1	0,1	- 1,0	0,6	0,5	- 0,1
4 ^e trimestre	0,7	0,7	...	1,3	0,1	- 1,2	0,6	0,6	...
1959 Octobre	0,6	0,7	+ 0,1	0,8	0,4	- 0,4	0,5	0,4	- 0,1
Novembre	0,8	0,7	- 0,1	0,9	0,4	- 0,5	0,5	0,4	- 0,1
Décembre	0,7	0,8	+ 0,1	1,0	0,3	- 0,7	0,6	0,5	- 0,1
1960 Janvier	0,6	0,8	+ 0,2	1,0	0,4	- 0,6	0,4	0,5	+ 0,1
Février	0,7	0,7	...	1,1	0,3	- 0,8	0,4	0,5	+ 0,1
Mars	0,8	0,8	...	0,9	0,4	- 0,5	0,4	0,7	+ 0,3
Avril	0,8	0,7	- 0,1	0,8	0,4	- 0,4	0,4	0,5	+ 0,1
Mai	0,8	0,5	- 0,3	1,2	0,3	- 0,9	0,4	0,6	+ 0,2
Juin	0,8	0,7	- 0,1	1,1	0,4	- 0,7	0,5	0,7	+ 0,2
Juillet	0,8	0,7	- 0,1	1,1	0,3	- 0,8	0,5	0,6	+ 0,1
Août	0,9	0,5	- 0,4	0,9	0,1	- 0,8	0,6	0,5	- 0,1
Septembre	0,7	0,6	- 0,1	0,7	0,1	- 0,6	0,5	0,5	...
Octobre	0,7	0,7	...	1,2	0,1	- 1,1	0,6	0,5	- 0,1
Novembre	0,6	0,7	+ 0,1	1,4	0,1	- 1,3	0,5	0,6	+ 0,1
Décembre	0,6	0,6	...	1,0	0,2	- 0,8	0,5	0,6	+ 0,1

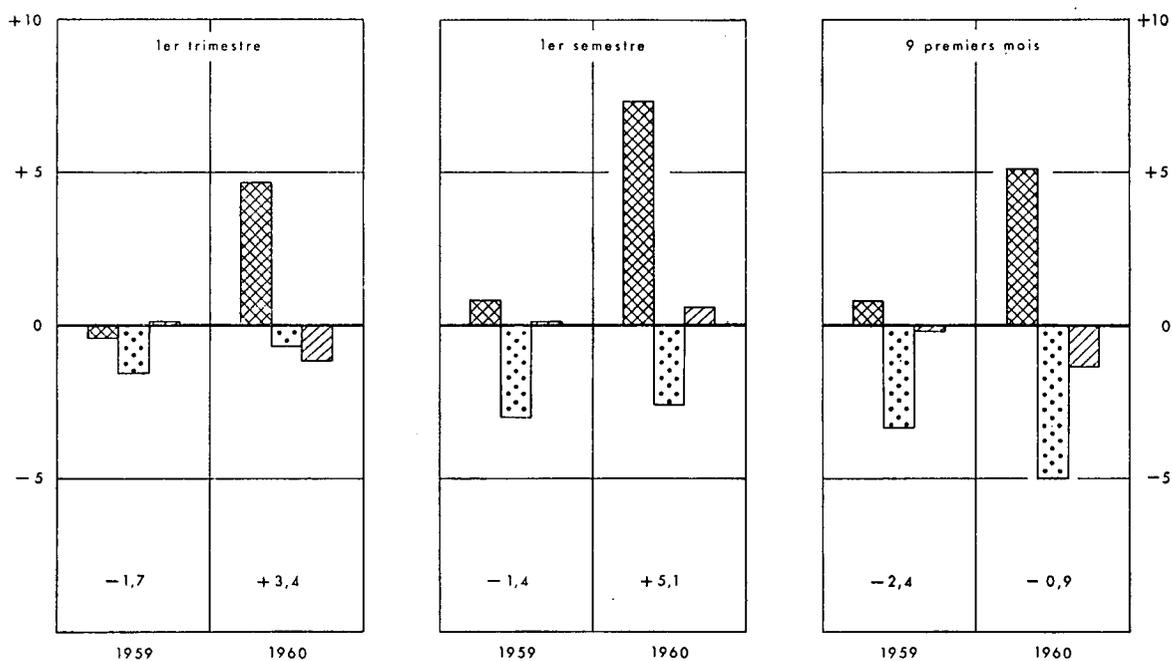
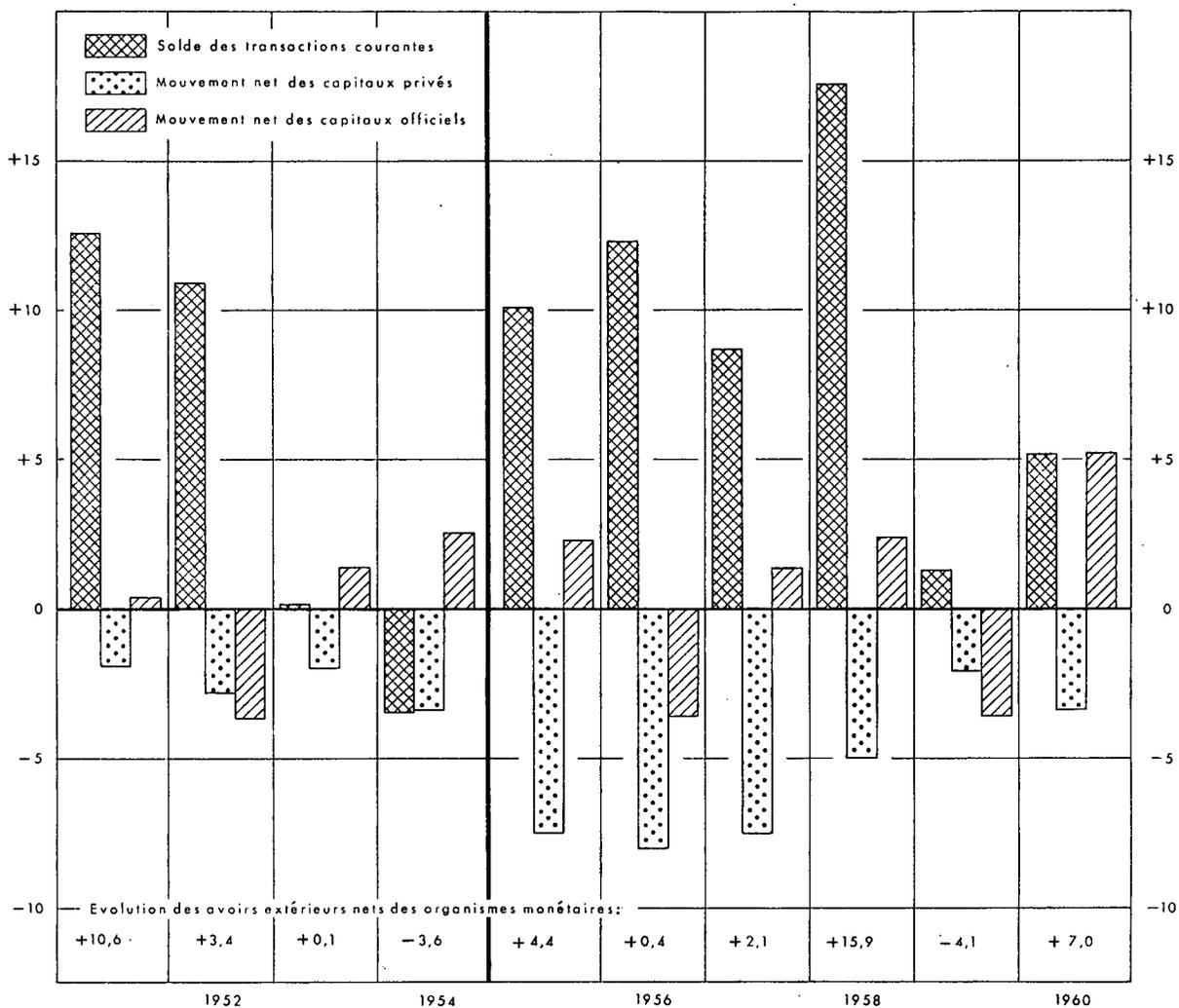
¹ Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : commerce extérieur (O.E.C.E.) — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — cfr. N. B. du tableau VIII - 2.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS

1. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'U.E.B.L. ¹

(milliards de francs)



¹ Les balances des années 1951 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

**IX - 1. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ¹**

Chiffres annuels

(milliards de francs)

Soldes (crédit moins débit)	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Exportations f.o.b.	124,2	110,5	97,1	101,1	123,3	140,1	141,8	133,0	138,4
Importations f.o.b. ²	106,6	99,4	93,8	107,0	121,8	139,1	143,2	132,1	142,6
1. Opérations sur marchandises :									
Export moins Import (f.o.b.)	+ 17,6	+ 11,1	- 1,7	- 5,9	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 4,2
Opérations d'arbitrage ...	+ 2,6	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6
Travail à façon	+ 1,3	+ 3,1	+ 2,1	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8
Or non monétaire .....	...	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,6
Total ...	+ 21,5	+ 15,2	+ 1,9	- 2,6	+ 4,8	+ 4,7	- 2,3	+ 4,5	- 2,4
2. Transactions invisibles :									
Transports ²	- 7,9	- 4,6	- 2,3	- 2,7	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5
Primes et indemnités d'assurances	- 0,2	- 0,2	...	- 0,1	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,7
Déplacements à l'étranger Ouvriers frontaliers et travailleurs étrangers .	+ 1,3	+ 0,7	+ 0,7	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,8	+ 2,2	+ 3,2	+ 1,4
Revenus d'investissements	+ 0,9	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1
Transactions gouverne- mentales non comprises ailleurs	- 0,3	+ 0,6	- 0,4	- 1,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 2,2
Divers	- 0,6	- 0,1	...	+ 1,1	+ 1,6	+ 2,1	+ 1,9	+ 2,6	+ 3,0
Total ...	- 8,9	- 4,3	- 1,7	- 0,9	+ 5,3	+ 7,6	+ 11,0	+ 13,1	+ 3,7
3. Total des transactions sur biens et services (3 = 1 + 2)	+ 12,6	+ 10,9	+ 0,2	- 3,5	+ 10,1	+ 12,3	+ 8,7	+ 17,6	+ 1,3
4. Donations :									
Donations privées	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,3	+ 1,1	+ 3,1
Dons gouvernementaux .	+ 1,1	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,8
Total ...	+ 1,7	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,7	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,3	+ 1,1	+ 2,3
5. Mouvement des capitaux privés belgo-luxembourgeois et étrangers :									
Papier commercial .....	...	- 1,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,2
Autres capitaux	- 1,9	- 1,5	- 2,4	- 3,9	- 7,0	- 9,0	- 6,6	- 4,9	- 0,9
Total ...	- 1,9	- 2,8	- 2,0	- 3,4	- 7,5	- 8,0	- 7,5	- 5,0	- 2,1
6. Mouvement des capitaux officiels :									
Capitaux à long terme ...	- 0,5	- 0,7	+ 0,9	+ 3,2	+ 1,8	- 2,0	+ 0,2	- 0,7	- 5,3
Capitaux à court terme .	+ 0,9	- 3,0	+ 0,5	- 0,6	+ 0,5	- 1,6	+ 1,2	+ 3,1	+ 1,7
Total ...	+ 0,4	- 3,7	+ 1,4	+ 2,6	+ 2,3	- 3,6	+ 1,4	+ 2,4	- 3,6
7. Opérations non déterminées	—	—	—	—	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 1,9
8. Erreurs et omissions	- 2,2	- 1,6	+ 0,1	...	...	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	- 0,1
9. Total correspondant au mouvement des avoirs ex- térieurs nets des organis- mes monétaires (9 = 3 à 8)	+ 10,6	+ 3,4	+ 0,1	- 3,6	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 15,9	- 4,1
dont : engagements en- vers les sociétés congolaises	n.d.	n.d.	- 0,9	- 1,1	- 1,6	+ 1,6	+ 0,1	...	- 1,3

¹ Les balances des paiements pour les années 1951 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes, principalement pour les deux raisons ci-après : 1° A partir de 1955, on a considéré comme « Opérations non déterminées » des dépenses qui semblent avoir trait surtout à des opérations sur marchandises, à des déplacements à l'étranger et au mouvement des capitaux privés, mais dont la ventilation entre ces différentes rubriques ne peut être faite. — 2° A partir de 1955, les dépenses pour frais de transport et d'assurance sur importations de marchandises ont pu être calculées d'une façon plus précise.

² Les dépenses de transport autres que celles afférentes à l'importation de marchandises sont comprises dans les importations f.o.b.

**IX - 2. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres trimestriels et semestriels

(milliards de francs)

Soldes (crédit moins débit)	1959			1960		1959	1960
	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	1 ^{er} semestre	1 ^{er} semestre
1. Transactions sur biens et services et donations privées	+ 2,2	+ 0,8	+ 1,2	+ 5,9	+ 3,4	+ 2,4	+ 9,3
2. Dons gouvernementaux	- 0,3	- 0,2	- 0,3	- 1,2	- 0,5	- 0,3	- 1,7
3. Mouvement des capitaux privés belgo-luxembourgeois et étrangers	- 1,4	- 0,3	+ 1,2	- 0,7	- 1,9	- 3,0	- 2,6
4. Mouvement des capitaux officiels .....	...	- 0,3	- 3,4	- 1,2	+ 1,8	+ 0,1	+ 0,6
5. Opérations non déterminées et erreurs et omissions	- 0,2	- 1,0	- 0,4	+ 0,6	- 1,1	- 0,6	- 0,5
6. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 0,3	- 1,0	- 1,7	+ 3,4	+ 1,7	- 1,4	+ 5,1

**IX - 3. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE
AVEC LE CONGO ET LE RUANDA-URUNDI**

Chiffres annuels

(milliards de francs)

Soldes (crédit moins débit)	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
1. Opérations sur marchandises	- 0,3	+ 2,7	+ 2,7	+ 1,5	+ 0,9	+ 0,7	+ 2,1	+ 1,7	...
2. Transactions invisibles ...	+ 3,3	+ 4,0	+ 4,9	+ 6,8	+ 8,7	+ 11,3	+ 11,3	+ 10,1	+ 10,4
3. Total des transactions sur biens et services (3 = 1 + 2)	+ 3,0	+ 6,7	+ 7,6	+ 8,3	+ 9,6	+ 12,0	+ 13,4	+ 11,8	+ 10,4
4. Donations :									
Donations privées	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,6	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,3	+ 3,4
Dons gouvernementaux ..	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,5
Total ...	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,6	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,3	+ 2,9
5. Mouvement des capitaux privés belgo-luxembourgeois et étrangers :									
Papier commercial .....	...	...	+ 0,9	+ 0,7	- 1,0	+ 1,1	- 1,1	+ 0,5	- 0,9
Autres capitaux	- 0,6	- 0,7	+ 0,4	- 1,3	- 2,4	- 1,2	+ 0,1	- 3,7	+ 4,2
Total ...	- 0,6	- 0,7	+ 1,3	- 0,6	- 3,4	- 0,1	- 1,0	- 3,2	+ 3,3
6. Mouvement des capitaux officiels	+ 1,9	- 2,5	- 3,1	+ 0,2	- 0,3	- 2,3	- 3,6	- 0,1	- 4,5
7. Règlements multilatéraux .	- 3,5	- 2,0	- 6,8	- 9,4	- 8,3	- 9,6	- 9,3	- 10,5	- 13,6
8. Erreurs et omissions	- 2,3	- 2,4	...	...	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,1	...	...
9. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	- 0,9	- 0,5	- 0,6	- 1,0	- 1,7	+ 1,1	+ 0,8	- 0,7	- 1,5

**IX - 4. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE
AVEC LES PAYS AUTRES QUE LE CONGO ET LE RUANDA-URUNDI ¹**

Chiffres annuels
(milliards de francs)

Soldes (crédit moins débit)	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
1. Opérations sur marchandises ²	+21,8	+12,5	- 0,8	- 4,1	+ 3,9	+ 4,0	- 4,4	+ 2,8	- 2,4
2. Transactions invisibles ...	-12,2	- 8,3	- 6,6	- 7,7	- 3,4	- 3,7	- 0,3	+ 3,0	- 6,7
3. Total des transactions sur biens et services (3 = 1 + 2)	+ 9,6	+ 4,2	- 7,4	-11,8	+ 0,5	+ 0,3	- 4,7	+ 5,8	- 9,1
4. Donations :									
Donations privées .....	...	- 0,2	- 0,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	- 0,2	- 0,3
Dons gouvernementaux ..	+ 1,1	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,3
Total ...	+ 1,1	+ 0,2	...	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	- 0,2	- 0,6
5. Mouvement des capitaux privés belgo-luxembourgeois et étrangers									
Papier commercial .....	...	- 1,3	- 0,5	- 0,2	+ 0,5	- 0,1	+ 0,2	- 0,6	- 0,3
Autres capitaux	- 1,3	- 0,8	- 2,8	- 2,6	- 4,6	- 7,8	- 6,7	- 1,2	- 5,1
Total ...	- 1,3	- 2,1	- 3,3	- 2,8	- 4,1	- 7,9	- 6,5	- 1,8	- 5,4
6. Mouvement des capitaux officiels	- 1,5	- 1,2	+ 4,5	+ 2,4	+ 2,6	- 1,3	+ 5,0	+ 2,5	+ 0,9
7. Règlements multilatéraux ..	+ 3,5	+ 2,0	+ 6,8	+ 9,4	+ 8,3	+ 9,6	+ 9,3	+10,5	+13,6
8. Opérations non déterminées et erreurs et omissions ...	+ 0,1	+ 0,8	+ 0,1	...	- 1,4	- 1,5	- 1,9	- 0,2	- 2,0
9. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+11,5	+ 3,9	+ 0,7	- 2,6	+ 6,1	- 0,7	+ 1,3	+16,6	- 2,6

¹ Les balances des paiements pour les années 1951 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes, principalement pour les deux raisons ci-après : 1^o A partir de 1955, on a considéré comme « Opérations non déterminées » des dépenses qui semblent avoir trait surtout à des opérations sur marchandises, à des déplacements à l'étranger et au mouvement des capitaux privés, mais dont la ventilation entre ces différentes rubriques ne peut être faite. — 2^o A partir de 1955, les dépenses pour frais de transport et d'assurance sur importations de marchandises ont pu être calculées d'une façon plus précise.

² Exportations moins importations (f.o.b.). Les dépenses de transport autres que celles afférentes à l'importation de marchandises sont comprises dans les importations f.o.b.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : voir XXXVe année, vol. I, n^o 6, page 305 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1959 ». — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *L'économie belge en 1959* (M.A.E.). — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Cahiers économiques de Bruxelles* (D.U.L.B.E.A.). — *Bulletin statistique* (O.E.C.E.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.).

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Moyennes journalières	1 \$ U.S.A.	100 fr. français ou 1 NF	1 Livre Sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 Deutsche Mark	100 liras italien.	1 Cour. suéd.	1 Cour. norv.	1 Cour. dan.	1 \$ canadien		100 escudos	100 schillings autrich.
											câble	courrier		
1951	50,34	14,27	140,14 ¹	—	11,55	—	—	—	—	—	47,76	—	—	
1952	50,29	14,27	139,86	—	11,45	—	—	—	—	—	51,38	173,98 ¹	—	
1953	49,96	14,27	140,14	13,19 ¹	11,47	11,97 ¹	—	9,67 ¹	6,99 ¹	7,24 ¹	50,81	174,04	—	
1954	50,05	14,27	140,05	13,18	11,46	11,94	—	9,64	7,00	7,21	51,44	174,04	—	
1955	50,23	14,27	139,56	13,15	11,41	11,89	7,97 ¹	9,64	6,98	7,21	50,94	174,04	—	
1956	49,92	14,19	139,48	13,11	11,41	11,91	7,96	9,63	6,98	7,21	50,73	174,03	—	
1957	50,24	{ 14,27 ² 11,89 ³	140,29	13,18	11,46	11,96	8,01	9,69	7,02	7,24	52,400 ⁵	52,396 ⁵	174,02	193,10 ¹
1958	49,89	11,84 ⁴	139,41	13,17	11,40	11,90	7,99	9,63	6,97	7,21	51,397	51,395	174,04	192,21
1959	49,96	10,19	140,33	13,24	11,56	11,96	8,05	9,66	7,01	7,25	52,110	52,108	174,98	193,14
1960	49,86	10,17	139,98	13,22	11,54	11,96	8,03	9,65	6,99	7,23	51,427	51,425	174,41	192,11
1960 1 ^{er} trimestre ..	49,88	10,16	139,81	13,22	11,51	11,96	8,03	9,63	6,98	7,22	52,401	52,398	174,24	191,89
2 ^e trimestre ..	49,85	10,17	139,89	13,22	11,53	11,96	8,03	9,65	6,99	7,23	51,180	51,178	174,30	191,66
3 ^e trimestre ..	49,97	10,20	140,44	13,25	11,60	11,98	8,05	9,69	7,01	7,26	51,324	51,323	174,97	193,35
4 ^e trimestre ..	49,73	10,14	139,76	13,18	11,55	11,92	8,01	9,62	6,97	7,22	50,776	50,774	174,11	191,49
1961 1 ^{er} trimestre ..	49,87	10,18	139,70	{ 13,19 ⁶ 13,86 ⁷	11,56	{ 11,95 ⁸ 12,56 ⁷	8,02	9,65	6,98	7,22	50,373	50,373	174,12	191,53
1960 Janvier	49,90	10,16	139,72	13,23	11,54	11,97	8,04	9,63	6,98	7,22	52,361	52,356	174,14	192,01
Février	49,87	10,16	139,80	13,22	11,50	11,96	8,03	9,63	6,98	7,22	52,397	52,396	174,23	191,83
Mars	49,87	10,16	139,91	13,22	11,50	11,96	8,03	9,63	6,99	7,23	52,446	52,443	174,34	191,82
Avril	49,84	10,16	140,02	13,22	11,49	11,95	8,03	9,65	7,00	7,23	51,771	51,768	174,46	191,53
Mai	49,86	10,17	139,91	13,22	11,53	11,96	8,03	9,64	6,99	7,22	51,012	51,011	174,33	191,48
Juin	49,86	10,17	139,74	13,22	11,56	11,96	8,03	9,66	6,98	7,23	50,757	50,755	174,12	191,97
Juillet	49,88	10,18	140,08	13,23	11,57	11,96	8,04	9,66	6,99	7,24	50,959	50,959	174,49	192,62
Août	50,10	10,22	140,79	13,28	11,63	12,02	8,07	9,72	7,03	7,27	51,656	51,656	175,44	194,09
Septembre ...	49,93	10,19	140,45	13,24	11,59	11,97	8,05	9,68	7,01	7,26	51,358	51,354	174,98	193,34
Octobre	49,84	10,16	140,10	13,22	11,57	11,95	8,03	9,65	6,99	7,24	50,918	50,916	174,53	192,29
Novembre ...	49,67	10,13	139,74	13,16	11,53	11,91	8,00	9,61	6,97	7,21	50,857	50,856	174,08	191,09
Décembre	49,67	10,13	139,43	13,17	11,54	11,91	8,00	9,60	6,96	7,21	50,552	50,550	173,71	191,09
1961 Janvier	49,80	10,16	139,75	13,20	11,56	11,94	8,02	9,63	6,97	7,22	50,132	50,134	174,11	191,37
Février	49,93	10,19	139,81	13,18	11,56	11,97	8,03	9,66	6,98	7,23	50,454	50,451	174,05	191,64
Mars	49,89	10,18	139,54	{ 13,16 ⁶ 13,86 ⁷	11,55	{ 11,99 ⁸ 12,56 ⁷	8,02	9,66	6,98	7,22	50,534	50,534	174,19	191,59

¹ Moyenne calculée depuis la date de cotation jusqu'au 31 décembre.

² Moyenne du 1^{er} janvier au 10 août 1957.

³ Moyenne du 11 août au 31 décembre 1957.

⁴ Moyenne du 1^{er} janvier au 28 décembre 1958.

⁵ Moyenne du 25 mars au 31 décembre 1957.

⁶ Moyenne du 1^{er} au 8 mars 1961.

⁷ Moyenne du 9 au 30 mars 1961.

⁸ Moyenne du 1^{er} janvier au 8 mars 1961.

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

XI. — FINANCES PUBLIQUES

1. — SITUATION DE TRESORERIE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Exécution du budget ordinaire			Exécution du budget extraordinaire			Solde budgétaire global	Financement du solde budgétaire				
	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde		Emprunts consolidés intérieurs	Dettes flottantes intérieures	Emprunts consolidés et dettes flottantes extérieures	Fonds de tiers	Encaissement — diminution +
1957	88,0	95,8	+ 7,8	15,3	0,3	-15,0	- 7,2	+ 7,9	- 1,1	+ 3,4	- 2,1	- 0,9
1958	101,4	94,3	- 7,1	18,0	0,4	-17,6	-24,7	+10,7	+12,8	+ 3,9	- 1,7	- 1,0
1959	108,4	100,2	- 8,2	17,7	0,2	-17,5	-25,7	+20,3	- 0,6	+ 5,2	- 1,0	+ 1,4
1960	111,2	108,1	- 3,1	23,7	0,3	-23,4	-26,5	+27,1	- 9,4	+10,6	- 0,2	+ 1,6
1959 3 prem. mois	29,4	23,4	- 6,0	3,6	...	- 3,6	- 9,6	+ 8,0	+ 0,5	+ 1,2	- 0,3	+ 0,1
6 prem. mois	55,0	47,2	- 7,8	8,5	0,1	- 8,4	-16,2	+12,0	- 0,9	+ 3,7	+ 0,8	+ 0,6
9 prem. mois	80,4	74,3	- 6,1	14,9	0,1	-14,8	-20,9	+20,1	- 5,7	+ 5,5	- 0,4	+ 1,4
1960 3 prem. mois	30,0	25,7	- 4,3	5,6	0,1	- 5,5	- 9,8	+12,7	- 2,9	- 0,8	+ 0,8	...
6 prem. mois	58,3	51,4	- 6,9	11,8	0,1	-11,7	-18,6	+20,4	- 4,6	+ 2,6	+ 1,6	- 1,4
9 prem. mois	84,0	81,9	- 2,1	17,5	0,2	-17,3	-19,4	+20,4	- 4,3	+ 3,9	+ 0,5	- 1,1
1959 Octobre	10,1	8,3	- 1,8	1,6	...	- 1,6	- 3,4	+ 0,1	+ 4,7	+ 0,6	- 1,7	+ 0,9
Novembre	7,2	7,3	+ 0,1	...	0,1	+ 0,1	+ 0,2	...	- 0,3	...	+ 0,7	- 0,6
Décembre	10,7	10,3	- 0,4	1,2	...	- 1,2	- 1,6	+ 0,1	+ 1,1	+ 0,3	+ 0,4	- 0,3
1960 Janvier	10,4	10,1	- 0,3	1,7	...	- 1,7	- 2,0	...	+ 1,0	- 0,2	+ 0,5	+ 0,7
Février	10,4	7,3	- 3,1	2,0	0,1	- 1,9	- 5,0	+12,7	- 5,6	- 0,5	- 0,8	- 0,8
Mars	9,2	8,3	- 0,9	1,9	...	- 1,9	- 2,8	...	+ 1,7	- 0,1	+ 1,1	+ 0,1
Avril	10,5	7,8	- 2,7	2,7	...	- 2,7	- 5,4	+ 3,3	+ 2,7	+ 0,7	- 1,5	+ 0,2
Mai	7,9	8,5	+ 0,6	2,0	...	- 2,0	- 1,4	+ 4,3	- 3,4	+ 1,3	+ 0,5	- 1,3
Juin	9,9	9,4	- 0,5	1,5	...	- 1,5	- 2,0	+ 0,1	- 1,0	+ 1,4	+ 1,8	- 0,3
Juillet	9,1	12,5	+ 3,4	2,1	...	- 2,1	+ 1,3	...	- 0,3	- 0,4	- 1,2	+ 0,6
Août	8,0	8,6	+ 0,6	1,6	0,1	- 1,5	- 0,9	...	+ 1,1	+ 0,3	- 0,4	- 0,1
Septembre	8,6	9,4	+ 0,8	2,0	...	- 2,0	- 1,2	...	- 0,5	+ 1,4	+ 0,5	- 0,2
Octobre	8,5	8,3	- 0,2	1,8	...	- 1,8	- 2,0	...	+ 2,1	+ 1,6	- 2,2	+ 0,5
Novembre	8,0	8,2	+ 0,2	1,2	...	- 1,2	- 1,0	+ 2,6	- 3,5	+ 1,3	+ 0,6	...
Décembre	10,7	9,7	- 1,0	3,2	0,1	- 3,1	- 4,1	+ 4,1	- 3,7	+ 3,8	+ 0,9	- 1,0

¹ Les chiffres de ce tableau ne correspondent pas aux chiffres comptabilisés dans la situation de trésorerie officielle qui est communiquée au Parlement. En effet, toutes les opérations en comptabilité ne donnent pas lieu simultanément à des mouvements de fonds. Par exemple, l'imputation budgétaire d'un virement au budget pour ordre ne provoque au moment de l'opération aucun décaissement. Les chiffres fournis dans le présent tableau représentent les dépenses et les recettes effectivement faites. Les chiffres comptables concernant l'exécution des budgets sont publiés chaque mois au *Moniteur belge* sous forme d'un tableau intitulé « Aperçu de l'exécution des budgets », émanant de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

XI - 2. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

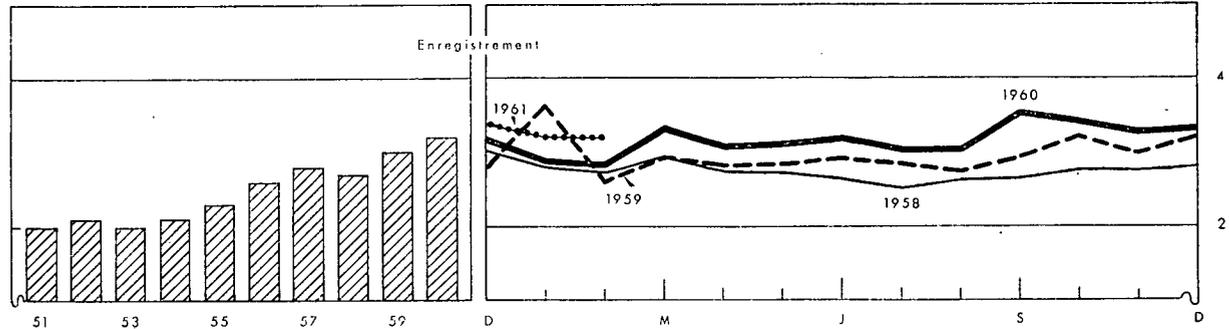
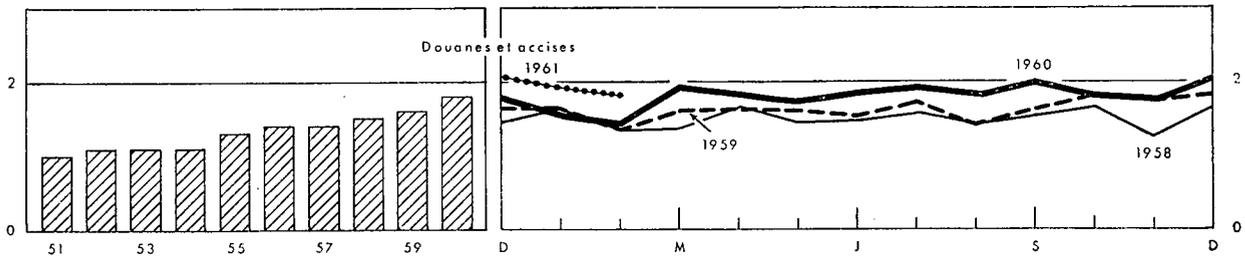
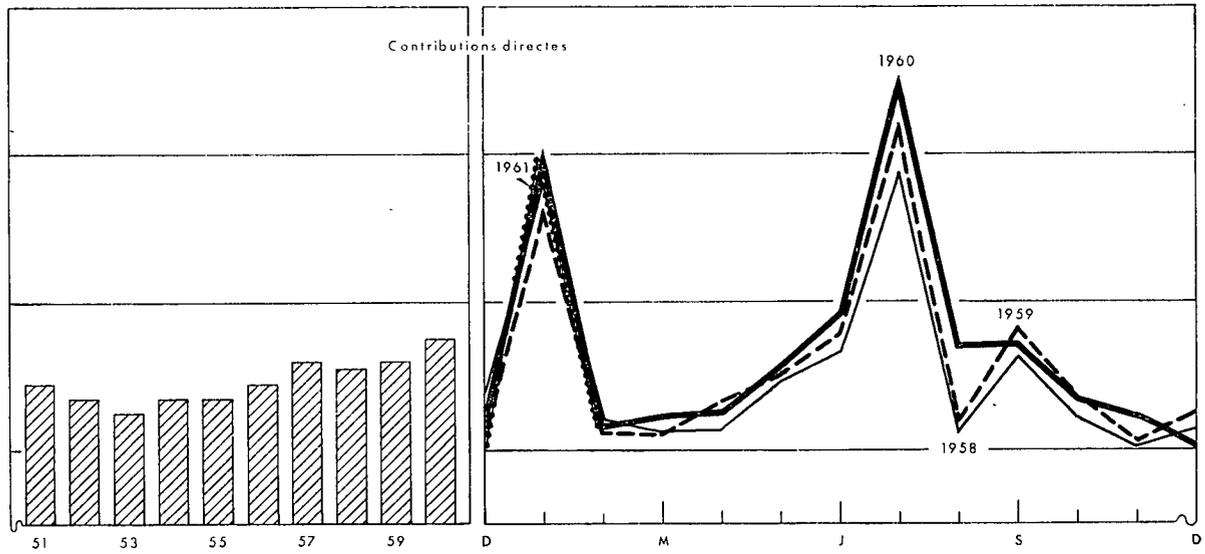
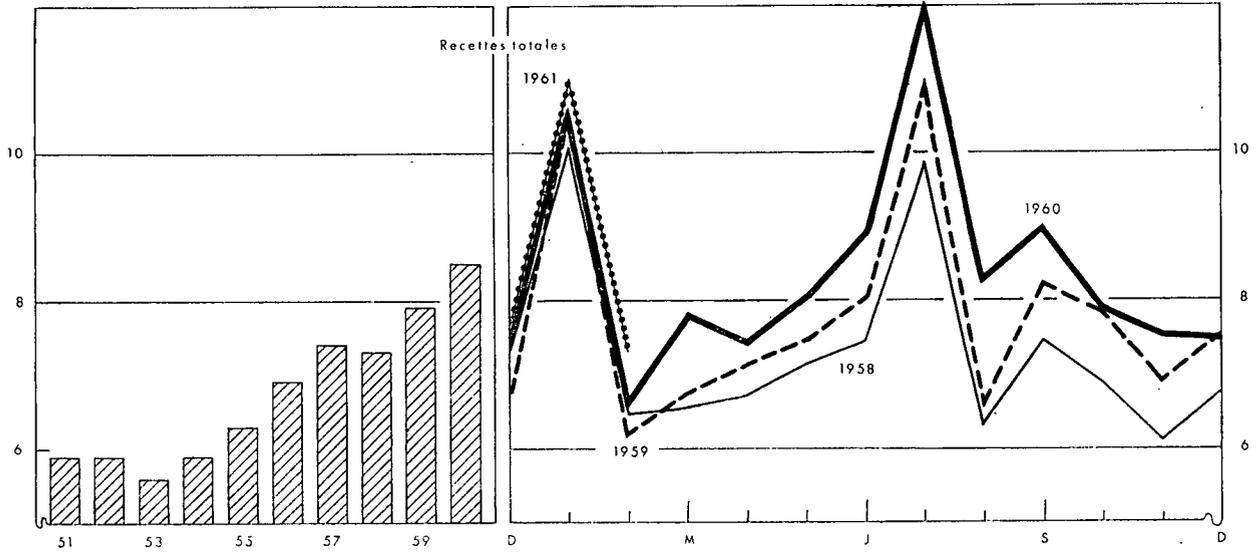
Moyennes mensuelles	Contributions directes ²	Douanes et accises	Enregistrement ³	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1951	2,9	1,0	2,0	5,9	0,55
1952	2,7	1,1	2,1	5,9	0,32
1953	2,5	1,1	2,0	5,6	0,26
1954	2,7	1,1	2,1	5,9	0,28
1955	2,7	1,3	2,3	6,3	0,33
1956	2,9	1,4	2,6	6,9	0,41
1957	3,2	1,4	2,8	7,4	0,41
1958	3,1	1,5	2,7	7,3	0,36
1959	3,2	1,6	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,35
1959 3 premiers mois	3,2	1,5	3,1	7,8	0,31
6 premiers mois	3,2	1,6	2,9	7,7	0,20
9 premiers mois	3,5	1,6	2,9	8,0	0,51
1960 3 premiers mois	3,6	1,7	3,0	8,3	0,53
6 premiers mois	3,4	1,8	3,1	8,3	0,32
9 premiers mois	3,8	1,8	3,1	8,7	0,67
1959 Décembre	2,5	1,8	3,2	7,5	0,12
1960 Janvier	6,1	1,6	2,9	10,6	1,52
Février	2,3	1,5	2,9	6,7	0,02
Mars	2,5	2,0	3,3	7,8	0,04
Avril	2,5	1,9	3,1	7,5	0,08
Mai	3,2	1,8	3,1	8,1	0,02
Juin	3,9	1,8	3,2	8,9	0,23
Juillet	7,0	2,0	3,1	12,1	4,09
Août	3,4	1,8	3,1	8,3	0,01
Septembre	3,4	2,0	3,6	9,0	0,01
Octobre	2,7	1,8	3,4	7,9	0,03
Novembre	2,5	1,8	3,3	7,6	0,01
Décembre	2,0	2,1	3,4	7,5	0,05
1961 Janvier	5,9	1,9	3,2	11,0	1,10
Février	2,3	1,8	3,2	7,3	0,02

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

³ La taxe de transmission a été portée le 16 juillet 1955 de 4,5 p.c. à 5 p.c. (loi du 13 juillet 1955 - *Moniteur belge* du 14 juillet 1955, p. 1).

XI - 2. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE
(milliards de francs)



XI - 3. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.

B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total	
	A	B	A	B	A	B	A	B
1951	34,6	+ 8,1	12,5	+ 0,9	23,3	+ 3,2	70,4	+12,2
1952	31,7	+ 2,6	13,7	+ 1,0	24,8	+ 2,5	70,2	+ 6,1
1953	32,7	- 1,5	13,2	+ 0,3	24,0	- 0,1	69,9	- 1,3
1954	30,3	- 3,4	13,4	+ 0,4	24,7	- 0,6	68,4	- 3,6
1955	32,2	- 1,6	15,7	+ 0,6	28,0	+ 2,6	75,9	+ 1,6
1956	35,0	+ 2,8	16,6	+ 1,0	31,4	+ 1,7	83,0	+ 5,5
1957	38,5	+ 3,9	17,6	+ 1,0	33,2	+ 1,8	89,3	+ 6,7
1958	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4
1959 6 premiers mois ...	14,0	- 0,2	9,0	- 0,5	17,8	- 0,5	40,8	- 1,2
9 premiers mois ...	26,4	...	13,7	- 0,9	26,5	- 0,3	66,6	- 1,2
12 premiers mois ...	33,8	+ 0,4	19,2	- 0,6	35,9	+ 0,2	88,9	...
1960 6 premiers mois ...	14,8	+ 0,5	10,1	- 0,6	18,5	- 0,4	43,5	- 0,5
9 premiers mois ...	28,6	+ 1,2	15,9	- 0,6	28,3	...	72,8	+ 0,6
12 premiers mois ...	35,9	+ 1,0	21,6	- 0,9	38,4	- 0,1	95,9	...
Exercice 1960 {								
1960 Février	1,3	...	1,4	- 0,3	2,9	...	5,6	- 0,3
Mars	1,8	+ 0,2	2,0	+ 0,1	3,3	...	7,1	+ 0,3
Avril	2,5	...	1,9	- 0,1	3,1	- 0,1	7,5	- 0,2
Mai	3,2	+ 0,1	1,8	- 0,1	3,1	...	8,1	...
Juin	3,9	+ 0,2	1,8	...	3,2	...	8,9	+ 0,2
Juillet	7,0	+ 0,3	2,0	...	3,1	...	12,1	+ 0,3
Août	3,4	+ 0,4	1,8	...	3,1	+ 0,1	8,3	+ 0,5
Septembre	3,4	...	2,0	...	3,6	+ 0,3	9,0	+ 0,3
Octobre	2,7	+ 0,1	1,8	- 0,2	3,4	...	7,9	- 0,1
Novembre	2,5	+ 0,1	1,8	...	3,3	...	7,6	+ 0,1
Décembre	2,0	- 0,4	2,1	...	3,4	- 0,1	7,5	- 0,5
1961 Janvier	3,7	- 0,1	0,4	...	...	...	4,1	- 0,1
Février	1,0	- 0,1	...	...	...	...	1,0	- 0,1
Ex. 1961 {								
1961 Janvier	2,2	- 0,1	1,4	+ 0,1	3,2	- 0,5	6,8	- 0,5
Février	1,3	- 0,1	1,8	+ 0,2	3,2	- 0,3	6,3	- 0,2

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 4. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1960 ²		Exercice 1960 : janv. 1960		Exercice 1961 : janv. 1961	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	39,6	38,7	2,2	2,2	2,2	2,3
contribution foncière	0,5	0,5	...	...	...	...
taxe mobilière	4,0	3,4	0,1	0,1	...	0,1
taxe professionnelle ³	25,7	24,9	0,2	0,2	0,2	0,2
impôt complémentaire personnel ...	3,8	3,7	...	...	...	...
contribution nationale de crise	2,1	1,9	...	...	...	...
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	2,7	2,7	1,8	1,8	1,9	1,9
divers ⁴	0,8	1,6	0,1	0,1	0,1	0,1
II. Douanes et accises	22,0	22,9	1,2	1,4	1,4	1,3
dont : douanes	6,0	5,7	0,4	0,4	0,4	0,5
accises	14,9	17,0	0,7	1,0	0,9	0,8
taxes spéciales de consommat.	0,8	...	...	...	...	...
III. Enregistrement	38,4	38,6	2,9	3,2	3,2	3,7
dont : enregistrement	4,0	3,9	0,3	0,3	0,3	0,3
successions	2,0	2,4	0,2	0,2	0,1	0,1
timbre et taxes assimilées ...	32,0	31,9	2,3	2,7	2,6	3,2
Total ...	100,0	100,2	6,3	6,8	6,8	7,3
Différence par rapport aux éval. budgét.		- 0,2		- 0,5		- 0,5

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux et les recettes d'impôts d'assainissement monétaire.

² L'exercice 1960 commencé le 1^{er} janvier 1960 se clôturera le 31 mars 1961. Non compris les sommes attribuées au Congo et au Ruanda-Urundi.

³ Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

⁴ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos.

N. B. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

— Les statistiques concernant la situation de la Dette publique sont rangées au chapitre XVII.

— Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 4. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1960 ²		Exercice 1960 : févr. 1960		Exercice 1961 : févr. 1961	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	40,6	39,8	1,3	1,3	1,3	1,4
contribution foncière	0,5	0,5	...	...	...	...
taxe mobilière	4,2	3,5	0,1	0,1	0,1	0,1
taxe professionnelle ³	26,6	25,8	0,9	0,9	0,9	1,0
impôt complémentaire personnel ...	3,9	3,8	0,1	0,1	0,1	0,1
contribution nationale de crise	2,2	1,9	...	...	...	...
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	2,7	2,7	0,1	0,1	0,2	0,2
divers ⁴	0,5	1,6	...	0,1	...	...
II. Douanes et accises	22,0	22,9	1,4	1,7	1,8	1,6
dont : douanes	6,0	5,7	0,5	0,4	0,5	0,5
accises	14,9	} 17,0	0,9	} 1,3	1,1	} 1,1
taxes spéciales de consommat.	0,8		0,1		0,1	
III. Enregistrement	38,4	38,6	2,9	2,9	3,2	3,5
dont : enregistrement	4,0	3,9	0,3	0,3	0,3	0,3
successions	2,0	2,4	0,1	0,2	0,1	0,1
timbre et taxes assimilées ...	32,0	31,9	2,4	2,4	2,7	3,1
Total ...	101,0	101,3	5,6	5,9	6,3	6,5
Différence par rapport aux éval. budgét.	— 0,3		— 0,3		— 0,2	

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux et les recettes d'impôts d'assainissement monétaire.

² L'exercice 1960 commencé le 1^{er} janvier 1960 se clôturera le 31 mars 1961. Non compris les sommes attribuées au Congo et au Ruanda-Urundi.

³ Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

⁴ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos.

N. B. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

— Les statistiques concernant la situation de la Dette publique sont rangées au chapitre XVII.

— Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge* (voir note 1 du tableau XI - 1). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXX^e année, vol. II, n^o 6, décembre 1960 : « Les budgets de 1960 et 1961 ».

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRÉS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi-monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi-monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires	Divers 2
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics	Total	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires			
		Dépôts 1 en francs belges	Dépôts en devises												
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)		
1954 Mars	176,9	21,1	1,4	0,1	199,5	49,8	116,7	—	1,7	118,4	37,4	45,1	- 2,2	+ 0,2	- 4,1
Juin	182,3	19,6	1,6	0,1	203,6	47,8	121,6	0,2	1,8	123,6	38,2	46,2	- 2,5	+ 1,0	- 4,5
Septembre	180,2	20,2	1,4	0,1	201,9	47,9	120,7	—	2,1	122,8	38,8	47,0	- 2,7	+ 0,8	- 5,7
Décembre	183,6	21,3	2,0	0,1	207,0	48,3	119,9	1,2	2,8	123,9	41,7	49,8	- 2,9	+ 1,0	- 5,0
1955 Mars	184,7	22,3	1,7	0,1	208,8	51,4	120,4	0,1	2,5	123,0	41,4	49,6	- 3,2	+ 1,3	- 5,1
Juin	187,6	22,4	1,7	0,1	211,8	50,8	121,1	0,9	3,3	125,3	43,0	50,1	- 3,4	+ 1,3	- 5,2
Septembre	187,4	22,2	2,0	0,1	211,7	52,4	120,9	1,4	4,1	126,4	41,4	49,5	- 3,5	+ 1,3	- 6,3
Décembre	192,5	23,4	2,4	0,1	218,4	54,7	122,3	0,7	5,0	128,0	44,4	52,0	- 3,8	+ 1,3	- 6,2
1956 Mars	191,0	24,5	2,4	0,1	218,0	57,5	121,8	0,7	4,1	126,6	43,4	52,0	- 4,0	+ 1,1	- 6,6
Juin	195,1	24,5	2,8	0,1	222,5	58,5	124,2	1,4	4,1	129,7	42,1	52,6	- 4,1	+ 1,4	- 5,1
Septembre	196,0	23,6	2,6	—	222,2	56,4	123,4	1,3	5,0	129,7	45,1	55,3	- 4,2	+ 1,4	- 6,2
Décembre	198,3	22,3	3,2	—	223,8	54,0	123,4	2,0	5,6	131,0	49,0	58,4	- 4,3	+ 1,2	- 7,0
1957 Mars	198,2	23,3	3,3	—	224,8	50,4	128,6	0,7	4,0	133,3	50,1	60,3	- 4,4	+ 1,2	- 5,8
Juin	201,9	21,9	3,3	—	227,1	51,5	127,5	1,8	4,2	133,5	50,9	61,0	- 4,4	+ 1,0	- 5,4
Septembre	194,4	22,1	3,9	—	220,4	49,3	124,3	1,2	4,2	129,7	50,9	60,0	- 4,5	+ 1,3	- 6,3
Décembre	198,0	23,4	3,2	0,2	224,8	55,9	121,8	1,7	4,3	127,8	52,3	61,5	- 4,9	+ 1,3	- 7,6
<i>Nouvelle série 3</i>															
1957 Décembre	198,0	23,4	3,2	0,2	224,8	56,1	121,6	1,7	1,8	125,1	52,3	61,5	- 4,9	+ 2,3	- 6,1
1958 Mars	197,0	25,4	3,0	0,4	225,8	60,2	122,5	0,4	2,0	124,9	48,8	60,2	- 5,3	+ 2,8	- 5,6
Juin	206,1	25,0	2,5	0,5	234,1	66,2	125,0	2,0	2,2	129,2	45,7	58,3	- 5,8	+ 3,0	- 4,2
Septembre 4	202,0	26,9	2,6	0,5	232,0	70,1	120,4	3,7	1,7	125,8	43,5	55,8	- 6,3	+ 3,6	- 4,7
Décembre	209,5	27,4	2,6	0,6	240,1	72,1	126,7	4,1	2,1	132,9	43,9	56,3	- 6,6	+ 4,1	- 6,3
1959 Mars	209,7	30,1	3,3	0,7	243,8	70,3	129,5	3,9	2,9	136,3	45,2	55,9	- 6,8	+ 4,4	- 5,6
Juin	214,1	29,2	3,1	0,6	247,0	69,7	129,6	5,0	3,9	138,5	44,8	55,8	- 6,9	+ 4,7	- 3,8
Septembre	209,6	30,9	3,1	0,6	244,2	71,2	128,0	2,0	4,0	134,0	45,1	55,9	- 6,9	+ 5,3	- 4,5
Décembre	216,3	31,5	4,3	0,5	252,6	70,7	132,4	4,6	4,0	141,0	48,1	59,6	- 6,9	+ 5,1	- 5,4
1960 Mars	212,5	36,1	4,8	0,5	253,9	72,8	133,6	2,0	4,3	139,9	48,5	60,1	- 6,9	+ 5,6	- 6,0
Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5	136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,2	- 7,0	+ 5,6	- 5,6
Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2	p67,4	p142,7	3,9	p3,7	p150,3	48,8	60,1	- 7,2	p+ 4,9	p- 8,0
Décembre	221,0	34,7	7,2	0,2	263,1	p76,0	p135,8	5,8	p4,8	p146,4	52,8	65,4	- 7,6	p+ 4,6	p- 9,1

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

2 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire et de la C.N.C.P., des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre.

3 A partir de décembre 1957, l'adoption d'une ventilation plus détaillée des créances des organismes monétaires sur les pouvoirs publics a entraîné une modification des rubriques suivantes : « Avoirs extérieurs nets » ; « Créances sur l'Etat » ; « Créances sur les autres pouvoirs publics » ; « Total des créances sur les pouvoirs publics » ; « Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires » et « Divers ».

4 Depuis septembre 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques ne sont plus compris dans la rubrique « Stock monétaire », mais dans la rubrique « Liquidités quasi-monétaires détenues par les entreprises et particuliers : dépôts en francs belges ».

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1958.

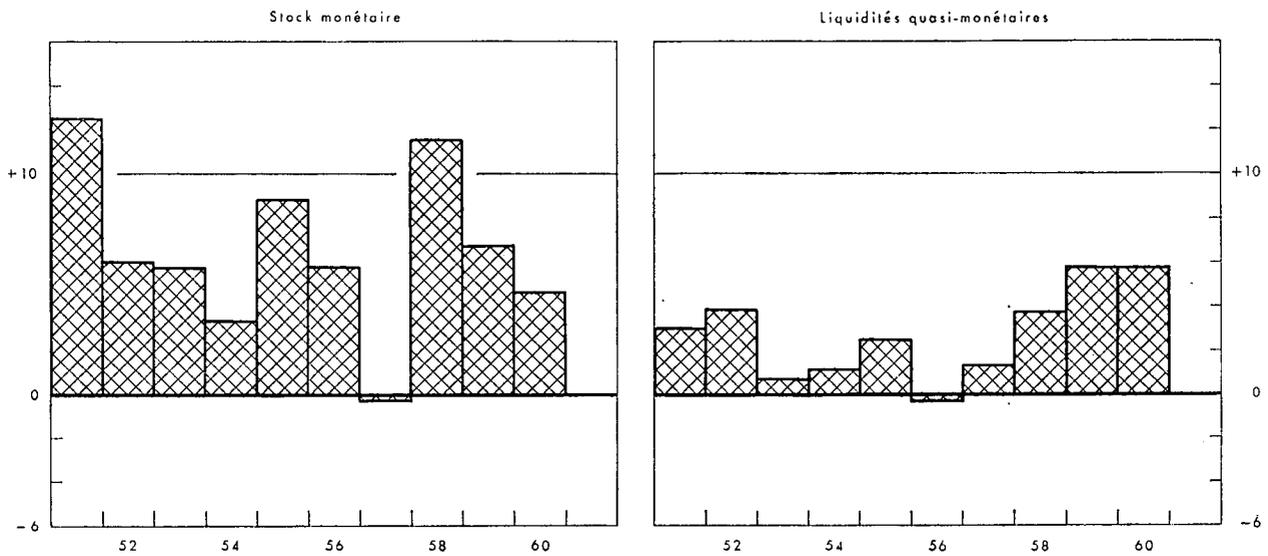
— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

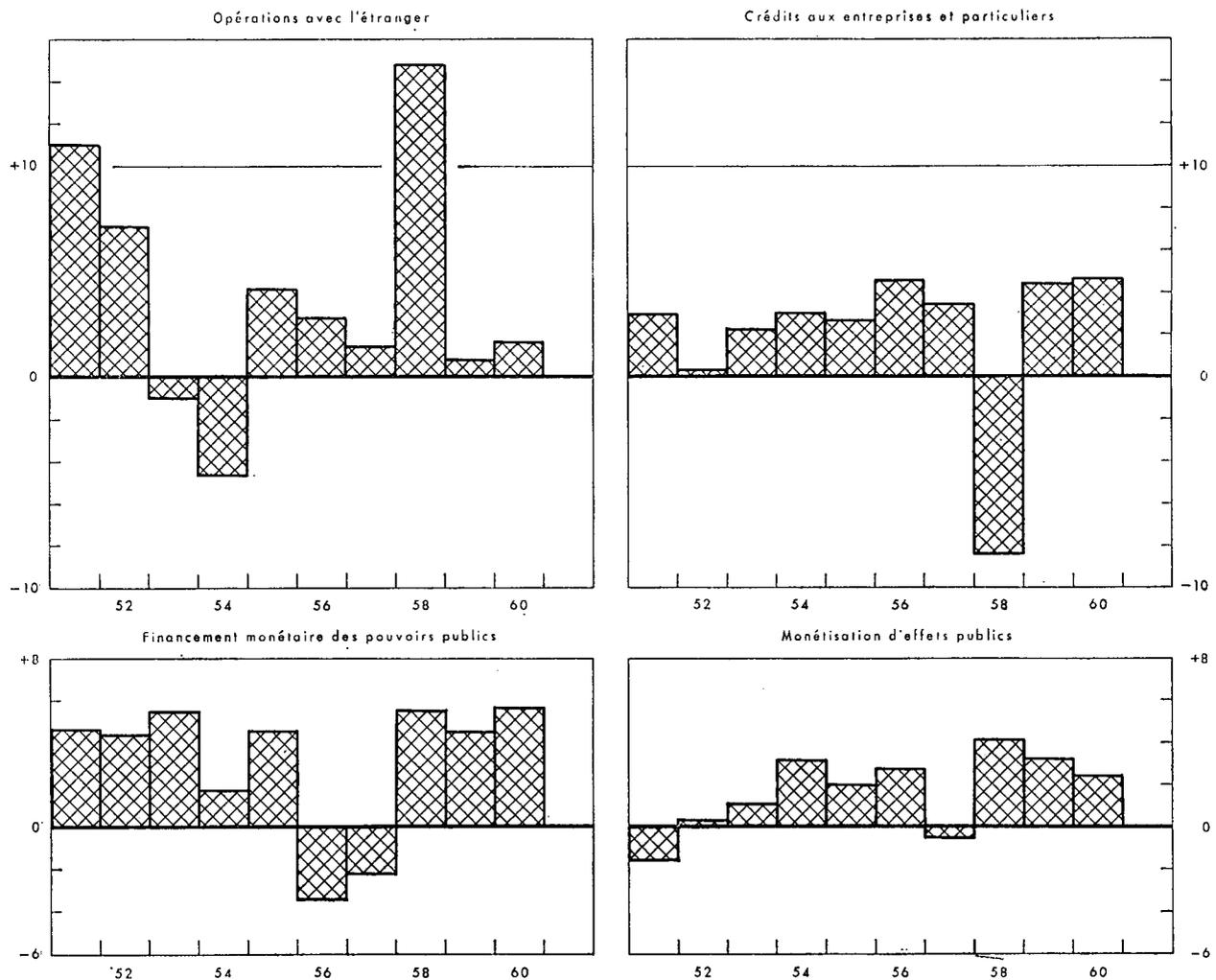
XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITÉS QUASI-MONÉTAIRES

(variations en milliards de francs)

A. VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITÉS



B. ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi- monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi- monétaires	Opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital et des donations des pouvoirs publics)	Financement monétaire des pouvoirs publics			Monétisation d'effets publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entre- prises et particuliers résidant en Belgique	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
					de l'Etat		des autres pouvoirs publics	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'inter- médiaire du Fonds des Rentes				
					par cession de titres de la dette	par cession nette de devises								(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	
1955 1 ^{er} trimestre	+ 1,1	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,4	+ 0,4	+ 1,8	- 0,6	+ 0,4	- 1,0	- 0,4	- 0,3	+ 0,2	- 0,1
2 ^e trimestre	+ 2,9	+ 0,2	+ 3,1	+ 0,5	—	- 1,1	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,8	+ 1,7	- 0,2	+ 0,1	- 0,2
3 ^e trimestre	- 0,2	—	- 0,2	+ 1,7	- 0,3	—	+ 0,7	+ 0,1	+ 0,5	- 1,5	- 0,2	—	- 1,2
4 ^e trimestre	+ 5,1	+ 1,6	+ 6,7	+ 0,5	+ 0,6	+ 1,7	+ 0,7	+ 1,1	- 0,7	+ 2,9	- 0,2	- 0,1	+ 0,2
Total ...	+ 8,9	+ 2,5	+11,4	+ 4,1	+ 0,7	+ 2,4	+ 1,5	+ 2,4	- 0,4	+ 2,7	- 0,9	+ 0,2	- 1,3
1956 1 ^{er} trimestre	- 1,5	+ 1,1	- 0,4	+ 3,2	- 0,7	- 0,7	- 0,9	+ 0,3	- 0,1	- 1,0	- 0,2	- 0,2	- 0,1
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	+ 1,9	+ 2,2	- 1,0	- 0,3	+ 0,5	+ 0,8	- 1,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4
3 ^e trimestre	+ 0,8	- 1,1	- 0,3	- 1,0	- 1,2	- 0,9	+ 0,8	+ 0,5	- 0,2	+ 3,0	- 0,1	—	- 1,2
4 ^e trimestre	+ 2,4	- 0,7	+ 1,7	- 1,3	- 0,1	- 1,2	+ 0,6	—	+ 1,0	+ 3,9	- 0,1	- 0,3	- 0,8
Total ...	+ 5,8	- 0,3	+ 5,5	+ 2,8	+ 0,2	- 3,8	+ 0,2	+ 1,3	+ 1,5	+ 4,6	- 0,5	- 0,1	- 0,7
1957 1 ^{er} trimestre	- 0,2	+ 1,1	+ 0,9	- 1,2	+ 5,3	- 1,9	- 2,0	+ 0,2	- 1,5	+ 1,1	- 0,1	—	+ 1,0
2 ^e trimestre	+ 3,7	- 1,4	+ 2,3	- 0,1	- 1,5	+ 1,1	+ 0,1	+ 0,5	+ 1,1	+ 0,8	—	- 0,2	+ 0,5
3 ^e trimestre	- 7,5	+ 0,8	- 6,7	- 2,5	- 3,5	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,3	- 0,6	—	- 0,1	+ 0,2	- 1,0
4 ^e trimestre	+ 3,7	+ 0,8	+ 4,5	+ 5,2	- 1,4	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,2	- 0,7	+ 1,5	- 0,4	+ 0,1	- 1,2
Total ...	- 0,3	+ 1,3	+ 1,0	+ 1,4	- 1,1	+ 0,6	- 1,6	+ 1,2	- 1,7	+ 3,4	- 0,6	+ 0,1	- 0,7
1958 1 ^{er} trimestre	- 1,0	+ 1,9	+ 0,9	+ 3,9	- 0,6	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3	- 0,1	- 3,6	- 0,4	+ 0,5	+ 0,3
2 ^e trimestre	+ 9,1	- 0,8	+ 8,3	+ 5,6	+ 2,7	+ 0,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4	- 3,0	- 0,5	+ 0,1	+ 1,4
3 ^e trimestre	- 4,1	+ 2,1	- 2,0	+ 2,8	- 4,9	+ 0,8	- 0,6	+ 1,0	+ 1,3	- 2,2	- 0,5	+ 0,6	- 0,3
4 ^e trimestre	+ 7,5	+ 0,6	+ 8,1	+ 2,6	+ 7,1	- 0,1	+ 0,4	+ 0,2	- 0,4	+ 0,4	- 0,3	+ 0,5	- 2,3
Total ...	+11,5	+ 3,8	+15,3	+14,9	+ 4,3	+ 1,4	- 0,1	+ 1,9	+ 2,2	- 8,4	- 1,7	+ 1,7	- 0,9
1959 1 ^{er} trimestre	+ 0,2	+ 3,4	+ 3,6	- 2,1	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,3	+ 1,2	+ 1,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,1
2 ^e trimestre	+ 4,3	- 0,9	+ 3,4	+ 0,3	+ 0,3	- 1,1	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,9	- 0,4	- 0,1	+ 0,3	+ 1,9
3 ^e trimestre	- 4,4	+ 1,6	- 2,8	- 0,3	- 2,2	+ 0,2	—	+ 0,7	- 0,4	+ 0,3	—	—	- 1,1
4 ^e trimestre	+ 6,7	+ 1,7	+ 8,4	+ 2,8	+ 7,7	- 3,3	+ 0,1	- 0,4	- 0,3	+ 3,1	—	- 0,3	- 1,0
Total ...	+ 6,8	+ 5,8	+12,6	+ 0,7	+ 7,0	- 4,1	+ 1,6	+ 1,8	+ 1,4	+ 4,4	- 0,3	+ 0,2	- 0,1
1960 1 ^{er} trimestre	- 3,9	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,7	- 2,8	- 3,9	+ 1,6	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,4	—	+ 0,7	- 0,7
2 ^e trimestre	+ 7,4	- 1,8	+ 5,6	- 0,1	+ 3,7	+ 1,3	- 0,1	- 0,5	+ 0,2	+ 0,7	- 0,2	+ 0,1	+ 0,5
3 ^e trimestre ... p	- 5,7	+ 2,4	- 3,3	- 5,7	+ 7,3	- 1,9	- 0,9	+ 0,1	+ 1,0	- 0,5	- 0,2	- 0,7	- 1,8
4 ^e trimestre ... p	+ 6,9	+ 0,1	+ 7,0	+ 2,7	- 5,3	+ 5,7	+ 1,2	- 0,1	+ 0,5	+ 4,1	- 0,3	- 0,2	- 1,3
Total . p	+ 4,7	+ 5,8	+10,5	+ 1,6	+ 2,9	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,5	+ 1,9	+ 4,7	- 0,7	- 0,1	- 3,3

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Total	Stock de monnaie scripturale		
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ²				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1951 Juin	5,4	88,2	92,2	6,6	0,5	17,4	40,4	58,3	64,9	157,1	58,7
Décembre	5,6	95,0	99,1	7,4	0,7	18,2	43,1	62,0	69,4	168,5	58,8
1952 Juin	5,8	96,3	100,6	6,8	0,5	18,8	44,9	64,2	71,0	171,6	58,6
Décembre	5,9	97,8	102,0	7,5	0,6	18,0	46,4	65,0	72,5	174,5	58,4
1953 Juin	5,8	98,4	102,6	6,9	0,6	19,6	46,1	66,3	73,2	175,8	58,4
Décembre	5,9	101,6	105,9	7,1	0,6	19,9	46,8	67,3	74,4	180,3	58,7
1954 Juin	5,9	100,2	104,3	8,1	0,7	20,2	49,0	69,9	78,0	182,3	57,2
Décembre	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	58,1
1955 Juin	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
1959 Novembre	5,6	116,0	118,7	7,8	0,4	24,5	60,5	85,4	93,2	211,9	56,0
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Janvier	5,6	116,6	119,6	6,6	0,4	24,3	59,9	84,6	91,2	210,8	56,7
Février	5,6	115,5	118,5	7,2	0,3	24,6	59,3	84,2	91,4	209,9	56,5
Mars	5,6	115,9	118,8	7,5	0,3	24,5	61,4	86,2	93,7	212,5	55,9
Avril	5,6	117,5	120,5	6,8	0,3	24,8	62,2	87,3	94,1	214,6	56,1
Mai	5,6	118,0	120,8	7,7	0,4	25,6	63,0	89,0	96,7	217,5	55,6
Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Juillet	5,7	121,5	124,2	7,8	0,4	25,3	60,5	86,2	94,0	218,2	56,9
Août	5,7	120,1	123,0	7,8	0,5	25,0	58,6	84,1	91,9	214,9	57,2
Septembre	5,7	120,6	123,6	8,6	0,5	24,5	57,0	82,0	90,6	214,2	57,7
Octobre	5,7	120,5	123,4	7,4	0,4	24,8	57,9	83,1	90,5	213,9	57,7
Novembre	5,7	118,9	121,7	7,4	0,5	25,0	57,8	83,3	90,7	212,4	57,3
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3	0,7	27,5	58,7	86,9	94,2	221,0	57,4
1961 Janvier	5,8	122,0	124,9	7,7	0,6	28,3	58,9	87,8	95,5	220,4	56,7

¹ Y compris des organismes para-étatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis septembre 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période				Evolution				Evolution	
	B.N.B. 1	Engagements nets à vue des autres organismes monétaires	Autres avoirs et engagements nets non à vue	Total (4) = (1) + (2) + (3)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique	Opérations de donation et en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Opérations avec l'étranger 4 (à l'exclusion des opérations de donation et en capital des pouvoirs publics) (8) = (5) - (6) - (7)	Différence entre les chiffres des organismes monétaires [col. (5)] et ceux de la balance des paiements [col. (10)] 5	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 6
						Etat 2	Autres 3				(9)	(10)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	
1953 Année	52,4	- 4,8	2,7	50,3	+ 0,9	+ 1,9	...	- 1,0	- 0,8	+ 0,1
1954 1 ^{er} trimestre	52,3	- 6,8	4,3	49,8	- 0,5	+ 0,5	...	- 1,0	- 0,1	- 0,6
2 ^e trimestre	49,7	- 4,8	2,9	47,8	- 2,3	+ 0,5	...	- 2,8	- 2,3	- 4,6
3 ^e trimestre	49,6	- 4,4	2,7	47,9	+ 0,2	+ 1,7	...	- 1,5	- 0,8	- 0,1
4 ^e trimestre	50,5	- 3,7	1,5	48,3	+ 0,5	- 0,1	...	+ 0,6	+ 1,2	+ 1,7
					- 2,1	+ 2,6	...	- 4,7	- 1,5	- 3,6
1955 1 ^{er} trimestre	53,7	- 4,7	2,4	51,4	+ 3,2	+ 1,8	...	+ 1,4	- 0,2	+ 3,0
2 ^e trimestre	52,9	- 4,8	2,7	50,8	- 0,5	- 1,1	+ 0,1	+ 0,5	- 1,5	- 2,0
3 ^e trimestre	54,3	- 4,8	2,9	52,4	+ 1,7	...	...	+ 1,7	+ 0,1	+ 1,8
4 ^e trimestre	56,1	- 4,8	3,4	54,7	+ 2,3	+ 1,7	+ 0,1	+ 0,5	- 0,7	+ 1,6
					+ 6,7	+ 2,4	+ 0,2	+ 4,1	- 2,3	+ 4,4
1956 1 ^{er} trimestre	58,8	- 4,9	3,6	57,5	+ 2,6	- 0,7	+ 0,1	+ 3,2	+ 0,1	+ 2,7
2 ^e trimestre	59,2	- 3,8	3,1	58,5	+ 0,9	- 1,0	...	+ 1,9	- 0,9	...
3 ^e trimestre	59,2	- 5,1	2,3	56,4	- 1,9	- 0,9	...	- 1,0	+ 2,1	+ 0,2
4 ^e trimestre	56,9	- 6,1	3,2	54,0	- 2,3	- 1,2	+ 0,2	- 1,3	- 0,2	- 2,5
					- 0,7	- 3,8	+ 0,3	+ 2,8	+ 1,1	+ 0,4
1957 1 ^{er} trimestre	53,2	- 6,2	3,4	50,4	- 3,3	- 1,9	- 0,2	- 1,2	...	- 3,3
2 ^e trimestre	53,3	- 4,8	3,0	51,5	+ 1,0	+ 1,1	...	- 0,1	+ 0,1	+ 1,1
3 ^e trimestre	51,4	- 4,7	2,6	49,3	- 2,1	+ 0,4	...	- 2,5	+ 0,4	- 1,7
4 ^e trimestre	57,0	- 3,9	3,0	56,1	+ 6,2	+ 1,0	...	+ 5,2	- 0,2	+ 6,0
					+ 1,8	+ 0,6	- 0,2	+ 1,4	+ 0,3	+ 2,1
1958 1 ^{er} trimestre	60,5	- 2,4	2,1	60,2	+ 4,3	+ 0,4	...	+ 3,9	- 0,2	+ 4,1
2 ^e trimestre	67,5	- 3,8	2,5	66,2	+ 5,9	+ 0,3	...	+ 5,6	+ 0,4	+ 6,3
3 ^e trimestre	70,8	- 4,1	3,4	70,1	+ 3,6	+ 0,8	...	+ 2,8	+ 0,4	+ 4,0
4 ^e trimestre	74,1	- 5,4	3,4	72,1	+ 2,5	- 0,1	...	+ 2,6	- 1,0	+ 1,5
					+16,3	+ 1,4	...	+14,9	- 0,4	+15,9
1959 1 ^{er} trimestre	70,2	- 2,9	3,0	70,3	- 2,0	+ 0,1	...	- 2,1	+ 0,3	- 1,7
2 ^e trimestre	72,2	- 6,5	4,0	69,7	- 0,8	- 1,1	...	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
3 ^e trimestre	70,3 ⁸	- 5,8	6,7 ⁷	71,2 ⁸	- 0,7 ⁷	+ 0,2	- 0,6 ⁸	- 0,3	- 0,3	- 1,0
4 ^e trimestre	65,8 ⁷	- 3,8	8,7 ⁷	70,7	- 0,6	- 3,3	- 0,1	+ 2,8	- 1,1	- 1,7
					- 4,1	- 4,1	- 0,7	+ 0,7	...	- 4,1
1960 1 ^{er} trimestre	69,5	- 5,2	8,5	72,8	+ 2,3	- 3,9	+ 1,5	+ 4,7	+ 1,1	+ 3,4
2 ^e trimestre	71,9	- 5,5	8,1	74,5	+ 1,2	+ 1,3	...	- 0,1	+ 0,5	+ 1,7
3 ^e trimestre ... p	64,8	- 6,2	8,8	67,4	- 7,5	- 1,9	+ 0,1	- 5,7		
4 ^e trimestre ... p	73,7	- 8,4	10,7	76,0	+ 8,5	+ 5,7	+ 0,1	+ 2,7		
					+ 4,5	+ 1,2	+ 1,7	+ 1,6		

1 A l'exclusion des effets en francs belges sur l'étranger et de la créance sur le F.M.I., qui sont compris dans les « Autres avoirs et engagements nets non à vue » [col. (3)] (voir note 7 ci-dessous).

2 Cette colonne est la même que la colonne (6) du tableau XIII - 3.

3 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paratitiques administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 8 ci-dessous).

4 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 8.

5 Cette différence provient en majeure partie de ce que les trois données ci-après sont comprises dans les avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements belgo-luxembourgeoise, mais non dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires belges :

a) les variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique; b) les variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises; c) les variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L.

6 Voir tableau IX - 1, rubrique 9, et tableau IX - 2, rubrique 6.

7 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser dans ses écritures, comme avoir propre, la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. La créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures en vertu de ces dispositions législatives figure à la colonne (3) « Autres avoirs et engagements nets non à vue » à concurrence de 2,8 milliards le 30 septembre 1959 et à concurrence de 4,4 milliards à partir de la fin de 1959. Les 2,8 milliards comptabilisés au cours du troisième trimestre de 1959 représentent une simple reprise de créance à l'Etat; en conséquence, l'évolution des avoirs extérieurs nets après ajustement statistique [col. (5)] en fait abstraction. Par contre presque toute l'augmentation de 1,6 milliard au cours du quatrième trimestre de 1959 résulte de la majoration de la quote-part belge au Fonds Monétaire International et a eu pour contrepartie une diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. repris à la colonne (1).

8 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiements. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influences sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (6); en effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (7).

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P.	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (arr. 22-3-1952 et 26-7-1952)	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...								
Compte A	1	2	2	2	—	—	—	—
Compte B	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
PASSIF								
Billets en circulation	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants et divers :								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de Coopération Economique	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin. Particuliers	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Valeurs à payer	393	253	261	280	348	321	340	174
Total	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P.	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale :								
pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (arrêtés des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I.	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision	228	234	243	243	245	247	248	254
c) compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — BILANS ET SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Depuis le 31 décembre 1959

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1960 4 juillet	1960 10 octobre	1961 9 janvier	1960 7 mars	1961 6 mars	1960 4 avril	1961 10 avril
ACTIF									
Encaisse en or	56.693	58.525	59.528	54.701	58.516	58.786	56.673	59.596	56.582
Monnaies étrangères	4.407	12.605	7.670	7.841	13.032	4.742	16.076	5.684	17.140
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	1.835	3.541	7.357	784	8.111	1.364	5.981
Accords internationaux (Loi du 28 juillet 1948) :									
a) U.E.P.	5.536	3.509	5.536	4.109	3.509	5.536	3.100	5.536	3.081
b) A.M.E. ....	...	...	...	20	...	10	25	...	10
c) F.M.I.	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	...	4	...	57
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	3.008	6.969	12.166	1.626	15.485	1.794	16.934
Effets de commerce	7.560	6.773	2.398	4.119	3.361	3.143	2.521	2.490	2.612
Avances sur nantissement	102	51	466	2.204	26	37	50	46	84
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-48 et 15-4-52) :									
a) certificats du Trésor	8.215	6.040	9.615	8.890	9.890	7.765	7.465	9.315	8.140
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) autres effets publics belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	645	617	658	658	591	665	683	687	683
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	1	2	2	1	2	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (art. 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.520	2.524	2.519	2.523	2.535	2.523	2.562
Immeubles, matériel et mobilier	1.508	1.519	1.508	1.508	1.508	1.508	1.519	1.508	1.519
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.078	1.076	1.120	1.080	1.123	1.077	1.123
Divers	515	698	845	906	1.237	788	604	704	896
Compte d'ordre :	128.531	150.916	135.054	137.456	153.222	127.382	154.364	130.771	155.777
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Instruction Publique (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	1.884	1.572	2.095	1.379	1.882	1.317	1.753
PASSIF									
Billets en circulation	118.325	124.091	120.471	120.301	124.386	116.044	122.597	117.134	122.363
Comptes courants :									
{ compte ordinaire ...	7	24	14	10	19	11	10	8	12
{ taxe exceptionnelle de conjunct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	304	234	185	526	149	525	146
{ compte spécial liquidation U.E.P. ...	1	...	84	...	...	44	...	84	...
Banques à l'étranger : comptes ordin.	252	308	230	286	296	252	317	253	327
Comptes courants divers	3.161	2.606	4.209	1.079	3.219	3.472	3.050	5.025	5.284
Accords internationaux (Loi du 28 juillet 1948) :									
a) A.M.E.	344	249	470	180	273	412	136	353	223
b) autres accords	224	263	168	236	233	176	174	162	158
Total des engagements à vue ...	122.808	127.726	125.950	122.326	128.611	120.937	126.433	123.544	128.513
Monnaies étrangères et or à livrer	1.436	18.644	4.843	10.485	19.553	2.412	23.607	3.158	22.880
Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.078	1.076	1.120	1.080	1.123	1.077	1.123
Divers	767	938	659	1.045	1.414	429	632	468	692
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.124	2.124	2.124	2.124	2.169	2.124	2.169
Compte d'ordre :	128.531	150.916	135.054	137.456	153.222	127.382	154.364	130.771	155.777
Ministre de l'Instruction Publique : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	1.884	1.572	2.095	1.379	1.882	1.317	1.753

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Rubriques	1957 31 décembre	1958 31 décembre	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1959 30 novembre	1960 30 novembre	1960 31 janvier	1961 31 janvier
ACTIF								
A. Opér. d'épargne (art. 15, A. R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Caisse, Banque Nation., Chèques post.	5.908	6.031	5.972	5.933	3.133	3.203	2.928	3.299
Prêts au jour le jour	848	1.415	1.013	1.277	1.960	3.184	2.328	2.600
Banquiers	4.304	4.393	6.696	8.103	6.507	7.964	7.333	8.636
Maison-mère, succursales et filiales ...	1.066	1.005	2.345	3.236	2.136	3.082	1.912	3.275
Autres valeurs à recevoir à court terme	4.481	4.745	5.205	6.017	4.586	6.001	5.607	5.649
Portefeuille-effets	44.270	51.103	52.469	55.155	55.843	58.618	55.220	58.824
a) Portefeuille commercial ²	15.596	18.353	18.128	21.528	18.238	20.694	19.158	21.326
b) Eff. publ. réesc. à la B.N.B. ...	14.156	19.228	20.709	20.496	22.594	23.571	22.534	24.788
c) Effets publ. mob. à la B.N.B. à concurrence de 95 %	14.518	13.522	13.632	13.131	14.961	14.353	13.528	12.710
Reports et avances sur titres	1.114	1.222	1.364	1.168	1.308	1.246	1.257	1.157
Débiteurs par acceptations	9.326	10.637	11.944	12.682	10.936	11.557	11.695	11.842
Débiteurs divers	21.638	20.863	22.792	26.064	22.337	25.155	22.286	25.960
Portefeuille-titres	24.474	29.276	34.988	39.274	34.700	40.044	37.036	40.763
a) Valeurs de la réserve légale	295	340	366	401	366	397	366	401
b) Fonds publics belges	21.692	26.575	32.021	36.199	31.701	36.936	34.063	37.682
c) Fonds publics étrangers	78	67	231	275	235	271	241	293
d) Actions de banques	1.113	1.196	1.340	1.291	1.402	1.304	1.340	1.289
e) Autres titres	1.296	1.098	1.030	1.108	996	1.136	1.026	1.098
Divers	976	1.060	1.730	1.570	1.426	1.319	1.298	1.312
Capital non versé	5	6	7	7	6	7	7	7
Total disponible et réalisable ...	118.410	131.756	146.525	160.486	144.928	161.380	148.907	163.324
C. Immobilisé :								
Frais de constitut. et de premier établ.	21	23	23	20	24	22	22	20
Immeubles	1.001	1.082	1.126	1.190	1.122	1.181	1.099	1.194
Participation dans les filiales immobil.	267	267	257	258	249	258	257	258
Créances sur filiales immobilières ...	340	355	350	345	346	343	343	337
Matériel et mobilier	121	136	140	153	150	159	140	156
Total de l'immobilisé ...	1.750	1.863	1.896	1.966	1.891	1.963	1.861	1.965
Total de l'actif ...	120.160	133.619	148.421	162.452	146.819	163.343	150.768	165.289

PASSIF

A. Opér. d'épargne (art. 15, A. R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—	
B. Exigible :									
Créanciers privilégiés ou garantis	296	283	415	330	1.102	2.011	1.505	464	
Emprunts au jour le jour	90	103	644	1.332	539	1.493	1.115	2.028	
a) Garanties par des sûretés réelles	—	—	571	1.247	474	1.402	1.069	1.944	
b) Non garant. par des sùr. réelles	—	—	73	85	65	92	46	84	
Banquiers	6.786	8.186	8.568	14.208	8.294	13.628	8.409	15.429	
Maison-mère, succursales et filiales ...	2.054	1.770	2.398	3.165	2.275	2.815	2.145	2.649	
Acceptations	9.326	10.637	11.945	12.683	10.987	11.557	11.695	11.842	
Autres valeurs à payer à court terme	2.255	2.574	2.690	2.382	2.092	3.422	2.787	2.868	
Créditeurs pour effets à l'encaissement	861	788	889	990	878	968	976	1.007	
Dépôts et comptes courants	81.113	89.494	99.256	103.790	98.423	103.041	100.175	104.997	
a) A vue	} 69.307 ³	57.215	62.077	61.080	61.329	60.517	60.981	61.668	
b) A un mois au plus		3.540	3.319	4.873	3.407	4.748	3.512	5.095	
c) A plus d'un mois		12.223	14.800	19.200	14.897	19.200	16.260	19.553	
d) A plus d'un an		11.806	1.281	1.495	956	1.628	1.040	1.507	906
e) A plus de deux ans		2.023	2.097	1.975	2.061	1.946	2.027	1.885	
f) Carnets de dépôts	3	11.448	13.730	14.115	13.380	14.015	14.170	14.274	
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	3	1.764	1.738	1.591	1.721	1.575	1.718	1.616	
Obligations et bons de caisse	4.938	6.607	6.891	7.573	6.883	7.475	6.858	7.665	
Montants à libérer sur titres et partic.	634	641	664	635	660	697	663	630	
Divers	3.622	3.589	4.451	4.940	5.138	5.973	4.809	5.276	
Total de l'exigible ...	111.975	124.672	138.811	152.028	137.271	153.080	141.137	154.855	
C. Non exigible :									
Capital	4.844	5.202	5.746	6.201	5.743	6.062	5.630	6.201	
Fonds indispos. par prime d'émission ...	139	193	283	284	281	284	288	284	
Réserve légale (art. 13, A. R. 185) ...	299	343	369	406	369	401	369	405	
Réserve disponible	2.825	3.103	3.106	3.363	3.063	3.361	3.244	3.434	
Provisions	78	106	106	170	92	155	100	110	
Total du non exigible ...	8.185	8.947	9.610	10.424	9.548	10.263	9.631	10.434	
Total du passif ...	120.160	133.619	148.421	162.452	146.819	163.343	150.768	165.289	

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif et de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques.

(millions de francs)

1957 31 décembre	12.804	1959 31 décembre	6.835	1959 30 novembre	5.114	1960 30 novembre	5.234
1958 31 décembre	5.555	1960 31 décembre	6.547	1960 31 janvier	5.809	1961 31 janvier	5.688

³ Les dépôts inscrits en carnets ou livrets sont compris à fin 1957 dans les « Dépôts et comptes courants » sub a) et b).

XIII - 8. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

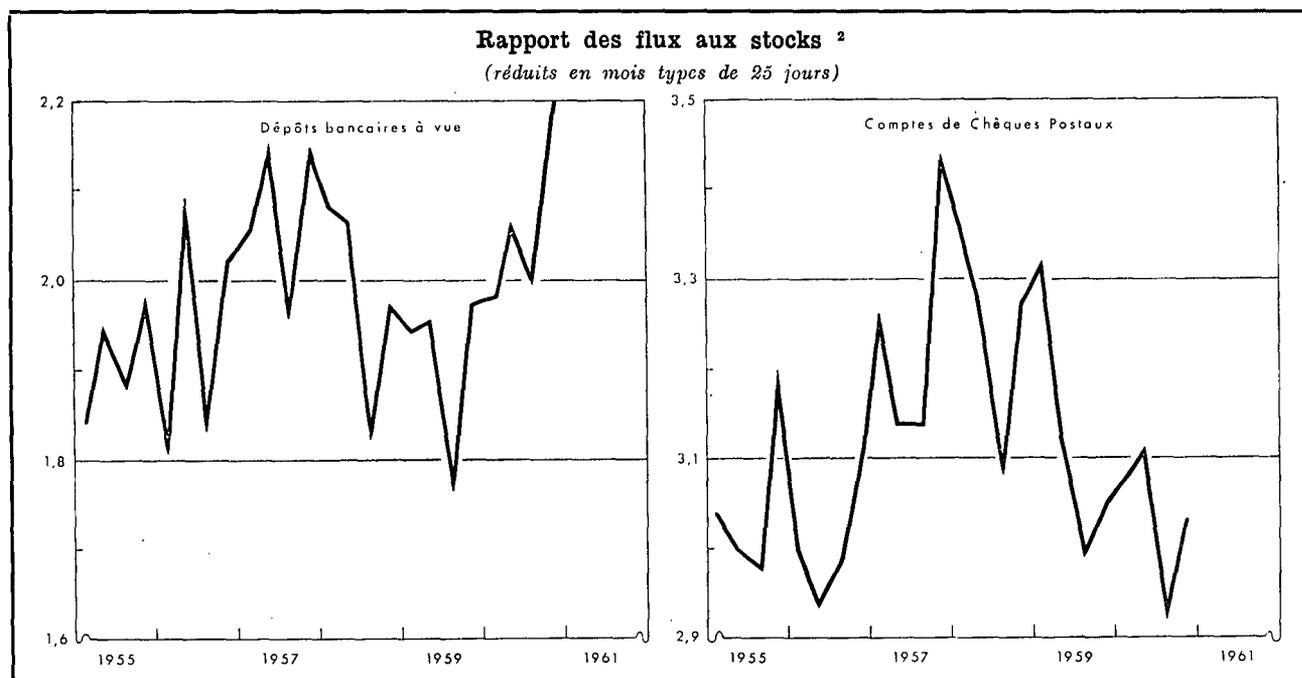
Source : *Office des Chèques postaux.*

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1 (moyennes journalières)	Avoir des particuliers 2 (moyennes journalières)	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(milliards de francs)					
1951	641	27,4	20,2	26,1	69,3	26,0	69,3	190,7	91
1952	652	28,1	21,0	27,9	71,7	28,0	71,7	199,4	91
1953	664	27,8	21,1	28,7	71,9	28,6	71,9	201,1	92
1954	678	27,8	20,6	29,7	74,1	29,5	74,1	207,4	91
1955	703	28,3	20,8	30,5	76,2	30,3	76,2	213,3	91
1956	742	29,8	22,2	32,7	81,9	32,7	81,9	229,3	91
1957	765	30,4	22,4	36,0	89,1	36,0	89,1	250,2	91
1958	789	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,8	91
1959	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960	855	37,1	26,9	42,4	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1959 4 ^e trimestre	819	34,4	26,5	40,8	102,2	39,9	102,2	285,2	91
1960 1 ^{er} trimestre	825	36,2	26,2	40,8	103,3	41,2	103,3	288,6	92
2 ^e trimestre	830	36,8	26,9	42,0	102,8	41,2	102,8	288,8	92
3 ^e trimestre	846	38,6	27,2	43,6	106,8	44,5	106,8	301,7	91
4 ^e trimestre	855	36,8	27,0	43,4	100,4	39,5	100,4	283,7	92
1960 Janvier	820	36,3	26,0	40,5	104,4	41,1	104,4	290,5	92
Février	823	36,3	26,1	41,3	103,4	43,2	103,4	291,4	92
Mars	825	36,0	26,4	40,7	102,1	39,2	102,1	284,1	92
Avril	826	35,2	26,6	40,7	100,2	41,0	100,2	282,2	92
Mai	827	37,4	27,0	42,0	103,4	41,2	103,4	290,1	92
Juin	830	38,0	27,5	43,3	104,8	41,3	104,8	294,2	92
Juillet	831	40,4	27,7	47,1	113,8	48,0	113,8	322,7	91
Août	838	38,7	27,3	43,6	106,7	44,8	106,7	301,7	92
Septembre	846	36,8	26,7	40,0	100,0	40,6	100,0	280,6	91
Octobre	850	36,6	26,8	41,3	103,8	42,8	103,8	291,7	92
Novembre	853	35,9	26,7	40,3	99,0	39,1	99,0	277,3	93
Décembre	855	37,8	27,5	48,5	98,5	36,5	98,5	282,0	91
1961 Janvier	857	46,0	29,7	44,3	118,4	52,1	118,4	333,2	93
Février	859	39,5	29,6	42,8	107,2	44,6	107,2	301,9	92
Mars	861	39,6	29,4	45,1	109,4	44,7	109,4	308,5	92

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Ces avoirs comprennent les avoirs libres et les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cfr. tableau 8 du chapitre XVI du présent bulletin).

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut	réduit en mois types de 25 jours ⁵	
				dépôts bancaires à vue	dépôts bancaires à vue	avoirs en C.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1951	58,7	60,9 ⁶	120,4 ⁶	1,84	1,82	3,08 ⁶
1952	61,1	62,7	123,8	1,75	1,73	2,94
1953	61,2	63,4	124,6	1,70	1,69	2,95
1954	67,4	64,6	132,0	1,83	1,80	2,99
1955	75,4	66,8	142,2	1,94	1,92	3,06
1956	83,5	70,3	153,8	1,93	1,95	3,01
1957	89,8	76,6	166,4	2,10	2,08	3,25
1958	85,7	80,4	166,1	2,01	1,99	3,25
1959	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1960	100,9	87,2	188,1	2,09	2,06	3,04
1959 4 ^e trimestre	95,1	86,0	181,1	2,01	1,97	3,05
1960 1 ^{er} trimestre	97,4	86,0	183,4	2,04	1,98	3,08
2 ^e trimestre	104,3	89,3	193,6	2,03	2,06	3,11
3 ^e trimestre	98,7	86,5	185,2	2,05	2,00	2,93
4 ^e trimestre	103,3	86,9	190,2	2,22	2,20	3,03
1959 Décembre	102,9	88,3	191,2	2,20	2,12	3,10
1960 Janvier	92,2	88,2	180,4	1,91	1,91	3,16
Février	97,4	88,8	186,2	2,06	2,06	3,22
Mars	102,5	81,0	183,5	2,14	1,98	2,87
Avril	98,8	88,4	187,2	1,90	1,90	3,21
Mai	105,0	92,2	197,2	2,07	2,16	3,20
Juin	109,1	87,4	196,5	2,12	2,12	2,92
Juillet	102,2	92,4	194,6	2,04	2,04	3,06
Août	98,5	85,2	183,7	2,06	1,98	2,89
Septembre	95,5	81,8	177,3	2,05	1,97	2,83
Octobre	96,9	87,7	184,6	2,10	2,02	3,06
Novembre	102,5	90,9	193,4	2,19	2,28	3,22
Décembre	110,5	82,0	192,5	2,38	2,29	2,82
1961 Janvier	101,0	85,4	186,4	2,15	2,15	2,72
Février	94,3	96,4	190,7	2,02	2,10	3,06

¹ Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

⁵ De 1951 à 1954 inclus, calculé sur base du nombre de jours ouvrables à l'O.C.P.; par la suite, calculé sur base du nombre de jours ouvrables dans l'industrie.

⁶ Moyennes mensuelles des dix derniers mois.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge : situation globale des banques. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Bulletin d'Information et de Documentation* (cfr. N. B. des tableaux 1 et 9 du chapitre XIII). — *Rapport annuel de la Commission bancaire.*

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Fonds des Rentes.

A fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille (valeur nominale)			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats placés dans les banques	Emprunts d'argent à très court terme	Bons de caisse et opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées ¹	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse
1951	4.936	—	—	—	—	—	2.568 ²	255 ²	—	1.682
1952	4.112	—	—	—	—	—	2.619 ³	1.104 ³	—	—
1953	3.532	—	—	—	—	—	1.999	1.120	—	—
1954	5.023	—	—	—	—	—	2.248	2.328	—	—
1955	4.533	—	—	—	—	—	2.235 ⁴	1.730 ⁴	—	—
1956	5.908	—	—	—	—	—	2.315 ²	3.110 ²	—	—
1957	4.077	1.242	—	—	—	486	2.457	785	1.237	—
1958	3.307	1.370	—	—	—	4.059	274	45	—	—
1959 Janvier	4.298	90	—	—	—	3.893	107	45	—	—
Février	3.985	20	—	—	—	3.651	68	—	—	—
Mars	4.152	—	—	427	—	4.300	—	—	—	—
Avril	4.339	420	—	1.098	—	5.512	—	—	—	—
Mai	4.715	40	—	1.351	—	5.757	—	—	—	—
Juin	5.107	204	—	729	—	5.706	—	—	—	—
Juillet	4.044	160	—	1.072	—	4.949	—	—	—	—
Août	4.228	50	—	4.883	—	6.021	—	—	—	—
Septembre ...	4.784	453	—	3.479	—	5.514	—	—	—	—
Octobre	4.292	187	300	5.056	—	6.663	—	—	—	—
Novembre ...	4.368	184	1.000	3.342	1.510	7.211	—	—	—	—
Décembre ...	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—	—	—
1960 Novembre ...	6.366	n.d.	400	1.312	1.512	6.165	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

¹ Y compris les opérations à réméré.

² Au 28 décembre.

³ Au 28 décembre.

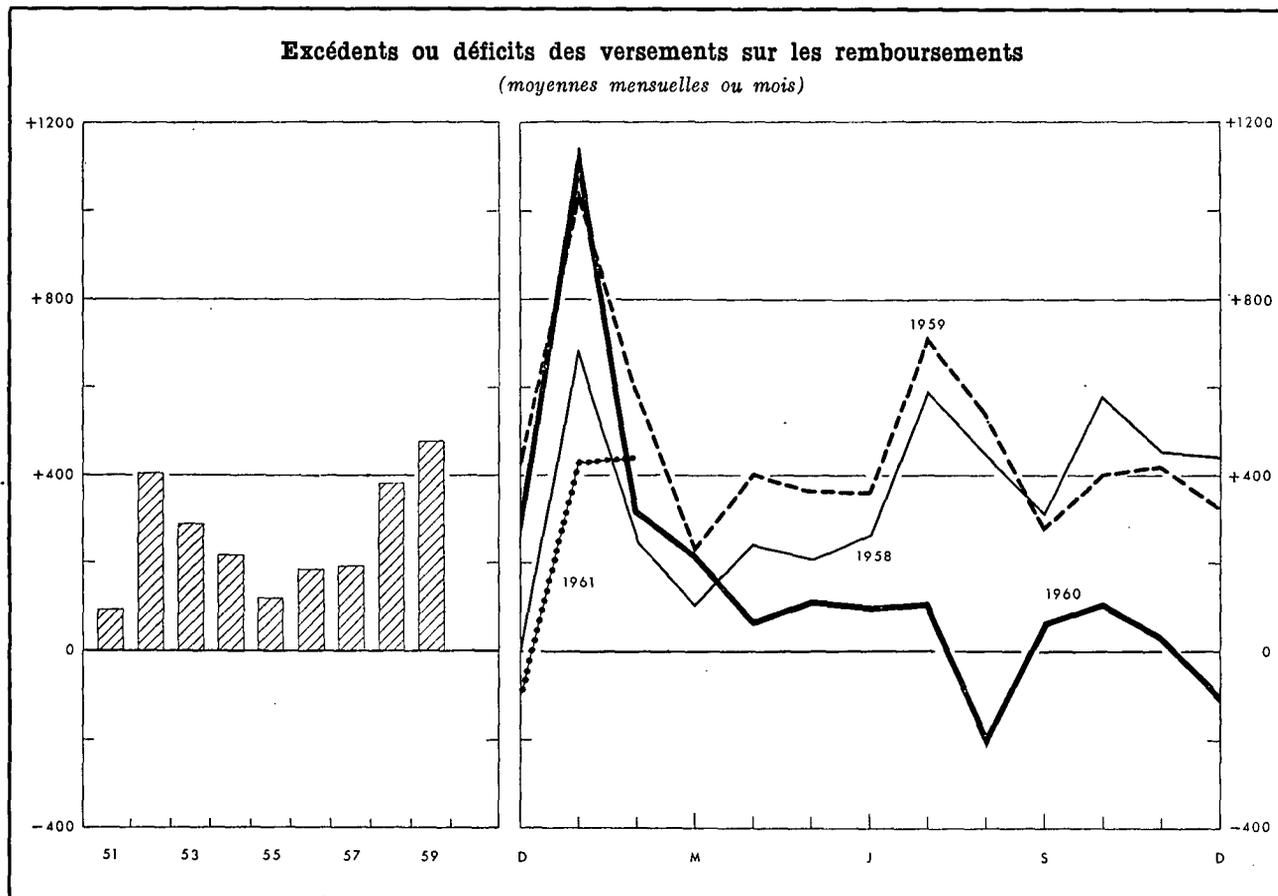
⁴ Au 30 décembre.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements		Remboursements		Excédents ou déficits (—)		Soldes des dépôts à fin de période	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)				
1951	9.271	8.134	1.137	34.842 ¹				
1952	12.958	8.127	4.831	40.748 ¹				
1953	13.204	9.684	3.520	45.493 ¹				
1954	13.383	10.764	2.619	49.459 ¹				
1955	13.624	12.176	1.448	52.354 ¹				
1956	14.518	12.295	2.223	56.132 ¹				
1957	16.783	14.455	2.328	60.144 ¹				
1958	18.912	14.316	4.596	66.700 ¹				
1959	21.939	16.232	5.707	74.442 ¹				
1960	<i>p</i> 21.836	<i>p</i> 19.788	<i>p</i> 2.048	<i>p</i> 78.855 ¹				
	1960	1961	1960	1961	1960	1961	1960	1961
Janvier	2.327	<i>p</i> 1.990	1.185	<i>p</i> 1.560	1.141	<i>p</i> 430	75.583	<i>p</i> 79.315
Février	1.854	<i>p</i> 1.953	1.530	<i>p</i> 1.511	324	<i>p</i> 442	75.907	<i>p</i> 79.757
Mars	1.853	<i>p</i> 1.856	1.635	<i>p</i> 1.877	218	<i>p</i> -21	76.125	<i>p</i> 79.736
Avril	1.787		1.717		70		76.195	
Mai	1.778		1.658		120		76.315	
Juin	1.799		1.694		105		76.420	
Juillet	1.899		1.777		122		76.542	
Août	1.646		1.825		-179		76.363	
Septembre	1.722		1.649		73		76.436	
Octobre	1.834		1.719		115		76.551	
Novembre	<i>p</i> 1.679		<i>p</i> 1.642		<i>p</i> 37		<i>p</i> 76.588	
Décembre	<i>p</i> 1.658		<i>p</i> 1.757		<i>p</i> -99		<i>p</i> 78.855 ¹	

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1955	1956	1957	1958	1959
ACTIF					
Disponible ¹	0,2	0,2	0,5	0,3	0,3
Placements provisoires :					
Effets sur la Belgique	5,4	6,5	7,6	9,4	9,1
Avances à l'industrie	—	—	—	—	3,3
Crédit d'exportation	—	—	—	—	0,2
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires .....	...	0,2	0,4	1,6	1,7
Certificats de Trésorerie	2,7	1,8	1,5	5,2	4,3
Prêts au jour le jour	1,1	1,0	1,3	0,8	1,1
Total des placements provisoires ...	9,2	9,5	10,8	17,3	19,7
Placements définitifs :					
Rentes belges directes	17,9	18,4	18,4	17,3	19,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	9,8	12,1	13,6	15,4	16,5
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes	2,0	1,9	1,9	1,8	1,8
et communes					
Obligations de sociétés belges	1,9	1,5	1,5	1,2	1,2
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations					
complémentaires aux prisonniers politiques, et					
avances à l'Œuvre nationale des invalides de la	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6
guerre					
Prêts hypothécaires	2,4	2,7	2,8	2,9	3,3
Crédit agricole	3,0	3,3	3,4	3,4	3,5
Avances à la Société nationale du Logement, aux					
sociétés agréées et aux communes en vue de la					
construction d'habitations sociales	15,4	17,1	18,3	19,9	21,3
Total des placements définitifs ...	53,1	57,9	60,8	62,8	68,2
PASSIF					
<i>Exigible :</i>					
Dépôts sur livrets ² :					
Particuliers	52,1	55,9	60,0	66,5	74,3
Dotation des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	4,2	4,8	4,6	4,9	3,8
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Total des dépôts sur livrets ...	52,7	61,1	65,0	71,8	78,5
Dépôts en comptes courants ²	1,9	1,9	1,9	3,5	3,7
<i>Non exigible :</i>					
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses et fonds					
de réserve	5,0	5,6	6,2	6,7	7,3

¹ Cette rubrique comprend les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Comprennent les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite *

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1955	1956	1957	1958	1959
ACTIF					
Portefeuille-titres :					
Rentes belges directes	6,4	6,3	7,2	7,5	7,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	7,8	8,8	9,1	10,1	11,0
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,4	1,3	1,3	1,2	1,2
Obligations de sociétés belges	1,6	1,5	1,4	1,3	1,2
Prêts hypothécaires	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
Avances aux sociétés agréées et aux caisses publiques de prêts en vue de la construction d'habitation sociales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	17,7	18,4	19,5	20,5	21,5
PASSIF					
Fonds des Rentes ¹	18,3	19,0	13,2	13,5	13,8
Réserves mathématiques ²			6,7	7,4	8,2
Total du passif ...	18,3	19,0	19,9	20,9	22,0

* Depuis 1957, la C.G.E.R. publie séparément :

- 1) un bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ». Il s'agit des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et des lois coordonnées de 1946 relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers et des assurés libres.
 - 2) un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de 1925 et de 1930 sur la Pension des Employés. Ces assurances sont traitées selon le principe de la capitalisation.
 - 3) un bilan se rapportant aux retraites des employés, telles qu'elles ont été fixées par la loi du 12-7-1957, conçue également selon le principe de la capitalisation.
 - 4) un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 30 juin 1956 relative à la pension des indépendants.
- ¹ Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions.
- ² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de service des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1955	1956	1957	1958	1959
ACTIF					
Portefeuille-titres :					
Rentes belges directes	1,5	1,8	2,0	1,9	2,2
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	0,5	0,5	0,7	1,1	1,3
Obligations du Crédit communal, provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,7	0,6	0,6	0,6
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
Total du portefeuille-titres ...	2,9	3,3	3,6	4,0	4,5
PASSIF					
Réserves mathématiques et provisions	2,2	2,5	2,7	2,9	3,2
Fonds de réserve	0,8	0,9	1,0	1,2	1,4

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et leur affectation

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et Bons de Caisse	Total des dépôts, obligations et bons de Caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances, et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1956	12,4	3,4	2,7	18,5	1,1	10,4	0,2	11,7	n.d.	0,2	0,1	0,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1957	13,7	3,8	3,1	20,6	1,4	12,0	0,3	13,7	n.d.	0,2	0,1	0,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960																
1959 1 ^{er} trimest.	16,5	4,5	4,1	25,1	1,9	14,2	0,3	16,4	4,8	0,3	0,2	0,3	0,3	4,6	10,5	26,9
2 ^e »	17,0	4,7	4,2	25,9	2,0	14,7	0,3	17,0	4,6	0,3	0,1	0,4	0,4	5,2	11,0	28,0
3 ^e »	17,5	4,8	4,3	26,6	2,2	15,3	0,3	17,8	4,9	0,3	0,1	0,3	0,4	5,3	11,3	29,1
1960 1 ^{er} trimest.	19,0	5,2	4,5	28,7	2,4	16,2	0,4	19,0	5,4	0,2	0,1	0,4	0,3	5,7	12,1	31,1
2 ^e »	19,4	5,3	4,6	29,3	2,3	16,8	0,4	19,5	6,1	0,3	0,1	0,4	0,3	5,3	12,5	32,0
3 ^e »	19,6	5,4	4,7	29,7	2,4	17,5	0,4	20,3	6,1	0,2	0,1	0,4	0,3	5,4	12,5	32,8

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960
--	------	------	------	------	------	------

ACTIF

Portefeuille :

Crédits d'investissement à long et moyen terme :

1 ^o garantis par l'Etat	2,0	3,7	5,0	6,7	8,6	9,8
2 ^o garantis par Banques et Sociétés financières ...	4,0	4,2	4,4	5,1	5,5	6,2
3 ^o autres que ceux visés sub 1 ^o et 2 ^o ¹	4,6	5,3	5,8	7,1	7,8	10,5

Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations) (arrêté-loi du 30 novembre 1944, lois des 1^{er} octobre 1947, 6 janvier 1950, 24 mars 1953 et 26 juin 1956)

2,1 2,0 2,0 1,9 2,0 1,8

Crédits commerciaux à moyen terme

1,6 1,4 1,1 1,0 0,8 0,8

Crédits de financement d'exportations à moyen terme

0,9 0,8 0,7 0,6 0,8 0,9

Crédits gérés pour compte de l'Etat ²

2,3 2,3 2,2 2,4 2,5 2,7

PASSIF

Obligations	12,9	14,6	17,2	21,4	24,9	30,1
Bons de caisse	2,7	3,5	3,3	4,1	5,7	6,3
Etat Belge :						
Fonds d'Aide Marshall	2,0	2,0	2,0	1,9	1,9	1,8
Fonds de l'armement et des constructions maritimes	0,4	0,4	0,5	0,7	0,8	1,1

¹ Cette rubrique comprend tous les autres crédits d'investissement; le risque de ces opérations est supporté par la S.N.C.I. qui se fait conférer, s'il y a lieu, des sûretés réelles et/ou personnelles.

² Il s'agit de crédits financés par l'aide « Marshall » et par le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes.

XIV - 8. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1955	1956	1957	1958	1959	1955	1956	1957	1958	1959
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	0,6	0,7	1,0	1,4	1,7	0,6	0,7	0,9	1,0	1,1
Prêts hypothécaires	4,4	5,1	6,2	7,1	7,8	1,1	1,3	1,6	1,8	2,0
Prêts sur police	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	2,3	2,5	2,5	2,9	3,5	2,1	2,2	2,4	2,8	3,1
Valeurs étrangères	0,2	0,5	0,5	0,5	0,8	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3
Titres garantis par le Congo	0,1	0,2	0,2	0,2	0,4	...	...	...	...	...
Titres des organismes para-										
stataux de crédit	1,9	2,1	2,2	2,6	3,1	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4
Titres des autres organismes										
parastataux	1,5	1,5	1,0	1,0	1,2	1,0	1,1	0,8	0,9	1,0
Titres des provinces et com-										
munes	1,1	1,0	1,6	1,7	1,7	0,4	0,4	0,5	0,6	0,6
Obligations de sociétés belges	4,8	5,5	6,0	6,4	7,2	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6
Actions de sociétés belges ...	1,8	2,0	2,3	2,5	1,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Total des valeurs mobilières ...	13,7	15,3	16,3	17,8	19,6	4,7	5,1	5,2	5,9	6,5

PASSIF

Cautionnements déposés	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques ¹ ...	19,7	22,1	24,4	27,0	31,0	6,7	7,4	8,2	9,0	9,8

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

**XIV - 9. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur Belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1951	1,02
1952	1,27
1953	1,47
1954	1,65
1955	1,67
1956	1,80
1957	1,78
1958	1,77
1959	2,13
1960	2,50
1959 4 ^e trimestre .	2,42
1960 1 ^{er} trimestre .	2,14
2 ^e trimestre .	2,51
3 ^e trimestre .	2,76
4 ^e trimestre .	2,59

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscriptions perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.*

XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
1. Epargne-dépôts ¹ :									
Caisses d'épargne	4,7	8,2	6,4	5,5	5,1	6,3	5,6	10,9	10,4
Banques	0,6	2,4	2,8	3,0	2,2	-0,7	1,1	4,6	5,1
Institutions parastatales de crédit ..	0,2	0,4	0,7	0,3	-0,2	0,3	-0,5	2,2	0,3
Total ...	5,5	11,0	9,9	8,8	7,1	5,9	6,2	17,7	15,8
2. Epargne-réserves ¹ :									
Organismes de pensions	2,8	3,1	3,1	3,4	3,8	3,6	5,2	4,4	n.d.
Organismes d'assurance contre les accidents du travail	0,6	1,0	1,0	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	n.d.
Caisses de vacances annuelles	0,8	0,6	0,5	0,1	0,3	0,1	0,4	0,2	n.d.
Organismes d'assurance sur la vie ..	2,3	2,7	2,9	3,1	3,4	3,5	3,5	3,9	n.d.
Organismes d'assurance de la responsabilité civile	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	n.d.
Assurances diverses, entreprises de capitalisation et d'épargne immobilière	0,3	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	n.d.
Total ...	6,9	7,8	7,8	7,9	9,1	8,9	10,7	10,1	9,2
3. Epargne hypothécaire et immobilière :									
Prêts hypothécaires consentis par les particuliers	2,5	2,6	3,2	2,9	2,7	2,1	1,8	2,1	n.d.
Remboursements effectués par les particuliers sur emprunts hypothécaires	3,6	4,3	4,9	5,2	6,2	6,5	7,0	7,5	7,5
Construction d'habitations (capitaux investis par les particuliers)	6,3	5,4	6,4	7,3	7,9	7,4	8,9	9,2	11,7 ⁴
Total ...	12,4	12,3	14,5	15,4	16,8	16,1	17,6	18,7	19,2
4. Emissions de capitaux :									
Nouveaux placements du public ...	6,2	11,0	6,1	13,1	10,5	7,9	13,6	16,0	15,8
Total (1 à 4)	31,0	42,1	38,3	45,2	43,5	38,8	48,1	62,5	60,0
Doubles emplois ² ...	-1,0	-0,8	-0,3	0,1	0,1	-0,8	0,3	-2,6	0,5
Total net (1 à 4) ...	30,0	41,3	38,0	45,3	43,6	38,0	48,4	59,9	60,5
5. Epargne interne des entreprises :									
Amortissements	24,2	23,6	23,2	23,8	25,4	28,5	30,9	29,8	30,7
Epargne nette	11,0 ³	9,0 ³	7,8 ³	7,8 ³	9,6 ³	10,0	9,2	4,9	5,6
Total ...	35,2	32,6	31,0	31,6	35,0	38,5	40,1	34,7	36,3
Total général (1 à 5) ...	65,2	73,9	69,0	76,9	78,6	76,5	88,5	94,6	96,8

¹ Accroissement de l'année.

² Accroissement ou diminution auprès de la C.G.E.R. et des institutions parastatales de crédit, des avoirs de diverses institutions et entreprises dont les réserves — propres ou exigibles — sont déjà recensées comme une épargne dans une des rubriques du présent tableau.

³ Ces chiffres ne sont pas comparables à ceux des années postérieures à 1955.

⁴ Ce chiffre comprend en outre les prêts hypothécaires consentis par les particuliers.

Références bibliographiques : Etudes complémentaires aux Comptes rendus annuels de la C.G.E.R.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres généralement négociables ²					Titres non généralement négociables			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹	
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales	Emissions brutes ⁵	Amortissements	Emissions nettes		
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (4)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)			
1. Etat (dette directe uniquement)	1956	14,8	4,4	10,4	—	10,4	1,7	3,6	- 1,9	8,5	
	1957	12,0	6,9	5,1	—	5,1	1,6	2,6	- 1,0	4,1	
	1958	18,2	8,9	9,3	—	9,3	0,2	2,7	- 2,5	6,8	
	1959	20,8	7,5	13,3	—	13,3	0,7	1,7	- 1,0	12,3	
	1960 (1er sem.)	20,7	10,1	10,6	—	10,6	1,7	1,3	0,4	11,0	
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1956	1,6	0,9	0,7	...	0,7	1,2	0,2	1,0	1,7	
	1957	3,9	1,0	2,9	...	2,9	1,3	0,1	1,2	4,1	
	1958	3,3	1,1	2,2	...	2,2	2,7	0,3	2,4	4,6	
	1959	3,7	1,2	2,5	...	2,5	2,6	0,4	2,2	4,7	
	1960 (1er sem.)	0,4	0,8	- 0,4	...	- 0,4	1,4	0,4	1,0	0,6	
3. Organismes paraétatiques de crédit	1956	0,1	0,2	- 0,1	3,1	3,0	2,0	0,2	1,8	4,8	
	1957	1,5	...	1,5	1,6	3,1	1,9	0,2	1,7	4,8	
	1958	...	...	...	5,4	5,4	2,2	0,4	1,8	7,2
	1959	2,8	0,6	2,2	3,3	5,5	2,3	0,6	1,7	7,2	
	1960 (1er sem.)	0,4	...	0,4	2,8	3,2	1,0	0,2	0,8	4,0	
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	1956	3,6	3,5	0,1	2,3	2,4	...	...	...	2,4
	1957	2,1	0,8	1,3	2,3	3,6	...	...	...	3,6
	1958	2,4	1,6	0,8	4,8	5,6	...	...	...	5,6
	1959	1,2	1,0	0,2	4,1	4,3	...	0,1	- 0,1	4,2	
	1960 (1er sem.)	1,1	1,6	- 0,5	3,0	2,5	...	...	...	2,5
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1956	3,6	2,4	1,2	...	1,2	1,0	0,1	0,9	2,1	
	1957	1,4	0,8	0,6	...	0,6	0,8	0,6	0,2	0,8	
	1958	...	1,9	- 1,9	...	- 1,9	0,7	0,1	0,6	- 1,3	
	1959	4,2	1,1	3,1	...	3,1	0,4	0,2	0,2	3,3	
	1960 (1er sem.)	1,5	2,6	- 1,1	...	- 1,1	0,2	...	0,2	- 0,9	
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1956	32,7	11,4	12,3	5,4	17,7	5,9	4,1	1,8	19,5	
	1957	20,9	9,5	11,4	3,9	15,3	5,6	3,5	2,1	17,4	
	1958	23,9	13,5	10,4	10,2	20,6	5,8	3,5	2,3	22,9	
	1959	32,7	11,4	21,3	7,4	28,7	6,0	3,0	3,0	31,7	
	1960 (1er sem.)	24,1	15,1	9,0	5,8	14,8	4,3	1,9	2,4	17,2	
6. Congo et Ruanda-Urundi	1956	2,1	0,3	1,8	...	1,8	...	...	...	1,8
	1957	...	0,3	- 0,3	...	- 0,3	...	...	...	- 0,3
	1958	4,0	0,3	3,7	...	3,7	...	...	...	3,7
	1959	...	0,6	- 0,6	...	- 0,6	...	...	...	- 0,6
	1960 (1er sem.)	...	1,1	- 1,1	...	- 1,1	...	...	...	- 1,1
Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Ruanda-Urundi	1956	25,8	11,7	14,1	5,4	19,5	5,9	4,1	1,8	21,3	
	1957	20,9	9,8	11,1	3,9	15,0	5,6	3,5	2,1	17,1	
	1958	27,9	13,8	14,1	10,2	24,3	5,8	3,5	2,3	26,6	
	1959	32,7	12,0	20,7	7,4	28,1	6,0	3,0	3,0	31,1	
	1960 (1er sem.)	24,1	16,2	7,9	5,8	13,7	4,3	1,9	2,4	16,1	
7. Rectifications à apporter pour :	1956	2,1	—	2,1	—	2,1	- 2,1	—	- 2,1	—	
	a) obtenir l'évolution de l'encours des titres généralement négociables d'une part et des titres non généralement négociables d'autre part — correction : conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables	1957	1,9	—	1,9	—	1,9	- 1,9	—	- 1,9	—
	1958	2,1	—	2,1	—	2,1	- 2,1	—	- 2,1	—	
	1959	1,6	—	1,6	—	1,6	- 1,6	—	- 1,6	—	
	1960 (1er sem.)	...	—	...	—	...	...	—	...	—
	b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — correction : différence entre la valeur nominale et le prix d'émission ⁶	1956	- 0,6	—	- 0,6	—	- 0,6	—	—	—	—
	1957	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—	
	1958	...	—	...	—	...	—	—	—	—	
	1959	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—	
	1960 (1er sem.)	...	—	...	—	...	—	—	—	—	

¹ Pour les émissions au robinet des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions de bons de caisse à un an ou moins et les émissions à plus d'un an, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée. — Pour mémoire : Emission nette à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1956 : 4,0; en 1957 : 1,4; en 1958 : 11,4; en 1959 : 8,9.

² Sont considérés comme titres généralement négociables, les titres cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire et la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ¹ (millions de francs)	Rendement à l'émission	
Mois	Jour							
1958	Janvier	15	Etat belge 1958-1964	5,50	97,25	6 ans 3 mois	7.464	6,05
	Février	24	Dettes Coloniales 1958-1964	5,50	97,20	6 ans 4 mois	2.000	6,05
	Avril	8	Ville d'Anvers	5,50	97,80	5 ans 8 mois	600	5,98
	Avril	8	Ville de Bruxelles	5,50	97,80	5 ans 8 mois	800	5,98
	Avril	28	Fonds des Routes	5,50	98,00	7 ans	2.000	5,86
	Juin	12	Crédit Communal	5,50	99,00	8 ans	1.000	5,66
	Septembre	15	Etat belge 1958-1968	5,00	99,00	10 ans	10.695	5,16
	Novembre	26	Emprunt à lots du Congo 1958	2,00 — 5,00 ²	100,00	15 ans	2.000	5,41
1959	Janvier	19	Etat belge 1959-1971	4,75	98,25	12 ans	8.194	4,98
	Mars	16	S.N.C.B.	4,75	98,25	10 ans	700	5,02
	Avril	15	Fonds des Routes	4,75	98,25	12 ans	2.500	4,98
	Mai	12	R.T.T.	4,75	98,25	11 ans	1.500	4,99
	Juin	8	Etat belge 1959-1974	4,75	98,25	à 10 ou 15 ans	4.098	5,06 ⁷
	Juillet	6	Ville de Liège	5,00	98,00	10 ans	400	5,30
	Septembre	14	Etat belge 1959-1970	5,00	99,00	11 ans	8.166	5,14
	Octobre	19	Ville d'Anvers	5,00	98,00	10 ans	750	5,30
	Novembre	16	S.N.C.B.	5,00	98,50	10 ans	2.000	5,24
	Décembre	10	S.N.C.I.	5,00	98,50	10 ans	2.000	5,24
1960	Février	1	Etat belge 1960-1970	5,25	100,00	10 ans	12.848	5,25
	Mars	3	R.T.T.	5,25	99,50	13 ans	1.500	5,31
	Avril	7	C.N.C.P.	5 — 5,25 ³	100,00	à 5 ou 10 ans	325	5,27 ⁷
	Avril	19	Etat belge 1960-65-70	5 — 5,25 ³	100,00	à 5 ou 10 ans	7.752	5,19 ⁷
	Juin	7	Crédit Communal	3 — 5,00	100,00	20 ans	1.338	5,53
	Juin	29	S.N.C.B.	5 — 5,25 ³	100,00	à 5 ou 10 ans	2.300	5,17
	Octobre	10	S.N.C.I.	5,25 — 5,50 ⁵	98,50	à 5 ou 10 ans	2.000	5,67 ⁷
	Novembre	16	Etat belge 1960-65-70-75	5,25 — 5,50 ⁵	99,00	à 5, 10 ou 15 ans	7.324	5,73 ⁷
	Novembre	30	C.N.C.P.	5,25 — 5,50 ⁵	98,50	à 5, 8 ou 11 ans	250	5,72 ⁷
1961	Janvier	16	S.N.C.B.	5,25 — 5,50 ⁵	98,25	à 5 ou 10 ans	1.237	5,76
	Février	27	S.N.C.I.	5,25 — 5,50 ⁵	98,25	à 5 ou 10 ans	2.000	5,82 ⁷

¹ Ces montants sont différents de ceux du tableau précédent [XVI 1, colonne (1)] parce qu'ils ne comprennent pas les obligations remises en paiement, aux sinistrés par la C.A.D.G.

² Après le 30 novembre 1968.

³ Intérêts : 5 % pendant les 5 premières années et 5,25 % pendant les 5 dernières années.

⁴ Emprunt à lots; intérêts : 3 % pendant les 10 premières années, 5 % de la 11^e à la 15^e année et 5,50 % de la 16^e à la 20^e année.

⁵ Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années et 5,50 % pendant les dernières années.

⁶ Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % les 5 années suivantes et 5,75 % les 5 dernières années.

⁷ Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté ¹		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement à l'émission	
Mois	Jour							
1958	Avril	11	Congo	5,25	98,5	15 ans	U.S. \$ 15	n.d.
	Avril	26	R.T.T.	5,00	98,5	3, 4, 5 ans	U.S. \$ 10	5,42 ⁵
	Mai	22	R.T.T.	5,50	97,0	15 ans	U.S. \$ 12	5,89
	Avril	22	R.T.T.	5,00	98,5	3, 4, 5 ans	U.S. \$ 12	5,42 ⁵
	Avril	22	R.T.T.	5,50	97,0	15 ans	U.S. \$ 12	5,89
	Avril	12	Etat belge	4,75	100,0	3 ans ⁴	U.S. \$ 60	4,84
1959	Janvier	8	Sabena	5,75		15 ans	D.M. 40	n.d.
	Avril	16	Etat belge 1959-1974	5,25	100,0	15 ans	U.S. \$ 22,25	5,32
	Mai	20	R.T.T.	4,50		12 ans	F.S. 50	n.d.
	Novembre	25	Congo	5,50		3 ans	U.S. \$ 20	n.d.
	Novembre	25	Congo	5,75		4 ou 5 ans	U.S. \$ 20	n.d.
	Novembre	28	Sabena	5,75		7 ans	U.S. \$ 20	n.d.
	Décembre	24	Fonds des Routes	5,75	98,5	15 ans	D.M. 60	6,02
1960	Janvier	12	Fonds des Routes	5,75	98,5	15 ans	D.M. 60	6,02
	Février	16	Etat belge 1960-1972	4,50	98,0	12 ans	F.S. 50	4,72
	Mars	18	Congo	6,00	100,0	3, 4, 5 ans	U.S. \$ 20	6,13
	Mars	31	Otraco ³	6,00	100,0	10 ans	U.S. \$ 5	6,08
	Mars	31 ²	Congo ³	6,00	100,0	12 ans	U.S. \$ 28	6,09
	Mars	31 ²	Congo ³	6,00	100,0	12 ans	U.S. \$ 7	6,10

¹ La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau communiquant, de façon aussi approchée que possible, l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtes, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

² Cet arrêté a été modifié par un arrêté royal du 19 mai 1960.

³ Emprunt contracté auprès de la B.I.R.D.

⁴ Cet emprunt a été rangé, dans les situations officielles de la Dette publique, parmi les emprunts à court terme parce qu'il était représenté par des promesses remboursables à six mois de date. Ces promesses étaient toutefois renouvelables, à l'option de l'Etat belge, jusqu'à la date d'expiration du crédit, soit le 22 août 1961.

⁵ Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

* Emprunts de l'Etat, du Congo, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues).

XVI - 3. — DETTE DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe	Dette indirecte	Dette totale
	intérieure				extérieure						
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale			
1950	104,5	36,7	60,6	18,6	220,4	13,0	3,3	16,3	236,7	12,0	248,7
1951	106,5	33,9	68,0	19,4	227,8	12,8	2,1	14,9	242,7	11,9	254,6
1952	119,2	27,9	69,1	19,2	235,4	13,3	4,6	17,9	253,3	13,0	266,3
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6
1959 Mars	181,7	24,0	74,1	24,5	304,3	16,9	13,8	30,7	335,0	18,5	353,5
Avril	181,3	24,0	76,4	24,2	305,9	17,6	15,5	33,1	339,0	21,0	360,0
Mai	181,1	24,0	74,5	25,2	304,8	18,0	15,8	33,8	338,6	21,0	359,6
Juin	184,7	23,6	71,9	25,6	305,8	17,9	15,1	33,0	338,8	20,9	359,7
Juillet	184,4	22,9	73,0	26,9	307,2	17,8	15,7	33,5	340,7	20,8	361,5
Août	184,3	22,7	73,9	26,4	307,3	17,9	16,0	33,9	341,2	20,8	362,0
Septembre	192,3	22,7	67,0	26,6	308,6	17,8	16,8	34,6	343,2	20,8	364,0
Octobre	191,9	22,7	75,5	27,0	317,1	17,8	16,2	34,0	351,1	20,7	371,8
Novembre	191,2	22,7	77,3	26,8	318,0	17,8	16,2	34,0	352,0	20,7	372,7
Décembre	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6
1960 Janvier	189,6	24,3	77,6	27,0	318,5	17,7	16,2	33,9	352,4	22,0	374,4
Février	202,0	21,2	74,8	27,2	325,2	17,7	15,8	33,5	358,7	22,0	380,7
Mars	201,8	21,0	76,7	27,2	326,7	18,2	15,6	33,8	360,5	21,4	381,9
Avril	203,5	17,6	82,7	27,2	331,0	18,1	16,3	34,4	365,4	21,4	386,8
Mai	207,7	17,6	78,5	27,9	331,7	18,1	17,5	35,6	367,3	21,4	388,7
Juin	207,2	17,6	77,5	28,7	331,0	17,9	19,0	36,9	367,9	21,3	389,2
Juillet	206,8	17,9	77,2	28,3	330,2	17,9	18,6	36,5	366,7	21,3	388,0
Août	206,6	17,9	78,6	27,9	331,0	17,9	19,0	36,9	367,9	21,3	389,2
Septembre	206,5	18,1	78,4	27,2	330,2	17,7	20,3	38,0	368,2	21,2	389,4
Octobre	206,0	18,1	80,0	27,3	331,4	17,6	22,0	39,6	371,0	21,1	392,1
Novembre	207,9	18,1	76,4	27,4	329,8	17,6	23,2	40,8	370,6	21,1	391,7
Décembre	211,6	18,1	68,6	32,4	330,7	17,4	27,0	44,4	375,1	21,1	396,2
1961 Janvier	210,8	18,1	73,0	31,3	333,2	17,4	29,0	46,4	379,6	21,7	401,3
Février	210,2	18,1	75,6	30,3	334,2	17,5	32,0	49,5	383,7	22,3	406,0
Mars	210,0	18,1	77,0	29,5	334,6	17,4	32,0	49,4	384,0	22,3	406,3

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-18.

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES
A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC (nouvelle série)**

a) Par émetteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Emetteurs	1957			1958			1959		
	Titres généralement négociables ¹	Titres non généralement négociables	Total	Titres généralement négociables ¹	Titres non généralement négociables	Total	Titres généralement négociables ¹	Titres non généralement négociables	Total
1. Etat ²	143,6 ³	50,9	194,5	154,9 ³	46,4	201,3	169,8 ³	43,7	213,5
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	20,0	8,8	28,8	22,1	11,2	33,3	24,6	13,5	38,1
3. Organismes paraétatiques de crédit	28,6	13,3	41,9	34,0	15,0	49,0	12,2	1,3	13,5
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	38,8	1,3	40,1	44,4	1,3	45,7	48,6	1,2	49,8
5. Organismes paraétat. d'exploitation	31,7	4,1	35,8	29,9	4,6	34,5	33,0	4,9	37,9
6. Congo et Ruanda-Urundi	9,0	1,3	10,3	12,7	1,3	14,0	39,6	16,7	56,3
7. Total	271,7	79,7	351,4	298,0	79,8	377,8	327,8	81,3	409,1

¹ Sont considérés comme titres généralement négociables, les titres cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire et la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

² Les emprunts figurant à la Dette publique belge indirecte sont repris dans le groupe d'émetteurs au profit duquel ils ont été émis.

³ Y compris les tranches libérées de l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	1957			1958			1959		
	Titres généralement négociables	Titres non généralement négociables	Total	Titres généralement négociables	Titres non généralement négociables	Total	Titres généralement négociables	Titres non généralement négociables	Total
1. Pouvoirs subordonnés, fonds autonomes et organismes paraétat. ^{1 2}	7,6	0,3	7,9	8,6	0,3	8,9	10,2	0,3	10,5
2. Fonds des Rentes	4,0	...	4,0	3,2	...	3,2	3,8	...	3,8
3. Organismes monétaires ¹	25,4	38,3	63,7	31,5	36,5	68,0	35,4	36,3	71,7
4. Organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances et de capitalisation									
a) Caisses d'épargne	33,8	11,7	45,5	34,2	12,8	47,0	38,6	13,3	51,9
b) Organismes de sécurité sociale	32,8	16,0	48,8	35,9	17,8	53,7	36,8	20,1	56,9
c) Fonds de pensions spéciaux	2,8	0,1	2,9	3,0	0,1	3,1	3,0	0,3	3,3
d) Entreprises d'assurances	16,2	2,1	18,3	17,4	2,9	20,3	21,0	3,6	24,6
e) Entreprises de capitalisation	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1
Total ...	85,7	29,9	115,6	90,6	33,6	124,2	99,5	37,3	136,8
5. Congo et Ruanda-Urundi ^{1 3}	3,2	1,5	4,7	4,0	1,1	5,1	3,9	0,7	4,6
6. Particuliers, entreprises et non-résidents autres que ceux repris sous 5	145,8	9,7	155,5	160,1	8,3	168,4	175,0	6,7	181,7
7. Total général	271,7	79,7	351,4	298,0	79,8	377,8	327,8	81,3	409,1

¹ A l'exclusion des avoirs des caisses de pensions gérées par ces organismes.

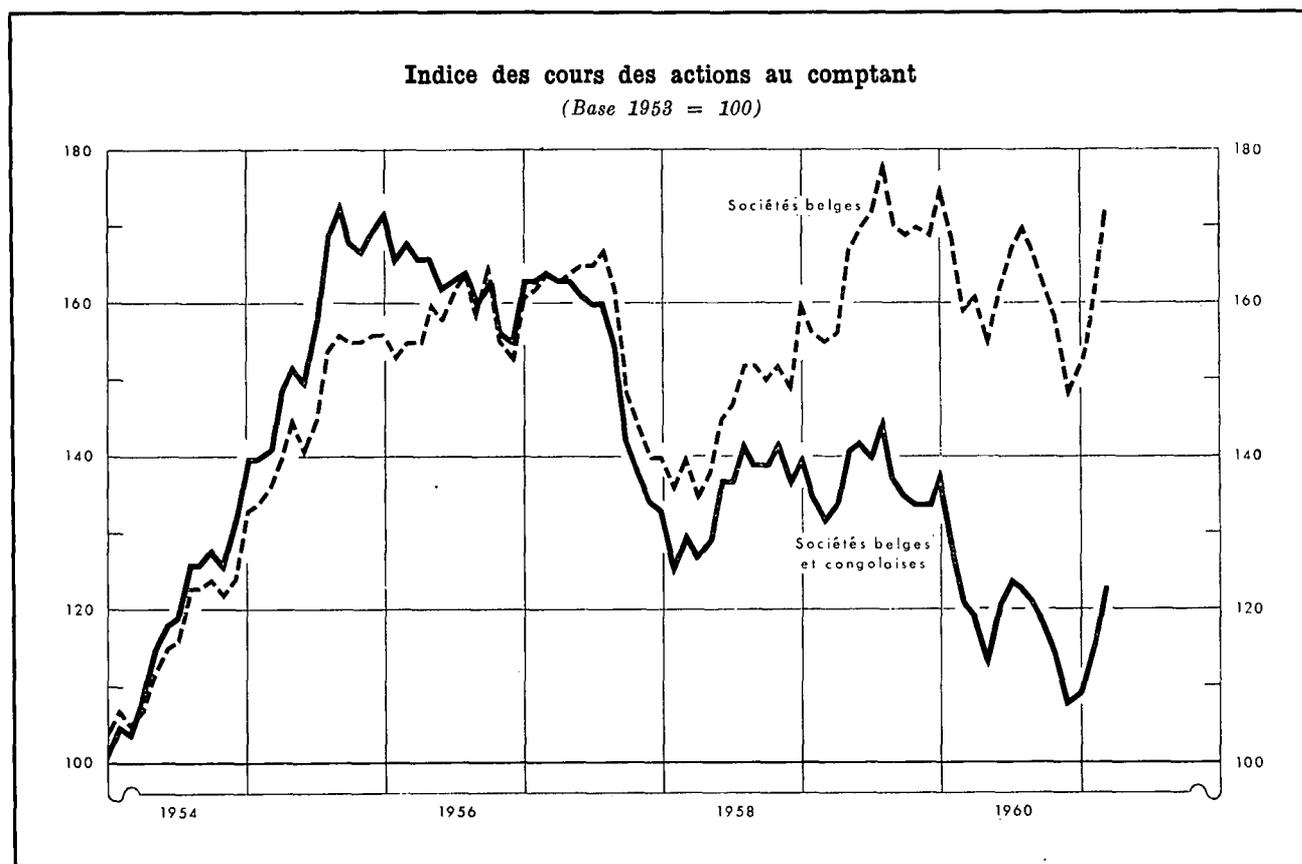
² A l'exclusion des organismes paraétatiques d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances et de capitalisation.

³ Gouvernement du Congo, Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi et divers organismes paraétatiques congolais.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXIIIe année, vol. I, n° 1, janvier 1958 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXVe année, vol. II, n° 2, août 1960 : Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émises jusqu'au 30 juin 1960 ».*

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités (moyenne par séance - millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions						Taux de rendement % 3				
		Au comptant				A terme	Valeurs belges et congolaises 4		Valeurs belges 5			
		Valeurs belges et congolaises		Valeurs belges								
(Base 1953 = 100) 2 4												
1951 Moyenne mensuelle .	85	88	86	—	—	—	—	3,7	n.d.	n.d.	n.d.	
1952 Moyenne mensuelle .	79	99	98	104	—	—	—	4,7	n.d.	n.d.	n.d.	
1953 Moyenne mensuelle .	67	100	100	100	—	—	—	3,9	n.d.	n.d.	n.d.	
1954 Moyenne mensuelle .	110	118	116	108	—	—	—	3,0	n.d.	n.d.	n.d.	
1955 Moyenne mensuelle .	152	157	146	141	—	—	—	2,9	n.d.	n.d.	n.d.	
1956 Moyenne mensuelle .	113	164	158	139	—	—	—	3,2	n.d.	n.d.	n.d.	
1957 Moyenne mensuelle .	106	155	158	133	—	—	—	4,1	n.d.	n.d.	n.d.	
1958 Moyenne mensuelle .	70	135	145	117	—	—	—	3,8	n.d.	n.d.	n.d.	
1959 Moyenne mensuelle .	105	137	166	129	—	—	—	3,4	2,9	2,9	2,9	
1960 Moyenne mensuelle .	93	121	162	116	—	—	—	4,5	2,8	2,8	2,8	
	1960	1961	1960	1961	1960	1961	1960	1961	1960	1961	1960	1961
Janvier	102	75	138	109	175	152	134	109	3,4	5,8	2,6	2,9
Février	91	114	129	116	168	161	124	115	3,7	5,7	2,7	2,8
Mars	88	151	121	123	159	172	115	119	4,0	5,1	2,8	2,9
Avril	83		119		161		111		4,3		2,8	
Mai	95		114		155		106		4,0		2,8	
Juin	143		121		162		116		3,8		2,8	
Juillet	116		124		167		118		4,9		2,8	
Août	105		123		170		117		5,3		2,7	
Septembre	87		121		167		117		4,6		2,8	
Octobre	72		118		162		115		5,0		2,9	
Novembre	66		114		158		113		5,1		3,0	
Décembre	67		108		149		108		5,4		3,1	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).

2 Source : Institut National de Statistique : Indices au 10 de chaque mois.

3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé, au cours à la fin du mois.

4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1951	49	2.212	2.166	526	—	238	28	526	12
1952	52	2.623	2.270	593	—	259	35	912	24
1953	52	2.776	2.466	646	—	282	36	1.845	50
1954	51	2.878	2.649	661	—	299	37	2.759	75
1955	50	3.265	2.704	644	1	306	33	3.653	119
1956	49	3.404	2.967	695	—	321	36	3.972	157
1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	38	377	45	6.619	307
1960	50	4.561	3.612	814	—	423	48	6.619	308

Sociétés financières et immobilières ⁵

1951	1.043	8.520	7.279	1.227	39	917	51	2.976	244
1952	1.094	9.295	8.113	1.434	36	957	63	3.266	141
1953	1.178	10.261	8.214	1.610	44	1.108	76	3.355	159
1954	1.286	11.004	9.118	1.793	50	1.239	90	4.044	149
1955	1.327	11.694	9.721	2.095	39	1.357	99	4.811	214
1956	1.359	12.366	10.112	2.181	94	1.484	104	4.793	249
1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.065	414
1960	1.198	25.757	12.740	2.850	157	1.980	127	9.141	423

Industrie des fabrications métalliques

1951	1.034	7.519	6.870	1.834	103	871	103	904	37
1952	1.080	8.282	7.177	2.066	89	882	110	1.029	50
1953	1.143	10.480	6.668	2.215	206	989	110	1.313	74
1954	1.213	10.926	7.587	2.032	234	923	101	1.426	86
1955	1.218	11.324	8.101	2.063	299	1.247	88	2.007	89
1956	1.233	11.416	8.520	2.194	429	1.065	111	2.005	101
1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	1.998	101
1960	1.029	14.655	10.170	2.527	445	1.519	100	1.948	118

Métallurgie du fer

1951	106	7.572	8.744	758	31	541	53	2.398	122
1952	105	7.858	8.747	1.689	5	1.039	81	2.378	124
1953	109	10.269	7.121	1.323	20	798	52	2.197	121
1954	108	10.332	7.522	660	53	410	33	2.303	114
1955	106	9.313	6.732	1.135	46	653	51	2.226	123
1956	106	10.026	10.072	2.369	23	1.324	85	2.158	120
1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.679	172
1960	88	13.873	12.578	1.919	24	992	58	4.679	281

Industrie textile

1951	1.008	6.876	10.717	1.752	38	608	133	445	22
1952	1.033	7.654	11.158	1.146	183	507	100	479	27
1953	1.070	9.882	9.842	551	544	247	48	463	27
1954	1.105	10.285	9.324	660	371	252	48	503	27
1955	1.081	10.299	9.119	793	298	291	55	522	28
1956	1.087	10.753	9.365	804	363	286	52	510	27
1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	485	27
1960	821	11.427	9.239	1.030	225	446	61	472	28

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1951	716	5.877	4.097	754	51	403	48	531	27
1952	718	6.219	4.020	709	82	396	54	586	31
1953	725	6.911	3.748	661	73	352	49	657	34
1954	750	7.200	3.900	799	65	394	55	765	41
1955	742	7.359	4.069	881	82	425	59	792	45
1956	731	7.837	4.115	954	98	446	66	789	48
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	981	58
1960	603	8.843	5.010	1.201	133	682	54	984	60

Industrie chimique

1951	477	7.384	5.129	1.056	51	510	39	963	41
1952	489	8.001	5.414	1.509	66	624	57	1.059	50
1953	518	8.553	5.646	1.168	140	582	43	1.083	58
1954	546	9.270	4.907	1.036	200	502	59	1.091	59
1955	560	9.501	5.395	1.258	52	932	63	1.006	58
1956	561	10.015	5.582	1.468	52	750	68	1.038	56
1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.263	82
1960	447	13.046	6.209	1.592	230	700	71	1.257	73

Electricité

1951	51	11.273	2.983	1.103	0,9	941	71	3.622	179
1952	49	12.295	2.649	1.243	0,3	1.036	77	4.300	199
1953	53	12.395	2.779	1.304	..	1.115	84	4.597	246
1954	54	12.754	2.909	1.456	—	1.165	88	4.764	257
1955	52	13.525	2.968	1.503	0,3	1.164	85	4.494	265
1956	51	15.382	2.207	1.558	..	1.251	82	4.434	253
1957	47	16.784	2.454	1.581	—	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	0,7	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	—	1.511	86	5.510	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	0,1	1.539	85	5.515	332

Industrie du charbon

1951	63	6.637	6.286	859	7	682	68	938	50
1952	61	7.077	6.046	1.206	65	1.007	94	848	47
1953	61	8.223	5.043	1.140	149	839	87	956	42
1954	61	8.268	4.927	900	196	723	72	1.073	49
1955	55	8.131	4.747	870	122	716	70	1.015	59
1956	54	8.592	4.263	1.212	153	937	92	972	56
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	47	8.511	4.369	107	1.000	63	7	756	43

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ^{6 7}

1951	11.250	88.226	73.126	14.553	766	7.792	896	15.543	839
1952	11.706	94.884	75.821	16.827	892	8.950	1.012	17.446	827
1953	12.353	108.387	72.712	15.375	1.819	8.615	909	18.863	944
1954	13.171	112.207	76.018	15.095	1.800	8.231	941	21.443	1.003
1955	13.268	114.978	77.313	17.092	1.518	9.674	990	23.506	1.144
1956	13.397	123.605	81.666	20.764	1.743	10.869	1.136	24.930	1.238
1957	13.487	131.010	86.852	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.287
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.927	156.179	98.558	18.232	3.519	10.293	1.015	35.687	1.650
1960	10.925	156.529	96.922	20.784	2.926	11.554	1.062	35.469	1.922

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : *Institut National de Statistique* (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation au Congo									
1951	275	14.345	7.275	4.739	40	2.599	206	602	29
1952	331	18.292	9.155	6.732	63	3.418	231	1.059	48
1953	369	22.968	8.955	6.766	204	3.838	278	1.219	57
1954	401	25.233	11.358	7.198	124	4.383	372	1.616	70
1955	442	27.947	14.673	8.106	233	4.979	332	1.843	89
1956	472	29.946	16.096	9.643	362	6.033	354	2.201	94
1957	500	35.981	14.363	10.839	256	6.609	350	2.772	105
1958	494	38.594	16.000	8.491	243	5.542	338	3.150	124
1959	494	42.202	18.315	7.258	396	5.571	315	3.164	150
1960 p	332	35.629	15.188	7.387	274	5.816	237	3.166	174

C. — Total général des sociétés belges et congolaises ^{6 7}

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger)

1951	11.605	105.975	83.412	19.807	994	10.617	1.126	16.533	881
1952	12.115	116.978	88.047	24.384	1.026	12.779	1.289	18.629	884
1953	12.802	135.191	85.310	23.229	2.078	12.911	1.228	20.286	1.005
1954	13.658	141.469	92.191	23.341	1.957	13.148	1.370	23.103	1.076
1955	13.795	146.996	97.352	26.448	1.806	15.241	1.383	25.389	1.235
1956	13.949	158.485	102.920	31.661	2.171	17.670	1.569	27.171	1.333
1957	14.066	173.996	106.372	34.611	2.097	19.545	1.631	31.256	1.392
1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.487	205.709	121.299	26.527	3.972	16.611	1.395	38.881	1.813
1960 p	11.313	199.261	116.875	29.252	3.223	18.161	1.370	38.635	2.096

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁷ Total général net, après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES ¹

Chiffres mensuels cumulés

Source : *Institut National de Statistique* (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1959 Janvier	152	2,5	1,1	0,3	0,1	0,2	0,2
2 premiers mois	376	3,2	2,8	0,6	0,1	0,5	0,3
3 premiers mois	2.344	20,2	12,1	2,6	0,6	1,6	0,4
4 premiers mois	5.858	54,7	36,2	6,3	1,3	3,5	0,6
5 premiers mois	9.535	99,3	60,9	11,7	2,5	6,5	0,7
6 premiers mois	11.425	118,0	75,7	13,9	2,8	7,6	0,9
7 premiers mois	11.990	124,2	80,5	14,6	2,9	8,0	1,0
8 premiers mois	12.205	125,2	81,2	14,7	3,0	8,1	1,1
9 premiers mois	12.558	127,4	83,0	15,1	3,1	8,2	1,2
10 premiers mois	13.144	136,5	86,7	16,1	3,3	8,9	1,3
11 premiers mois	13.566	149,9	95,1	17,5	3,4	9,9	1,5
12 mois	13.927	156,2	98,6	18,2	3,5	10,3	1,6
1960 Janvier p	113	2,4	0,8	0,2	0,0	0,2	0,2
2 premiers mois p	282	3,5	2,8	0,6	0,0	0,7	0,3
3 premiers mois p	1.756	18,5	11,6	2,6	0,3	1,8	0,5
4 premiers mois p	4.314	51,8	31,5	6,5	0,8	4,1	0,7
5 premiers mois p	7.197	98,1	59,4	12,4	2,1	7,2	0,8
6 premiers mois p	8.762	116,2	73,4	15,0	2,4	8,5	1,0
7 premiers mois p	9.316	124,0	79,0	15,9	2,5	9,0	1,2
8 premiers mois p	9.472	124,8	79,6	16,0	2,6	9,0	1,3
9 premiers mois p	9.791	127,3	81,4	16,4	2,6	9,2	1,4
10 premiers mois p	10.268	136,3	84,9	17,7	2,8	10,0	1,6
11 premiers mois p	10.603	149,6	92,5	19,8	2,9	11,0	1,8
12 mois p	10.925	156,5	96,9	20,8	2,9	11,6	1,9

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES ¹ (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo

1959 Janvier	3	0,1	...	...	...	...	...
2 premiers mois	8	0,1	0,1	...	...	...	...
3 premiers mois	22	0,4	0,2	0,1	...	...	...
4 premiers mois	54	1,5	0,7	0,3	...	0,1	...
5 premiers mois	150	16,3	8,4	3,7	0,1	3,0	0,1
6 premiers mois	307	29,3	12,9	5,9	0,2	4,4	0,1
7 premiers mois	388	36,8	16,9	6,8	0,3	5,3	0,1
8 premiers mois	405	37,4	17,4	6,9	0,3	5,3	0,1
9 premiers mois	417	37,6	17,4	6,9	0,3	5,3	0,1
10 premiers mois	447	38,0	17,6	7,0	0,4	5,3	0,1
11 premiers mois	480	41,1	17,8	7,2	0,4	5,5	0,1
12 mois	494	42,2	18,3	7,3	0,4	5,6	0,2
1960 Janvier p	1	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois p	7	0,1	...	...	...	...	...
3 premiers mois p	17	0,3	0,1	0,1	...	...	...
4 premiers mois p	36	1,3	0,6	0,2	...	...	...
5 premiers mois p	104	16,5	8,3	5,1	...	4,1	0,1
6 premiers mois p	232	28,6	11,9	6,6	0,2	5,4	0,1
7 premiers mois p	276	31,5	14,4	7,0	0,2	5,7	0,1
8 premiers mois p	285	32,0	14,7	7,1	0,2	5,7	0,1
9 premiers mois p	291	32,1	14,8	7,1	0,2	5,7	0,1
10 premiers mois p	305	32,4	14,9	7,2	0,2	5,7	0,1
11 premiers mois p	317	33,5	15,1	7,3	0,2	5,8	0,1
12 mois p	332	35,6	15,2	7,4	0,3	5,8	0,2

C. — Total général (y compris les sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger) ⁴

1959 Janvier	157	2,7	1,3	0,3	0,1	0,2	0,2
2 premiers mois	387	3,4	3,0	0,7	0,1	0,5	0,3
3 premiers mois	2.373	20,7	12,5	2,7	0,6	1,6	0,4
4 premiers mois	5.924	56,5	37,2	6,6	1,3	3,6	0,6
5 premiers mois	9.709	119,9	72,3	16,0	2,6	10,0	0,7
6 premiers mois	11.772	152,5	92,3	20,6	3,1	12,6	0,9
7 premiers mois	12.426	166,8	101,2	22,3	3,2	13,9	1,1
8 premiers mois	12.658	168,3	102,4	22,5	3,3	14,0	1,2
9 premiers mois	13.025	170,8	104,2	22,8	3,5	14,2	1,3
10 premiers mois	13.647	180,5	108,1	24,0	3,7	14,9	1,4
11 premiers mois	14.107	197,8	116,9	25,7	3,8	16,2	1,6
12 mois	14.487	205,7	121,3	26,5	4,0	16,6	1,8
1960 Janvier p	116	2,5	1,0	0,3	...	0,2	0,3
2 premiers mois p	292	3,7	3,0	0,8	...	0,7	0,4
3 premiers mois p	1.777	19,0	11,8	2,8	0,3	1,8	0,6
4 premiers mois p	4.357	53,3	32,4	6,8	0,9	4,2	0,7
5 premiers mois p	7.319	118,7	70,8	18,1	2,2	11,8	0,9
6 premiers mois p	9.024	149,9	89,1	22,5	2,6	14,5	1,1
7 premiers mois p	9.630	161,3	97,5	23,8	2,8	15,3	1,3
8 premiers mois p	9.975	162,5	98,4	23,9	2,8	15,4	1,3
9 premiers mois p	10.121	165,1	100,2	24,4	2,9	15,6	1,5
10 premiers mois p	10.618	174,4	103,8	25,8	3,0	16,4	1,7
11 premiers mois p	10.970	189,8	111,9	28,0	3,1	17,6	1,9
12 mois p	11.313	199,3	116,9	29,3	3,2	18,2	2,1

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par action de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS BELGES ET CONGOLAISES ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1951	7.621	2.176	1.483	est. 500 ³	est. 983 ³	n.d.	est. 983 ³	est. 3.159 ³	4.363 ⁴
1952	18.047	2.755	1.398	est. 600 ³	est. 798 ³	n.d.	est. 798 ³	est. 3.553 ³	5.641 ⁴
1953	4.660	1.561	1.068	est. 700 ³	est. 368 ³	n.d.	est. 368 ³	est. 1.929 ³	2.525 ⁴
1954	7.546	3.500	1.777	879	898	529	1.427	4.927	8.331
1955	15.354	5.356	1.560	1.257	303	532	835	6.191	9.680
1956	17.965	4.560	1.701	1.404	297	389	686	5.246	7.619
1957	27.917	5.573	3.220	1.449	1.771	833	2.604	8.177	10.687
1958	9.076	4.908	3.144	1.506	1.638	1.288	2.926	7.834	12.920
1959	10.327	4.137	2.889	1.542	1.347	779	2.126	6.263	11.000

Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo

1951	4.509	1.931	70	n.d.	70	n.d.	70	2.001	1.526 ⁴
1952	7.369	2.457	212	n.d.	212	n.d.	212	2.669	1.811 ⁴
1953	3.212	1.997	130	n.d.	130	n.d.	130	2.127	1.834 ⁴
1954	2.572	1.753	391	46	345	...	345	2.098	1.465
1955	3.549	1.912	316	88	228	— 7	221	2.133	1.545
1956	7.222	2.089	341	110	231	5	236	2.325	1.580
1957	6.759	1.759	724	158	566	...	566	2.325	1.917
1958	2.007	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.342	699	116	81	35	— 21	14	713	513

Total général (y compris les sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger)

1951	12.130	4.107	1.553	est. 500 ³	est. 1.053 ³	n.d.	est. 1.053 ³	est. 5.160 ³	5.889 ⁴
1952	25.416	5.212	1.610	est. 600 ³	est. 1.010 ³	n.d.	est. 1.010 ³	est. 6.222 ³	7.452 ⁴
1953	7.872	3.558	1.198	est. 700 ³	est. 498 ³	n.d.	est. 498 ³	est. 4.056 ³	4.359 ⁴
1954	10.118	5.253	2.168	944	1.224	529	1.753	7.006	9.796
1955	18.903	7.268	1.876	1.348	528	525	1.053	8.321	11.225
1956	25.187	6.649	2.047	1.519	528	394	922	7.571	9.199
1957	34.676	7.332	3.944	1.619	2.325	833	3.158	10.490	12.604
1958	11.083	6.070	3.594	1.632	1.962	1.339	3.301	9.371	14.039
1959	12.669	4.836	3.005	1.623	1.382	758	2.140	6.976	11.513

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions nettes d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Estimations B.N.B.

⁴ Amortissements non déduits.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la D.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (8) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS BELGES ET CONGOLAISES ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. ³).

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1959 3 premiers mois ...	1.341	542	275	817	519	63	—	63
6 premiers mois ...	4.647	1.694	661	2.355	1.179	328	—	328
9 premiers mois ...	6.720	2.064	880	2.944	2.201	460	—	460
12 mois	10.327	3.324	2.889	6.213	2.342	500	116	616
1960 3 premiers mois ...	1.971	1.020	79	1.099	710	59	—	59
6 premiers mois ...	5.326	2.413	302	2.715	5.011	254	—	284
9 premiers mois ...	11.388	5.316	805	6.121				
12 mois								
1960 Janvier	744	580	25	605	187	32	—	32
Février	395	160	50	210	479	11	—	11
Mars	832	280	4	284	44	16	—	16
Avril	1.038	453	21	474	207	36	—	36
Mai	1.517	710	50	760	462	24	—	24
Juin	801	229	152	381	3.632	134	—	134
Juillet	3.791	2.016	500	2.516				
Août	843	398	—	398				
Septembre	1.427	490	3	493				
Octobre p	1.995	132	—	132				
Novembre p	811	292	—	292				
Décembre p	3.228	786	—	786				
1961 Janvier p	499	255	—	255				
Février p	1.543	143	—	143				

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. — Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations et d'actions du secteur public (celles de la Sabena pour la période couverte par le tableau).

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières	Capitaux prêtés par		Capitaux empruntés par		Total (5) = (1) + (2) ou (3) + (4)	Capitaux refusés (6)
	Banques de dépôts 1	Autres organismes 2	Banques de dépôts 1	Autres organismes 3		
	(1)	(2)	(3)	(4)		
1951	2.034	3.350	13	5.371	5.384	...
1952	2.357	3.440	9	5.788	5.797	...
1953	2.378	3.013	9	5.382	5.391	...
1954	2.330	3.006	19	5.317	5.336	...
1955	2.325	3.314	23	5.616	5.639	43
1956	2.428	2.795	22	5.201	5.223	123
1957	2.288	3.305	17	5.576	5.593	5
1958	2.078	1.829	15	3.892	3.907	577
1959	2.191	1.324	73	3.442	3.515	188
1960	2.415	2.668	1.025	4.058	5.083	37
1960 1 ^{er} trimestre	2.429	2.582	701	4.310	5.011	35
2 ^e trimestre	2.522	2.661	1.024	4.159	5.183	27
3 ^e trimestre	2.233	3.164	1.109	4.288	5.397	...
4 ^e trimestre	2.482	2.252	1.272	3.462	4.734	90
1961 1 ^{er} trimestre	2.527	2.493	1.449	3.571	5.020	3
1960 Janvier	2.157	2.981	800	4.338	5.138	...
Février	2.357	2.839	591	4.605	5.196	84
Mars	2.729	2.002	716	4.015	4.731	19
Avril	2.920	1.769	681	4.008	4.689	53
Mai	2.259	3.232	1.085	4.406	5.491	28
Juin	2.405	2.940	1.290	4.055	5.345	...
Juillet	2.166	4.372	1.400	5.138	6.538	...
Août	2.217	2.871	1.021	4.067	5.088	...
Septembre	2.312	2.356	933	3.735	4.668	...
Octobre	2.649	2.224	1.000	3.873	4.873	3
Novembre	2.410	2.021	1.331	3.100	4.431	233
Décembre	2.383	2.500	1.489	3.394	4.883	42
1961 Janvier	2.424	2.184	1.267	3.341	4.608	4
Février	2.500	2.504	1.627	3.377	5.004	7
Mars	2.649	2.778	1.468	3.959	5.427	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours.

¹ Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

² Notamment le Crédit Communal de Belgique, la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, la C.G.E.R., l'O.N.S.S., et depuis le 17 novembre 1959, le Fonds des Rentes.

³ Notamment l'I.R.G., l'Office National du Dueroire, la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, la S.N.C.I. et le Fonds des Rentes.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1951	38	2	140	157	88	159	228	171	57	330	285
1952	38	2	159	162	98	164	257	177	59	341	316
1953	38	2	155	164	87	166	242	185	56	351	298
1954	38	2	138	174	92	176	230	200	55	376	285
1955	38	2	133	188	96	190	229	210	56	400	285
1956	38	2	127	212	110	214	237	222	63	436	300
1957	38	2	119	232	128	234	247	239	66	473	313
1958	38	2	113	245	131	247	244	235	63	482	307
1959	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1960 1 ^{er} trimestre	39	3	208	267	149	270	357	241	59	511	416
2 ^e trimestre	39	3	206	287	156	290	362	245	55	535	417
3 ^e trimestre	39	3	226	293	162	296	388	241	56	537	444
4 ^e trimestre	39	3	192	309	167	312	359	245	56	557	415
1961 1 ^{er} trimestre	39	3	208	378	161	381	369	253	60	634	429
1960 Janvier	39	2	198	243	137	245	335	220	59	465	394
Février	39	3	214	269	159	272	373	246	59	518	432
Mars	39	3	213	291	151	294	364	258	59	552	423
Avril	39	3	182	249	155	252	337	224	54	476	391
Mai	39	3	220	303	158	306	378	260	55	566	433
Juin	39	3	216	308	156	311	372	251	57	562	429
Juillet	39	3	254	286	173	289	427	226	53	515	420
Août	39	3	222	301	163	304	385	251	58	555	443
Septembre	39	3	202	291	150	294	352	248	57	542	409
Octobre	39	3	200	308	162	311	362	250	56	561	418
Novembre	39	3	174	304	169	307	343	249	56	556	399
Décembre	39	3	203	315	169	318	372	237	57	555	429
1961 Janvier	39	3	193	354	167	357	360	258	60	615	420
Février	39	3	192	349	149	352	341	240	57	592	398
Mars	39	3	240	432	167	435	407	262	64	697	471

1 Il s'agit de l'argent au jour le jour et, du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 et 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 et 10 jours.

2 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXX^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte					Avances en compte courant et prêts *					
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations de banque préalablement visées par la B.N.B.	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	sur certificats de trésorerie			sur Certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 366 jours	sur autres effets publics 2
				domiciliées en banque	non domiciliées en banque		ayant maximum 120 jours à courir	ayant maximum 8 mois à courir	émis à maximum 366 jours 1		
Taux en vigueur le 31-12-1950	3,75	3,75	4,—	5,—		5,50	2,—	2,1875	2,375	—	5,50
1951 5 juillet	3,50	3,50	3,75	4,75		5,50	2,—	2,1875	2,375	—	5,50
13 septembre	3,25	3,25	3,75	4,75		5,50	2,—	2,1875	2,375	—	5,50
1952 18 décembre	3,—	3,—	3,50	4,50		5,50	2,—	2,1875	2,375	—	5,50
1953 5 mars	3,—	3,—	3,50	4,50		5,—	2,—	2,1875	2,375	—	5,—
21 mai	3,—	3,—	3,50	4,50		4,75	2,—	2,1875	2,375	—	4,75
29 octobre	2,75	2,75	3,25	4,25		4,50	2,—	2,1875	2,375	—	4,50
1955 4 août	3,—	3,—	3,75	4,50	4,75	4,75	2,1875			—	4,75
1956 6 décembre	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	5,25	2,25			—	5,25
1957 21 mars	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	5,25	Taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %			—	5,25
25 juillet	4,50	4,50	5,25	6,—	6,25	6,25	»			—	6,25
12 novembre	4,50	4,50	5,25	6,—	6,25	6,25	»			Taux du Certificat + 5/16 % minimum 2,25 %	6,—
1958 27 mars	4,25	4,25	5,—	5,75	6,—	6,—	»			»	6,—
5 juin	4,—	4,—	4,75	5,50	5,75	5,75	»			»	5,75
3 juillet	3,75	3,75	4,50	5,25	5,50	5,50	»			»	5,50
28 août	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	5,25	»			»	5,25
30 octobre	3,50	3,50	4,—	4,50	5,—	5,—	»			»	5,—
1959 8 janvier ...	3,25	3,25	3,75	4,25	4,75	4,75	»			»	4,75
24 décembre	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	5,25	»			»	5,—
1960 4 août	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	6,25	»			»	6,25
		représentatives d'importations | d'exportations									
10 novembre	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	6,25	»			»	6,25

1 Intitulé avant le 21 mars 1957 : Certificats de trésorerie ayant maximum 12 mois à courir.

2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

* Quantité de l'avance au 31 décembre 1960

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyennes 1	
1957 Du 1-1 au 11-11 2 .	1,70
Du 12-11 au 31-12 3 .	2,25
1958	1,41
1959 Du 1-1 au 16-11 ...	1,01
Du 17-11 au 31-12 ...	2,11
1960	2,80
1960 Avril	1,75
Mai	2,19
Juin	2,58
Juillet	3,23
Août	4,03
Septembre	4,14
Octobre	3,92
Novembre	2,81
Décembre	2,67
1961 Janvier	2,68
Février	2,47
Mars	2,38

XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 4					Certificats de trésorerie bancaires 5	Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication		
	15 jours	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois			4 mois	6 mois	9 mois	12 mois
1956	1,90	—	—	—	—	1,3125 6				
1957	2,75	3,—	3,25	3,75	4,25	3,75				
1958	1,25	1,50	1,75	2,—	2,50	2,75	1958 6 janv.	4,676	5,059	5,388
1959	—	2,75	3,—	3,25	3,50	3,25	1959 6 janv.	3,398	3,646	3,860
1960 Avril	—	3,—	3,25	3,50	3,75	3,75	1960 3 mai .	4,238	4,340	*
Mai ...	—	3,—	3,25	3,50	3,75	3,75	7 juin .	4,268	4,348	4,446
Juin ...	—	3,—	3,25	3,50	3,75	3,75	5 juillet	4,266	4,350	4,437
Juillet .	—	3,—	3,25	3,50	3,75	3,75	2 août .	4,340	4,400	*
Août .	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	6 sept. .	*	*	*
Sept. ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	4 oct. .	*	4,909	4,950
Oct. ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	8 nov. .	*	*	*
Nov. ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	6 déc. .	*	*	*
Déc. ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	1961 6 janv.	4,862	4,925	4,956
1961 Janv. ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	7 fév. .	4,846	*	4,993
Févr. ...	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	7 mars	4,872	4,937	*
Mars .	—	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	6 avril	4,875	4,950	4,960

1 Il s'agit, jusqu'au 16 novembre 1959, de la moyenne arithmétique simple des taux uniques journaliers.

Depuis le 17 novembre 1959 : moyenne pondérée par les montants des capitaux empruntés, des taux journaliers moyens.

2 Depuis le 19 novembre 1949 jusqu'au 3 août 1955 inclus, le taux a été de 1,25 % ; du 4 août à fin décembre 1955, il a été de 1,50 %. Moyenne 1950 : 1,58.

3 La réforme du marché monétaire de novembre 1957 a comporté notamment le relèvement du taux des certificats de trésorerie bancaires à 4 mois, devenus les certificats B, ce qui a permis des fluctuations plus larges des taux de l'argent au jour le jour.

4 Cfr. Arrêtés ministériels du 30 mars 1956 et du 9 novembre 1957 (Moniteur belge du 4 mai 1956, p. 3.148 et du 10 novembre 1957, p. 8.028).

5 Certificats que les banques peuvent inclure dans la couverture partielle de leur passif exigible à 1 mois au plus. L'encours de ces certificats émis à 4 mois était peu important jusqu'à la réforme du marché monétaire du 12 novembre 1957, qui les a remplacés par des certificats de même nature, mais dont l'intérêt est lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque. Ces certificats sont désignés par le terme « certificats B » (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, Moniteur du 10 novembre 1957, p. 8.030). L'encours de ces certificats s'est élevé à 8,9 milliards de francs jusqu'au 8 avril 1960. Depuis lors, il atteint 9,1 milliards de francs.

En outre, le Fonds des Rentes émet, depuis novembre 1957, un montant variable de certificats assortis des mêmes conditions, sauf que l'intérêt des certificats B est payable d'avance, et que celui des certificats du Fonds des Rentes est payable à terme échu. (Arrêté amendant l'arrêté d'exécution de l'article 4, § 2 du règlement du 11 octobre 1949 sur les coefficients bancaires. — Moniteur du 27 novembre 1957, p. 8.268).

Il convient également de noter que la réforme du marché monétaire de novembre 1957 a converti un montant de 20 milliards de francs de certificats de trésorerie à 12 mois affectés par les banques à la couverture partielle de leur passif exigible à un mois au plus, en des certificats à 12 mois, désignés par le terme « certificats A », d'un taux de 1 15/16 %, payable par anticipation (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, Moniteur du 10 novembre 1957, p. 8.030).

6 Taux en vigueur depuis le 5 février 1946 (cfr. deuxième arrêté ministériel d'exécution du 5 février 1946 de la loi du 14 octobre 1945 relative aux avoirs monétaires bloqués ou temporairement indisponibles. Moniteur du 10 février 1946, p. 1.135).

* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif 1 ¹ Comptes de dépôts à					Caisse Générale d'Epargne (Dépôts d'épargne des particuliers)		
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 50.000 F	de 50.001 à 100.000 F	au-delà de 100.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois			
1951	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1952	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1953	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1954	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1955	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1956	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1957	0,50	1,25	2,30	2,70	3,15	jusqu'à 200.000 F 3,—	au-delà de 200.000 F 2,—	
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	jusqu'à 250.000 F 3,— ³	au-delà de 250.000 F 2,—	
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—	
1960 Janvier	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,— ³	2,— ⁴	
Février	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,— ³	2,— ⁴	
Mars	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,— ³	2,— ⁴	
Avril	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,— ³	2,— ⁴	
Mai	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,— ³	2,— ⁴	
Juin	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,— ³	2,— ⁴	
Juillet	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,— ³	2,— ⁴	
Août	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³	2,— ⁴	
Septembre	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³	2,— ⁴	
Octobre	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³	2,— ⁴	
Novembre	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³	2,— ⁴	
Décembre	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³	2,— ⁴	
1961 Janvier	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³	2,— ⁴	
Février	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³	2,— ⁴	
Mars	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³	2,— ⁴	

¹ Tarif appliqué par environ 25 banques, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur. — ² Depuis novembre 1957, les taux des dépôts à préavis et à terme fluctuent en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. — ³ Durant les années 1958 et 1960, majoration d'intérêts de 0,30 % pour les sommes restées inscrites toute l'année civile. Pas de majoration en 1959. — ⁴ En 1960, majoration d'intérêts de 0,20 % pour les sommes restées inscrites toute l'année civile.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Dette unifiée	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Echéance à plus de 20 ans	Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée)
	(rendement eu égard au cours seulement)	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Etat Emprunts à lots Dette directe	
1952	4,60	—	5,19 ¹	—	—	5,13	5,32
1953	4,48	—	4,85 ¹	5,09 ²	—	4,81	5,05
1954	4,33	—	4,15 ¹	4,79 ²	—	4,58	4,70
1955	4,20	—	3,89 ¹	4,59 ²	—	4,43	4,46
1956	4,18	—	3,99 ¹	4,63	4,71	4,38	4,57
1957	4,47	—	5,17 ¹	5,54	5,59	4,53	5,45
1958	4,93	—	5,53 ¹	6,47	6,51	5,20	6,41
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,83	4,85
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	4,63	5,11
1960 Février	4,24	4,87	4,82	5,32	5,13	4,61	5,20
Mars	4,25	4,82	4,83	5,31	5,15	4,60	5,19
Avril	4,26	4,79	4,73	5,23	5,14	4,54	5,13
Mai	4,26	4,90	4,84	5,26	5,17	4,52	5,17
Juin	4,27	5,01	4,94	5,28	5,19	4,57	5,20
Juillet	4,27	4,90	5,01	5,29	5,17	4,70	5,20
Août	4,35	5,51	5,67	5,79	5,41	4,92	5,64
Septembre	4,35	5,40	5,15	5,74	5,45	4,83	5,59
Octobre	4,34	5,47	5,26	5,71	5,47	4,86	5,58
Novembre	4,34	5,40	5,28	5,73	5,53	4,81	5,61
Décembre	4,40	5,47	5,55	5,85	5,65	4,81	5,73
1961 Janvier	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	4,90	5,89
Février	4,39	5,50	5,66	6,00	5,82	4,93	5,85
Mars	4,39	5,45	5,62	6,00	5,82	4,95	5,84
Avril	4,35	5,40	5,58	5,90	5,77	4,99	5,77

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuité (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

¹ Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %. — ² Emprunts aux taux de 4,25 et 4,5 %.

N. B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XXXI^e année, vol. I, n° 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, n° 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) ; XXXII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1957 « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 « Le marché monétaire en Belgique ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis ¹		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Suède		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 1-1-1955 ...		3,—		1,50		3,—		3,—		4,—		2,50		2,75		1,50
1955 Janvier ...							27	3,50								
Février ...							24	4,50								
Avril			15	1,75									19	3,75		
Août	4	3,50	5	2,—												
Septembre			9	2,25												
Novembre			18	2,50												
1956 Février ...							16	5,50			7	3,—				
Mars	8	4,50														
Avril			13	2,75												
Mai	19	5,50														
Août			24	3,—							25	3,25				
Septembre	6	5,—														
Octobre ...											22	3,75				
Novembre													22	4,—		
1957 Janvier ...	11	4,50														
Février ...							7	5,—								
Avril					11	4,—										
Mai															15	2,50
Juillet											17	4,25	11	5,—		
Août			23	3,50	12	5,—					16	5,—				
Septembre	19	4,—					19	7,—								
Novembre			15	3,—												
1958 Janvier ...	17	3,50	23	2,75							23	4,50				
Mars			7	2,25			20	6,—			25	4,—				
Avril			18	1,75												
Mai							22	5,50					3	4,50		
Juin	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Août							14	4,50								
Septembre			12	2,—												
Octobre ...					16	4,50										
Novembre			7	2,50			20	4,—			15	3,—				
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...						5	4,25								26	2,—
Mars			6	3,—												
Avril					23	4,—										
Mai			29	3,50												
Septembre	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—					15	5,—		
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre	11	4,—														
Décembre .							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														

¹ Federal Reserve Bank of New York.
Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de nouveaux francs français)

	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre	1959 31 décembre	1960 4 février	1961 9 février	1960 10 mars	1961 9 mars
ACTIF								
Encaisse or	3.012	2.012	2.476	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Prêt d'or au Fonds de Stabilisation des changes	—	1.000	1.201	—	—	—	—	—
Disponibilités à vue à l'étranger	490	118	141	3.969	4.077	6.179	4.366	6.801
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	512	...	...	...	...	740	...	740
Monnaies divisionnaires	136	99	84	101	86	21	83	15
Comptes courants postaux	321	716	512	669	438	480	442	503
Prêts à l'Etat	6.329	6.548	6.510	6.500 ²	6.500 ²	6.500 ²	6.500 ²	6.500 ²
Avances à l'Etat	—	4.297	4.337	2.640 ²	3.875 ²	2.943 ²	3.461 ²	2.611 ²
Portefeuille d'escompte :	18.599	19.872	22.217	16.392	14.731	16.376	14.808	15.924
<i>Effets escomptés sur la France</i>	7.889	5.917	6.707	4.232	4.151	4.726	4.097	4.902
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	4	1	3	1	1	1	1	1
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> ³	346	575	481	699	529	656	517	431
<i>Effets de mobilisation de crédits à moyen terme</i>	10.360	13.379	15.026	11.460	10.050	10.993	10.193	10.590
Effets négociables achetés en France ⁴	2.968	2.883	2.609	2.827	2.280	2.282	2.298	2.602
Avances à 30 jours sur effets publics ...	213	193	222	169	184	160	162	177
Avances sur titres	109	105	97	83	78	63	74	65
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	377	783	763	863	376	311	271	223
Divers	560	649	562	627	593	717	609	704
Total ...	33.626	39.275	41.731	39.162	37.540	41.094	37.396	41.187

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	31.135	32.681	34.694	34.947	33.849	38.063	33.816	38.391
Comptes courants créditeurs :	1.634	5.246	5.720	2.943	2.543	1.733	2.387	1.639
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	1	1	...	1	...	...	...
<i>Comptes courants des accords de coopération économique</i>	2	...	...	...	...	...	...	...
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises et étrangères</i>	839	4.091	4.564	1.965	1.656	736	1.567	703
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds, dispositions et autres engagements à vue</i>	793	1.154	1.155	978	886	997	820	936
Capital de la Banque	2	2	2	150	150	150	150	150
Divers	855	1.346	1.315	1.122	998	1.148	1.043	1.007
Total ...	33.626	39.275	41.731	39.162	37.540	41.094	37.396	41.187

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

³ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁴ Décret du 17 juin 1938.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1957 28 February	1958 28 February	1959 28 February	1960 29 February	1960 9 March	1961 8 March	1960 6 April	1961 5 April
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-----------------	-----------------	-----------------	-----------------

Issue Department

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	1.910	1.985	2.035	2.136	2.136	2.237	2.186	2.287
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin	3	3	3	2	2	1	2	1
Amount of Fiduciary Issue	1.925	2.000	2.050	2.150	2.150	2.250	2.200	2.300
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	1.925	2.000	2.050	2.150	2.150	2.250	2.200	2.300

Notes Issued :

In Circulation	1.874	1.965	2.013	2.116	2.123	2.230	2.167	2.286
In Banking Department	51	35	37	34	27	20	33	14
Total ...	1.925	2.000	2.050	2.150	2.150	2.250	2.200	2.300

Banking Department

Government Securities	238	254	265	274	278	439	263	425
Other Securities :								
Discounts and Advances	25	23	10	33	24	21	25	36
Securities	20	22	22	20	21	20	19	18
Notes	51	35	37	34	27	20	33	14
Coin	2	2	1	1	1	1	1	1
Total ...	336	336	335	362	351	501	341	494

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	4	4	3	3
Public Deposits :								
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)	13	11	17	12	13	11	11	19
Special Deposits	—	—	—	—	—	151	—	150
Other Deposits :								
Bankers	229	232	229	264	255	254	248	238
Other Accounts	75	74	70	67	64	66	64	69
Total ...	336	336	335	362	351	501	341	494

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1956 31 December	1957 31 December	1958 31 December	1959 31 December	1960 9 March	1961 8 March	1960 6 April	1961 5 April
ASSETS								
Gold certificate account	20.374	21.216	19.013	18.186	18.159	16.029	18.159	16.057
Redemption fund for F.R. notes	895	869	938	978	962	1.046	950	1.039
Total gold certificate reserves ...	21.269	22.085	19.951	19.164	19.121	17.075	19.109	17.096
F.R. notes of other Banks	351	443	477	524	494	—	423	—
Cash	306	339	336	359	465	492	437	445
Discounts and advances	50	56	64	458	745	212	770	121
Industrial loans	1	1	...	...	...	—	...	—
Acceptances :								
Bought outright	33	42	43	44	33	46	32	45
Held under repurchase agreement	35	23	6	31	—	1	—	—
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	1.721	983	2.250	2.606	1.224	2.650	1.263	2.623
Certificates	10.933	19.934	18.650	10.507	8.507	5.415	8.507	5.398
Notes	9.154	...	2.868	11.010	13.010	16.205	13.010	16.383
Bonds	2.802	2.802	2.484	2.484	2.484	2.627	2.484	2.720
Total bought outright ...	24.610	23.719	26.252	26.607	25.225	26.897	25.264	27.124
Held under repurchase agreement	305	519	95	41	...	23	57	3
Total U.S. Government securities ...	24.915	24.238	26.347	26.648	25.225	26.920	25.321	27.127
Total loans and securities	25.034	24.360	26.460	27.181	26.003	27.179	26.123	27.293
Due from foreign banks .....	...	...	...	...	...	—	...	...
Cash items in process of collection	5.624	5.495	5.631	6.438	4.764	3.950	4.984	4.148
Bank premises	73	84	94	100	101	108	103	109
Other assets	253	223	146	262	211	173	283	232
Total assets ...	52.910	53.029	53.095	54.028	51.159	48.977³	51.462	49.323³
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	27.476	27.535	27.872	28.262	27.440	27.083	27.381	27.105
Deposits :								
Member bank reserves	19.059	19.034	18.504	18.174	17.381	16.371	17.661	16.723
U.S. Treasurer - general account	441	481	358	504	564	446	417	222
Foreign	322	356	273	345	200	177	165	288
Other	426	246	391	693	307	393	352	384
Total deposits ...	20.248	20.117	19.526	19.716	18.452	17.387	18.595	17.617
Deferred availability cash items	3.959	4.071	4.335	4.847	3.949	3.146	4.159	3.235
Other liabilities and accrued dividends ...	17	15	22	29	33	34	34	30
Total liabilities ...	51.700	51.738	51.755	52.854	49.874	47.650	50.169	47.987
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	326	345	363	388	394	421	396	424
Surplus	775	837	868	775	775	817	775	817
Other capital accounts	109	109	109	11	116	89	122	95
Total liabilities and capital accounts ...	52.910	53.029	53.095	54.028	51.159	48.977³	51.462	49.323³
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	50	76	68	82	112	175	159	171
Industrial loan commitments	2	1	1	...	...	—	...	—
Ratio of gold certificate reserves to deposit and F.R. note liabilities combined	44,6 %	46,3 %	42,1 %	39,9 %	41,7 %	38,0 %	41,6 %	37,9 % ²

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

² « F. R. note liabilities combined » includes \$ 438 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated statement shown above.

³ Since 1-2-1961, this figure is not comparable with those of the preceding statements. The assets include no more the item « F. R. notes of other Banks ». Besides, the figure of the item « Cash items in process of collection » has been modified. In the liabilities, the figures relating to the « Federal Reserve notes » and the « Deferred availability cash items » have been modified too.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK

(miljoenen guldens)

	1956 31 december	1957 31 december	1958 31 december	1959 31 december	1960 7 maart	1961 6 maart	1960 4 april	1961 4 april
ACTIVA								
Goud	3.192	2.812	3.972	4.281	4.387	5.487	4.403	5.227
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	747	1.008	1.603	786	845	745	829	787
Buitenlandse betaalmiddelen	1	1	1	1	1	...	1	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens ¹	220	182	88	71	68	46	52	52
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto ²	92	10	...	6	...	...	...	...
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	165	128	181	547	308	180	363	180
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen) ³	253	198	40	62	11	9	12	10
Boekvorderingen op de Staat (overeen- komst van 26 februari 1947)	660	560	—	—	—	—	—	—
Nederlandse munten	4	11	24	35	43	40	45	33
Belegging van kapitaal en reserves	138	142	159	165	161	171	159	171
Gebouwen en inventaris	1	1	1	1	1	1	1	1
Diverse rekeningen	41	39	15	12	8	11	18	22
Totaal ...	5.514	5.092	6.084	5.967	5.833	6.690	5.883	6.483
PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	4.073	4.187	4.418	4.513	4.333	4.725	4.431	4.881
Bankassigntaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.055	629	1.284	1.139	1.173	1.564	1.160	1.267
's Rijks schatkist	620	307	643	528	538	707	502	379
Banken in Nederland	405	250	485	484	503	688	528	693
Andere ingezetenen	30	72	156	127	132	169	130	195
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	153	46	97	65	74	53	60	52
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	—	—	—	56	65	45	51	45
Andere niet-ingezetenen	19	16	22	9	9	8	9	7
Saldo's voortvloeiende uit betalings- akkoorden	134	30	75	—	—	—	—	—
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	20	6	64	6	12	111	17	62
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	126	131	142	152	142	152	142	152
Diverse rekeningen	67	73	59	72	79	65	53	49
Totaal ...	5.514	5.092	6.084	5.967	5.833	6.690	5.883	6.483
¹ Waarvan uit hoofde van de liquidatie van bila- terale akkoorden	90	2	1	9	7	...	3	...
² Waarvan schatkistpapier, rechtstreeks door de Bank in disconto genomen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
³ Waarvan aan Indonesië (wet van 15 maart 1933 — Staatsblad nr 99)	18	13	11	8	8	5	8	5
N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	141	127	110	105	102	88	103	81

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1957 dicembre	1958 dicembre	1959 dicembre	1960 dicembre p	1960 gennaio	1961 gennaio p	1960 febbraio	1961 febbraio p
Oro in cassa	4	5	5	1.000	5	1.000	172	1.000
Oro all'estero dovuto dallo Stato	2	2	2	—	2	—	2	—
Cassa ¹	6	10	11	10	10	8	11	11
Portafoglio ²	405	386	430	443	427	429	426	427
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	82	34	46	64	70	88	84	121
Prorogati pagamenti	5	—	—	7	—	—	—	—
Ufficio italiano dei cambi	—	—	—	1.257	—	1.226	—	1.182
Disponibilita in divisa all' estero	71	62	62	63	62	62	62	63
Titoli emessi o garantiti dallo Stato	72	56	70	74	74	74	72	74
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	1.039	1.654	2.191	119	2.176	127	2.041	129
Partite varie	3	3	3	2	3	2	2	2
Anticipazioni temporanee al Tesoro	77	77	77	64	77	64	77	64
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	343	343	343	485	343	485	343	485
Emissioni per forze alleate	145	145	145	—	145	—	145	—
Conto corrente servizio tesoreria	170 ⁶	137	—	—	—	—	—	—
Impieghi in titoli per conto del Tesoro ...	345	325	128	20	118	20	108	10
Servizi diversi per conto dello Stato	32	18	—	—	—	—	—	—
Spese	40	41	44	39	1	2	3	4
Totale attivo ...	2.841	3.298	3.557	3.647	3.513	3.587	3.548	3.572
Circolazione dei biglietti ⁴	1.914	2.061	2.237	2.424	2.078	2.237	2.032	2.203
Vaglia assegni e debiti a vista ⁵	27	26	28	23	14	15	14	14
Depositi in c/c liberi	140	167	130	117	91	76	74	78
Conti correnti vincolati	548	774	772	694	884	942	825	785
Creditori diversi	160	211	173	170	175	193	177	190
C/c servizio tesoreria	—	—	146	159	242	107	323	277
C/c servizio tesoreria — Fondo speciale .	—	—	17	—	17	—	17	—
Tesoro dello Stato - plusvalenza rivalutaz. oro	—	—	—	—	—	—	63	—
Aiuti internazionali	9	14	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	—	—	5	16	6	9	14	15
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	2	2	2	3	3	3	3	3
Fondo di riserva straordinario	1	1	2	2	1	2	2	2
Rendite	40	42	45	39	1	2	3	4
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—	1	1	1	1
Totale passivo e patrimonio ...	2.841	3.298	3.557	3.647	3.513	3.587	3.548	3.572
Depositanti in titoli e valori	3.430	4.413	3.604	4.407	3.617	4.085	3.859	4.083
¹ Compresa monete di Stato	5	8	8	5	8	5	8	5
² Compreso finanziamento ammassi	—	—	—	437	—	424	—	422
³ Compresa operazioni con privati	—	—	—	3	—	2	—	3
⁴ Compresi biglietti presso il Tesoro	1	1	2	2	1	1	1	1
⁵ Compresi vaglia e assegni	18	17	16	14	10	10	10	9
⁶ Al netto del Fondo speciale	2	—	—	—	—	—	—	—

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1958 31 Dezember	1959 31 Dezember	1960 31 Dezember	1960 6 Februar	1961 7 Februar	1960 7 März	1961 7 März
AKTIVA							
Gold	10.963	10.934	12.286	10.949	12.400	10.999	11.961
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	9.311	8.249	15.905	7.923	15.529	8.291	15.192
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	152	130	157	135	155	141	137
Kurz- und mittelfristige Kredite an inter- nationale Einrichtungen und Konsoli- dierungskredite	6.089	4.817	3.657	4.515	3.220	4.521	3.177
<i>davon : a) aus der Abwicklung der</i> <i>E.Z.U.</i>	4.590	3.156	1.993	2.994	1.744	2.994	1.741
<i>b) an Weltbank</i>	1.234	1.486	1.560	1.381	1.390	1.381	1.345
Deutsche Scheidemünzen	85	88	91	137	131	135	131
Postscheckguthaben	192	226	193	96	121	117	126
Inlandswechsel	722	853	1.283	1.556	2.080	2.533	2.376
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen	100	80	137	...	1	82	54
Lombardforderungen	64	234	419	25	35	51	39
Kassenkredite	90	265	79	12	2	340	5
Wertpapiere	270	235	324	234	594	232	587
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	4.382	5.731	3.561	5.298	3.407	5.461	2.708
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	662	1.211	1.387	1.211	1.455	1.247	1.471
Ausgleichsbedarf für Neubewertung der Geld- Gold- und Devisenpositionen	—	—	—	—	—	—	1.480
Sonstige Aktiva	372	311	370	225	190	206	296
	33.454	33.364	39.849	32.316	39.320	34.356	39.740

PASSIVA							
Banknotenumlauf	17.661	19.046	20.470	17.594	18.864	17.965	19.385
Einlagen von	13.037	11.605	16.696	12.262	18.124	13.881	17.949
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck und Postsparkassenämter) ...</i>	8.243	9.344	13.036	9.513	13.702	11.233	13.508
<i>Öffentlichen Einlegern</i>	4.585	2.039	3.440	2.539	4.167	2.435	4.225
<i>Anderen inländischen Einlegern</i>	209	222	220	210	255	213	216
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	1.136	672	447	685	339	673	323
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	550	299	282	288	268	282	239
<i>Sonstige</i>	586	373	165	397	71	391	84
Rückstellungen	656	671	806	655	806	655	806
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	492	522	562	522	562	522	562
Sonstige Passiva	182	558	578	308	335	370	425
	33.454	33.364	39.849	32.316	39.320	34.356	39.740

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1957 31 décembre	1958 31 décembre	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1960 7 mars	1961 7 mars	1960 7 avril	1961 7 avril
ACTIF								
Encaisse or	7.384	8.329	8.369	9.455	7.753	9.358	8.376	9.441
Devises	781	561	535	583	425	768	473	1.550
Portefeuille effets sur la Suisse	226	58	58	53	46	51	47	48
<i>Effets de change</i>	226	58	58	53	46	51	47	48
<i>Rescriptions de la Confédération Suisse</i> .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Avances sur nantissement	52	22	40	38	10	8	7	11
Titres	45	45	44	43	44	43	44	43
<i>pouvant servir de couverture</i> .....	...	1	...	1	1	1	...	1
<i>autres</i>	45	44	44	42	43	42	44	42
Correspondants :			52	52	16	12	11	15
<i>en Suisse</i>	41	33	45	45	10	5	6	7
<i>à l'étranger</i>			7	7	6	7	5	8
Autres postes de l'actif	29	35	28	30	30	25	29	23
Total ...	8.558	9.083	9.126	10.254	8.324	10.265	8.987	11.131

PASSIF

Fonds propres	49	50	51	52	51	52	51	53
Billets en circulation	5.931	6.109	6.344	6.854	5.794	6.372	5.559	6.484
Engagements à vue	2.393	2.726	2.535	2.756	2.292	3.253	3.195	2.974
<i>Comptes de virements des banques du commerce et de l'industrie</i>	1.831	2.541	2.330	2.288	2.010	2.931	2.807	2.400
<i>Autres engagements à vue</i>	562	185	205	468	282	322	388	574
Comptes de virements de banques temporairement liés	—	—	—	—	—	—	—	1.035
Engagements à terme	—	—	—	390	—	400	—	400
Autres postes du passif	185	198	196	202	187	188	182	185
Total ...	8.558	9.083	9.126	10.254	8.324	10.265	8.987	11.131

Références bibliographiques : *International Financial Statistics (F.M.I.)* — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bollettino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif	31	31	29	28	31	31	Passif						
	décembre	décembre	février	février	mars	mars	décembre	31	29	28	31	31	
	1959	1960	1960	1961	1960	1961	1959	décembre	février	février	mars	mars	
								1960	1960	1961	1960	1961	
I. Or en lingots et monnayé	1.165	1.636	1.569	1.874	1.562	1.887	I. Capital :						
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	106	60	36	71	55	94	Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
III. Portefeuille réescomptable	859	277	684	124	521	245	II. Réserves :	23	23	23	23	23	23
1. Effets de commerce et acceptations de banque	13	19	74	19	75	19	1. Fonds de Réserve légale ...	9	10	9	10	9	10
2. Bons du Trésor	846	258	610	105	446	226	2. Fonds de Réserve générale .	14	13	14	13	14	13
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	21	13	37	11	38	12	III. Dépôts (or) :	1.751	1.812	1.692	1.720	1.662	1.842
V. Dépôts à terme et avances : ...	379	1.130	317	1.135	454	1.138	1. Banques centrales :						
a) à 3 mois au maximum ...	319	918	300	1.031	434	1.003	a) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
b) à 3 mois au maximum (or)	10	7	10	4	10	3	b) de 3 à 6 mois	169	24	76	10	65	10
c) de 3 à 6 mois	49	144	6	35	8	49	c) à 3 mois au maximum ...	607	329	533	446	502	409
d) de 6 à 9 mois	1	3	1	58	—	76	d) à vue	821	1.372	911	1.214	941	1.373
e) de 9 à 12 mois	—	55	—	—	2	—	2. Autres déposants :						
f) à plus d'un an	—	3	—	7	—	7	a) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
VI. Autres effets et titres :	853	730	732	503	731	523	b) de 3 à 6 mois	6	6	9	6	9	6
1. Or :							c) à 3 mois au maximum ...	31	21	31	18	31	18
a) à 3 mois au maximum ...	24	73	39	29	112	12	d) à vue	117	60	132	26	114	26
b) de 3 à 6 mois	104	39	42	46	19	65	IV. Dépôts (monnaies) :	1.346	1.734	1.392	1.696	1.406	1.762
c) de 6 à 9 mois	37	—	10	21	10	21	1. Banques centrales :						
2. Monnaies :							a) à plus d'un an	—	36	—	36	—	36
a) à 3 mois au maximum ...	478	445	439	292	491	335	b) de 9 à 12 mois	—	71	—	—	—	—
b) de 3 à 6 mois	180	80	58	16	2	4	c) de 6 à 9 mois	—	—	—	71	1	71
c) de 6 à 9 mois	2	4	11	27	14	23	d) de 3 à 6 mois	268	156	185	253	153	153
d) de 9 à 12 mois	8	23	63	5	62	13	e) à 3 mois au maximum ...	871	1.167	931	1.040	930	1.246
e) à plus d'un an	20	66	20	67	20	50	f) à vue	18	30	24	27	19	23
VII. Actifs divers	1	1	1	1	1	6	2. Autres déposants :						
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68	68	68	68	68	68	a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
Total actif ...	3.452	3.915	3.444	3.787	3.430	3.973	b) de 6 à 9 mois .....	...	—	—	—	—	—
							c) de 3 à 6 mois	31	—	—	—	31	—
							d) à 3 mois au maximum ...	121	256	228	250	252	213
							e) à vue	37	18	24	19	20	20
							V. Divers	42	44	47	45	48	44
							VI. Compte de profits et pertes ...	9	8	9	8	9	8
							VII. Provision pour charges éventuelles	156	169	156	170	157	169
							Total passif ...	3.452	3.915	3.444	3.787	3.430	3.973

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : (voir note 2)							Dépôts à long terme :	229	229	229	229	229	229
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et de l'adm. des chemins de fer et bons de l'adm. des postes (échus)	221	221	221	221	221	221	1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités (voir note 3)	153	153	153	153	153	153
2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76	76	76	76	76	76	2. Dépôt du Gouvernem. allem.	76	76	76	76	76	76
Total ...	297	297	297	297	297	297	Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir ci-dessus)	68	68	68	68	68	68
							Total ...	297	297	297	297	297	297

Note 1. — Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris non plus l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (Union Européenne de Paiements), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

Note 2. — Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés et afférents à la date du 31 décembre 1952.

Note 3. — La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs or 149.920.380,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts, le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
	B.N.B. Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
	C.A.D.G. Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
	C.G.E.R. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P. Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
	D.U.L.B.E.A. Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
	FABRIMETAL Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
	FEBELTEX Fédération de l'Industrie Textile Belge.
	F.I.B. Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
	I.N.S. Institut National de Statistique.
	I.R.E.S.P. Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
	I.R.G. Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E. Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.P. Office des Chèques Postaux.
O.E.C.E.	Organisation Européenne de Coopération Economique.
	O.N.P.C. Office National du Placement et du Chômage.
	O.N.S.S. Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
	R.T.T. Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B. Société Nationale des Chemins de fer Belges.
	S.N.C.I. Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.C.V. Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		VII. — Prix et indices de prix.	
1. Population	I - 1	1. Prix de gros mondiaux	VII - 1
2. Revenu national net au coût des facteurs	I - 2	2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2
3. Produit national brut :		3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
a) P.N.B. calculé par l'analyse de la production aux prix courants	I - 3a	4. Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
b) P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses aux prix courants	I - 3b		
c) P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses aux prix de 1950	I - 3c	VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	
		1. Tableau général	VIII - 1
II. — Emploi et chômage.		2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1	3. Importations par groupes de produits	VIII - 3
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2	4. Indices du volume et des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3	5. Orientation géographique	VIII - 5
		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
III. — Agriculture et pêche.		1. Chiffres annuels	IX - 1
1. Production agricole	III - 1	2. Chiffres trimestriels et semestriels	IX - 2
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2	3. Balance des paiements avec le Congo et le Ruanda- Urundi	IX - 3
		4. Balance des paiements avec les pays autres que le Congo et le Ruanda-Urundi	IX - 4
IV. — Industrie.		X. — Marché des changes.	
1. Indices généraux de la production industrielle	IV - 1	1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de compensation à Bruxelles	X - 1
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	XI. — Finances Publiques.	
3. Energie	IV - 3	1. Situation de Trésorerie	XI - 1
4. Métallurgie	IV - 4	2. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 2
5. Construction : données annuelles	IV - 5	3. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 3
6. Construction : données mensuelles	IV - 6	4. Détail des recettes fiscales	XI - 4
V. — Services.		XIII. — Organismes monétaires.	
1. Transports :		1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V 1a	3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
b) Navigation maritime	V - 1b	4. Stock monétaire	XIII - 4
c) Navigation intérieure	V - 1c	5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
2. Tourisme	V - 2	6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951- 1958)	XIII - 6
3. Commerce intérieur :		Bilans et situations hebdomadaires de la B.N.B. (depuis le 31 déc. 1959)	XIII - 6
a) Indices des ventes	V - 3a	7. Situation globale des banques	XIII - 7
b) Ventes à tempérament	V - 3b	8. Comptes de chèques postaux	XIII - 8
VI. — Revenus.		9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 9
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1		

	Numérotation des tableaux
XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.	
4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 8
9. Inscriptions hypothécaires	XIV - 9

XV. — Principales modalités de l'épargne disponible à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dette de l'état	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public :	
— nouvelle série	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions belges et congolaises — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions belges et congolaises — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés belges et congolaises — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des Sociétés belges et congolaises — chiffres mensuels	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2

3. Taux des certificats de Trésorerie	XIX - 3
4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5

XX. — Banques d'Emission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements internationaux, à Bâle	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 3. — (P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses aux prix courants et aux prix de 1950	I - 3b et c
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3
IV - 2. — Indices de la production industrielle	IV - 2
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
IX - 1. — Balance des paiements de l'U.E.B.L. ...	IX - 1
XI - 2. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 2
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi-monnaies	XIII - 3
XIII - 9. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks	XIII - 9
XIV - 5a — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts ..	XIV - 5a
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1

